

Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne

Bulletin
de
l'Institut
Pierre Renouvin

numéro 51
Printemps 2020

BULLETIN DE L'INSTITUT PIERRE RENOUVIN

1, rue Victor Cousin

75005 Paris

Tél. : 01 40 46 27 90

Courriel du Bulletin : bulletin.ipr@gmail.com

Site Internet :

<http://www.pantheonsorbonne.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/>

RÉDACTION :

Marie-Pierre Rey

Directrice de la publication et rédactrice en chef

Sandra Challin, Secrétaire de rédaction

Sara Legrandjacques & Laurent Pugno Lambert,

Secrétaires de rédaction

Comité de rédaction

Alya Aglan, Farid Ameer, Houda Ben Hamouda, Laurence Badel, Sandra Challin, Anne Couderc, Sylvain Dufraisse, Anaïs Fléchet, Annick Foucrier, Robert Frank, Jean-Michel Guieu, Mathieu Jestin, Hélène Harter, Véronique Hébrard, Catherine Horel, Audrey Kichelewski, Sara Legrandjacques, Annick Lempérière, Marie-Françoise Lévy, Antoine Marès, Florian Michel, Jean-Philippe Namont, François-Xavier Nérard, Diana Ospina, Céline Paillette, Laurent Pugno Lambert, Jenny Raflik, Marie-Pierre Rey, Marie de Rugy, Pierre Singaravélou, Alain Soubigou, Hugues Tertrais, Fabien Théofilakis, Nicolas Vaicbourdt, Christina Wu

© Institut Pierre Renouvin, 2020

ISSN 1775-4305 (version électronique depuis 2010)

ISSN 1276-8944 (numéros papier 1997 à 2009)

en ligne sur le site de l'Institut Pierre Renouvin :

<http://www.pantheonsorbonne.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/>

et sur CAIRN : <http://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin.htm>

SOMMAIRE

ÉDITORIAL/EDITORIAL

MARIE-PIERRE REY

p. 9

CLEMENTINE HENRY-DUCOS

- Les voies institutionnelles du dialogue eurolatino-américain, 1964-1979
The institutional ways of the euro-latin-american dialogue, 1964-1979

p. 17

PAULINE CHERBONNIER

- Le renforcement des forces armées togolaises (FAT). Conséquence de la déflation du dispositif militaire français en Afrique (1964-1965)
Strengthening FAT. Consequence of the deflation of the French military apparatus in Africa (1964-1965)

p. 29

GAUTHIER MAILLOT

- Les expériences combattantes en Afghanistan comme objet d'histoire orale
Combat experiences in Afghanistan as a study in oral History

p. 41

CLEMENCE LEVY

- « S'entendre et s'écouter ». Les femmes *speakerines* dans les émissions françaises de la BBC, 1940-1941
Away from the Battlefield. Charles Lansiaux, Photographer in Paris during the Great War

p. 51

KEVIN DESURMONT

- Quand les Français s'engagent pour la Pologne. Retour sur un aspect central des relations franco-polonaises dans la première moitié du XX^e siècle

When French people are committed for Poland. Elements on a Major Aspect of Franco-Polish Relations during the First Half of the Twentieth Century

p. 61

NINON DEROUET

- De l'engagement français en Tchécoslovaquie. L'exemple de l'association Jan Hus dans les années 1980

On the French Commitment in Czechoslovakia: The Case of Jan Hus Association in the 1980s

p. 73

RAFAELA VILLACRES MORALES

- L'artiste équatorien (1925-1963). Rencontres, destinations, circulations et expériences artistiques

The Ecuadorian artist (1925-1963). Encounters, destinations, circulations and artistic experiences

p. 83

QUENTIN REVILLOT

- « La Bolivar-mania ». Pénétration culturelle et appropriation française d'une figure de l'émancipation hispano-américaine dans la société de Louis XVIII

The « Bolivar-mania ».
Cultural Penetration and French Appropriation of a Hispanic-American Figure of Emancipation in the Society of Louis XVIII

p. 91

MATTHIAS JULLION

- John F. Kensett (1816-1872) et les milieux esthétiques et politiques de la côte Est américaine

John F. Kensett (1816-1872) and the Aesthetic and Political Milieu of the East Coast

p. 105

FREDERIC DALLAIRE

- De grandes retrouvailles à l'échelle humaine ? Les relations entre les Canadiens-français et la population française durant la Première Guerre mondiale

The Great War, a moment of great reunion? Relations between the French Canadians and the French population during the First World War

p. 117

CLEMENT BERTHIER

- Histoire et représentations au cinéma : Cuba dans l'imaginaire américain à la fin de la Guerre froide (1980-1999)

History and Representations in American Cinema: Cuba in the American Imaginary at the End of the Cold War (1980-1999)

p. 129

MERYL LAVENANT

- Gouverner les colons en Nouvelle Russie. Théories et pratiques de l'administration coloniale dans le sud de l'Empire tsariste (1803-1814)

Governing settlers in New Russia: Theory and Administrative Colonial Practice in the Southern Empire (1803-1814)

p. 141

FANNY BOUSQUET

- Les objets de l'exil russe à Paris, 1920-1990.
Étude d'un itinéraire entre appartements,
antiquaires et maisons de ventes
Objects of Russian Exile in Paris, 1920-1990
Study of an Itinerary among Apartments, Antique
Dealers and Auction Houses

p. 153

AURELIEN BREAU

- Pillards, occupants ou gardiens de la paix ?
L'occupation du nord de l'Indochine par les
armées chinoises d'août 1945 à septembre
1946
Pillagers, Occupiers or Peacekeepers?
The Occupation of Northern Indochina by Chinese
Forces from August 1945 up to September 1946

p. 167

VIE DES CENTRES

Toutes les informations concernant les centres sont disponibles sur le site <http://ipr.univ-paris1.fr>

Centre de recherches d'histoire nord-américaine
Directrice : Hélène HARTER

Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique
Directrice : Annick LEMPÉRIÈRE

Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine
Directeur : Antoine MARÈS

Centre de recherches sur l'histoire des Slaves
Directrice : Marie-Pierre REY

Centre d'histoire de l'Asie contemporaine
Directeur : Pierre SINGARAVÉLOU

Centre d'histoire des relations internationales contemporaines
Directrice : Laurence BADEL

Guerre, politique et sociétés
Directrice : Alya AGLAN

Éditorial

MARIE-PIERRE REY

Ce numéro du *Bulletin de l'IPR* atteste une nouvelle fois le dynamisme de la jeune recherche conduite au sein de l'Institut Pierre Renouvin et la variété de ses centres d'intérêt, tant au plan des thématiques qu'au plan des périodes et des horizons géographiques évoqués¹. L'histoire des relations internationales est ici abordée de manière large et variée, au travers du destin d'individus, de groupes voire même d'objets et d'institutions que l'on découvre au gré d'une ample chronologie qui s'ouvre avec les années 1820 et se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

L'article de Quentin Revillot nous plonge avec brio dans la France de la Restauration, sous le règne de Louis XVIII, et nous invite à découvrir l'histoire d'un chapeau, le bolivar ! Simon Bolivar, général vénézuélien, figure clef de l'émancipation des colonies espagnoles d'Amérique latine dès 1813, suscite en France et ce, dès 1819, un véritable culte. Grâce à Benjamin Constant en particulier, Bolivar devient peu à peu non seulement un héros sud-américain mais un héros universel incarnant la résistance aux régimes monarchistes. Un chapeau bien spécifique, dit « à la bolivar », « évasé, inspiré des ailes du condor, parfois décoré de fleurs, de pampres ou de rubans » est créé à Paris en son honneur. Il est aussitôt adopté par les jeunes Parisiens qui « opposés au gouvernement de Louis XVIII, pouvaient manifester, par ce symbole des plus visibles, leur engagement politique ». C'est ainsi qu'un simple accessoire de mode se transforma en quelques années en étendard politique, suscitant en retour et toujours à

¹ Marie-Pierre Rey est professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directrice de l'Institut Pierre Renouvin et de l'UMR Sirice.

Paris, la création d'un autre chapeau, le « morillo » du nom d'un royaliste fervent, adversaire acharné de Bolivar...

D'objets transformés en supports mémoriels, voire en symboles identitaires, il est aussi question dans la belle contribution de Fanny Bousquet qui traite des objets emportés dans leur fuite par les émigrés russes blancs et de leur itinéraire à Paris, entre appartements, antiquaires et maisons de ventes de 1920 à 1990. L'auteur montre comment ces objets faciles à transporter, souvent précieux – bijoux, objets décoratifs, petites icônes, objets utilitaires tels que des samovars, argenterie, etc. – ont peu à peu quitté la sphère privée pour faire leur apparition en salles de ventes, expositions-ventes, boutiques d'antiquaires où ils ont contribué d'une part à un engouement du public, amateurs et collectionneurs, pour l'art russe mais d'autre part aussi, à une circulation de plus en plus intense de ces objets dont la dispersion s'accélère après 1945, mettant en péril les notions même de patrimoine matériel et de mémoire collective russes.

Aux circulations des objets, s'ajoutent celles des hommes et des groupes, volontaires ou forcées selon les contextes.

La riche étude de Meryl Lavenant s'est intéressée à la nature et à l'ampleur de la colonisation menée entre 1803 et 1819, en « Nouvelle Russie », un territoire alors récemment entré dans l'Empire russe. Elle revient sur le rôle clef joué par le duc de Richelieu, son gouverneur-général fixé à Odessa, dans la politique de peuplement de la région qu'il mena en étroite collaboration avec son bras droit, Samouil Kontenius, en charge directe de l'administration coloniale à Ekaterinoslav. Rendant bien compte des modalités pratiques et des difficultés auxquelles les deux hommes durent faire face dans l'installation matérielle et logistique de colons étrangers majoritairement venus d'Europe centrale et méridionale, l'article, largement fondé sur la correspondance échangée entre les deux hommes, revient également – et c'est aussi son intérêt – sur la philosophie morale et les références politiques, en particulier les théories caméralistes, à l'œuvre dans cette colonisation.

Plus proche de nous au plan chronologique, l'article de Rafaela Villacres Morales traite des voyages et des séjours qu'entre 1925 et 1963, accomplirent à l'étranger, en particulier aux États-Unis et en Europe, plusieurs grands artistes équatoriens tels Atahualpa Villacrés, Eduardo Solá Franco, América Salazar, Camilo Egas ou bien encore José Enrique Guerrero et Manuel Rendón Seminario. Au-delà des parcours individuels déjà passionnants en soi, – certains partent pour se former, d'autres pour participer à des expositions internationales, d'autres encore ont le statut de délégués culturels et représentent le gouvernement équatorien – l'auteur s'est efforcée, pour le grand plaisir du lecteur, à reconstituer les flux, les réseaux, les échanges nés de ces voyages et à rendre compte des phénomènes de greffe et d'hybridation esthétiques et plastiques, voire politiques, qui en ont surgi.

Dans sa contribution consacrée à la figure de l'artiste américain John F. Kensett, peintre américain de paysages de la seconde moitié du XIX^e siècle, Matthias Jullion nous convie là encore, non seulement à un voyage au cœur du processus créatif d'un grand artiste, mais aussi, et la démonstration est convaincante, à l'activité politico-sociale qui fut la sienne, à ses réseaux d'amitié et au rôle qui fut le sien, dans la montée en puissance d'un art pictural américain désireux de s'émanciper de la tutelle esthétique et idéologique de l'Europe pour affirmer un caractère national. C'est en effet sous l'influence de Kensett que New York devient en quelques années un des centres culturels les plus actifs de la côte Est, permettant l'émergence d'une identité culturelle et artistique qui se voulait proprement américaine et finit par s'incarner dans un musée national, lequel sera à l'origine du célèbre *Metropolitan Museum of Art*.

La contribution de Clément Berthier porte elle aussi sur les images et les représentations culturelles, mais il s'agit ici de cinéma et de la place de Cuba dans les productions hollywoodiennes de la fin de la Guerre froide (1980-1999). L'auteur revient sur le poids des stéréotypes anticommunistes mobilisés dans l'imaginaire américain dans les années quatre-vingt, avant de montrer comment, à partir de la chute de l'URSS, puis à partir de l'ouverture

relative de Cuba au tourisme, émergent d'autres images. Moins agressives, opérant un retour en arrière, ces représentations en viennent désormais à mythifier l'histoire de Cuba avant Fidel Castro et à la peindre sous des couleurs positives et enjolivées, attestant de manière très nette le lien consubstantiel entre cinéma et politique et l'influence, plus ou moins ouverte, des mots d'ordre ambiants sur la production culturelle états-unienne.

Enfin, toujours au chapitre des circulations et des voyages en temps de paix, Ninon Derouet dresse dans son papier un tableau passionnant consacré à la création, au fonctionnement et aux activités de l'association Jan Hus. Née en France en 1981, l'association réunit des intellectuels français de renom, des philosophes au premier plan tels Jacques Derrida, Etienne Balibar, Paul Ricœur, André Glucksmann ou bien encore des spécialistes de sciences humaines et sociales à l'instar de Jean-Pierre Vernant, président de l'association. Grâce aux voyages que ces intellectuels accomplirent en Tchécoslovaquie tout au long des années 1980 pour y participer à des conférences ou séminaires et parfois pour soutenir, matériellement et financièrement, des penseurs tchécoslovaques, l'association contribua, comme l'auteur en fait efficacement la démonstration, au maintien d'une pensée tchécoslovaque libre et critique qui allait jouer un rôle non négligeable dans la chute du régime communiste.

L'article de Kevin Desurmont traite lui aussi de l'engagement des intellectuels français, mais cette fois en faveur de la Pologne et durant une plus longue période chronologique qui couvre cinquante ans d'histoire de 1910 à 1960. Prenant appui sur son étude centrée sur le très polonophile Henri de Montfort, l'auteur rappelle tout d'abord les ressorts du mythe de la Pologne martyre qui, né dès la seconde moitié du XIX^e siècle à partir de la figure matricielle de Frédéric Chopin, a joué un rôle majeur dans l'engagement polonophile de l'opinion française jusqu'en 1914. Il analyse ensuite avec pertinence la manière dont le mythe a évolué et s'est adapté, une fois l'indépendance de la Pologne recouvrée après la Première Guerre mondiale, en prenant corps dans deux structures associatives nouvelles, *France Pologne* et *Les Amis de la Pologne*, lesquelles émergent avec le

soutien des États polonais et français et contribuent sur des bases renouvelées à l'émergence d'une nouvelle vague de polonophilie.

Avec la contribution de Frédéric Dallaire, les circulations forcées imposées par les conflits font leur entrée dans ce numéro.

En s'appuyant sur des témoignages écrits (journaux personnels, correspondances, albums-souvenirs, livres paroissiaux, articles de presse, transcriptions de discours) qui donnent de la chair à l'étude, l'auteur s'est intéressé au sort des milliers de soldats canadiens-français qui, mobilisés durant la Première Guerre mondiale (de 1915 à 1919), furent envoyés combattre en France. Il montre de manière convaincante que si ce moment de rencontre n'allait pas de soi du fait de leur éloignement géographique et de la coupure brutale née du traité de 1763, Canadiens-français et Français ne savaient pas grand-chose les uns des autres, nonobstant, de véritables « retrouvailles » prirent place. Loin d'être fondées sur des injonctions ou mots d'ordre venus d'en haut, ces retrouvailles qui se forgèrent « en bas » entre gens du peuple, reposèrent sur une sympathie mutuelle instinctive, sur des liens d'amitié nés de l'épreuve partagée et côté français, sur un sentiment plus diffus de gratitude à l'égard de cousins venus de loin défendre, au péril de leur vie, leur patrie d'origine.

L'article de Clémence Lévy déplace le focus vers la Seconde Guerre mondiale et nous dévoile une réalité jusque-là peu abordée dans l'histoire comme dans l'historiographie de la résistance française à Londres, à savoir le recours à des femmes *speakerines* dans les émissions françaises de la BBC, 1940-1941. À partir des bobines des scripts des émissions françaises de la BBC conservées dans les collections de l'IHTP, l'auteur explore le milieu social et les origines des femmes qui furent ainsi « mobilisées » pour assurer l'enregistrement d'émissions diffusées en français, à destination d'autres femmes. On y découvre leurs motivations, les thématiques développées, et au-delà, le rôle très intéressant de ces émissions de radio qui non seulement contribuèrent à sceller à court terme l'engagement des femmes dans la cause patriotique, mais qui amorcèrent aussi, pour les femmes *speakerines* comme pour les femmes auditrices, un début d'émancipation.

Avec le papier de Gauthier Maillot qui s'est tourné vers les expériences combattantes en Afghanistan comme objet d'histoire orale, on aborde une thématique faisant la part belle à la méthodologie et à l'historiographie des guerres contemporaines. En prenant comme étude de cas l'opération Pamir qui, entre 2001 et 2014, a conduit nombre de régiments français d'infanterie de l'armée de Terre à être projetés en Afghanistan, l'auteur qui a mené une enquête de terrain au sein du 2^e régiment d'infanterie de marine entre janvier et mars 2019, a réuni dix-huit entretiens de soldats, sept hommes du rang, dix sous-officiers et un officier français ayant combattu au feu entre décembre 2010 et juin 2011. L'article, qui met en avant l'ampleur durable des « traces » physiques, psychiques et psychologiques laissées par le conflit sur ces soldats de carrière, s'interroge avec pertinence sur la notion d'archive orale, sur le statut de la mémoire combattante, par nature porteuse de traumatismes, et sur la manière dont l'historien du très contemporain peut et doit s'en emparer pour la traiter avec le plus d'objectivité possible.

De même, l'article d'Aurélien Bréau, consacré à l'occupation du nord de l'Indochine par les armées chinoises d'août 1945 à septembre 1946, invite le lecteur à une relecture d'un moment clef de l'histoire de l'Indochine, jusque-là appréhendé dans une représentation unilatérale et à charge, affirmant que l'armée chinoise s'était servie de la mission internationale qui lui avait été confiée pour opérer un pillage en règle du nord de l'Indochine alors que cette région était déjà en situation de famine à l'été 1945 et qu'elle avait été à l'origine de violences et d'exactions à l'encontre, en particulier, de la population française à Hanoi. Recourant à un corpus varié d'archives militaires, l'auteur présente ici une version plus nuancée de l'occupation qui prend en compte le caractère très hétérogène des armées chinoises, la diversité de leur comportement, la marge de manœuvre qui leur a été laissée sur le terrain et la confusion extrême dans lequel la région se trouvait alors.

La contribution de Pauline Cherbonnier se situe, elle, à la confluence du politique et du militaire. En traitant du renforcement des forces armées togolaises qui fait suite au remaniement et à ce que l'auteur appelle « la déflation » du dispositif militaire français en Afrique (1964-1965), le papier,

fondé sur des archives conservées au Service historique de la Défense, aux Archives diplomatiques et aux Archives nationales retrace minutieusement la réduction progressive du dispositif militaire français au Togo et ses modalités. Il analyse ensuite la manière dont, peu à peu, les armées nationales du Togo se sont substituées à ce dispositif français et souligne à juste titre et comment, opérant pour leur propre compte, les armées togolaises ont pris l'ascendant sur le pouvoir présidentiel, se rendant, en quelques années à peine, incontournables dans la gestion des affaires politiques nationales.

Enfin le dernier article du volume, sous la plume de Clémentine Henry-Ducos, revient sur les voies institutionnelles qu'a prises le dialogue euro-latino-américain, entre 1964 et 1979. Il retrace les origines des relations qui se sont progressivement structurées entre l'Union européenne et le Marché commun d'Amérique du Sud (Mercosur) dans le contexte de la détente Est-Ouest des années soixante – soixante-dix. Il met en avant les succès de ce dialogue en évoquant aussi les malentendus et les échecs auxquels il s'est heurté et continue de se heurter aujourd'hui. Surtout, il détaille de manière très intéressante, *via* l'implantation de deux bureaux communautaires à Santiago et à Montevideo, l'émergence de régimes autoritaires en Amérique latine n'ayant pas peu contribué au ralentissement et à la stagnation de ce dialogue interrégional, compromettant ainsi les initiatives ambitieuses de la décennie 1960.

Au total, les jeunes chercheurs de l'Institut Pierre Renouvin livrent avec ce nouveau numéro du Bulletin des pistes foisonnantes d'analyses et de discussions, à la hauteur des thématiques ambitieuses qu'ils ont ici développées. Je vous en souhaite bonne lecture !

Les voies institutionnelles du dialogue eurolatino-américain, 1964-1979

CLEMENTINE HENRY-DUCOS

Résumé

Entre 1964 et 1979, les Communautés européennes (Communauté économique européenne et Communauté européenne du charbon et de l'acier) commencent à établir des liens avec des groupements de pays en Asie, au Moyen-Orient et surtout en Amérique latine. L'objectif est de comprendre comment ont émergé les relations entre les Communautés européennes et les pays (ou groupements régionaux) d'Amérique latine, malgré un contexte politique complexe de part et d'autre de l'Atlantique, et comment un dialogue interrégional s'est mis en place dans les années 1970.

Mots-clés : Régionalisme – Dialogue – Communautés européennes – Amérique latine – Construction européenne.

Abstract

The institutional ways of the euro-latin-american dialogue, 1964-1979

Between 1964 and 1979, European Communities began to establish relationships with groups of countries in Asia, in Middle East and especially in Latin America. The purpose is to understand how relationships between European Communities and Latin American countries (or group of countries) appeared, despite a difficult political context from the two part of the Atlantic sea, and how an interregional dialogue has taken place in the 1970s.

Keywords: *Regionalism – Dialogue – European Communities – Latin America – European construction.*

« Le monde tend aujourd'hui de façon irréversible vers la constitution de grands ensembles continentaux et la multiplication des contacts entre les hommes¹. » C'est ainsi que Roger Reynaud, membre de la Haute Autorité

¹ Archives du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (ci-après AMEAE), direction Europe, 248QO/265, 1961-1965, correspondance européenne du 22 juillet 1964.

de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), perçoit l'avenir des relations internationales en 1964².

Le but de cet article est de comprendre d'abord comment se sont développés le dialogue eurolatino-américain, dans un contexte de Guerre froide, et les relations extérieures des Communautés européennes, afin de mettre en perspective la relation progressivement structurée entre l'Union européenne et le Marché commun d'Amérique du Sud (Mercosur) et de comprendre pourquoi les difficultés de relation entre les deux blocs persistent. Les Communautés œuvrent, en effet, dans les années 1970, à acquérir un poids politique dans les relations internationales par le biais des relations interrégionales. Mais l'historiographie ne s'est intéressée qu'au dialogue euro-asiatique³ et à celui euro-arabe⁴. Grâce à l'étude des archives historiques de l'Union européenne, il a été possible de saisir toute la complexité de ces échanges naissants, soumis à de nombreux obstacles qui demeurent aujourd'hui.

Il s'agit de comprendre comment les Communautés européennes, par l'implantation de bureaux communautaires en Amérique latine et la diplomatie parlementaire, ont su établir un dialogue interrégional avec les pays d'Amérique latine, malgré les désaccords insolubles entre les deux parties et les régimes autoritaires latino-américains qui ont considérablement ralenti son émergence.

² Le présent article est rédigé à partir du mémoire de Master 2 en Histoire des relations internationales et des mondes étrangers, soutenu à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne le 4 juillet 2019, sous la direction du professeur Laurence Badel : « La mise en place des relations euro-latino-américaines : des premiers représentants communautaires en Amérique latine au dialogue interrégional, 1964-1979 ».

³ Pour plus de détails, voir les numéros 167 et 168 de la revue *Relations internationales* consacrés en 2016 au dialogue entre Asie et Europe du XIX^e au XXI^e siècle.

⁴ Pour plus de détails, voir Bernard Corbineau, « Le dialogue euro-arabe, instance du nouvel ordre international (1973-1978), *Revue française de science politique*, vol. 30, n° 3, 1980, p. 560-598.

Les bureaux communautaires à Santiago et à Montevideo : l'Europe en Amérique latine

En 1964, la Haute Autorité de la CECA et la Commission européenne décident d'implanter chacune un bureau en Amérique latine. Le premier est un bureau de liaison, implanté à Santiago du Chili ; le deuxième est un bureau de presse et d'information implanté à Montevideo. Ces décisions sont capitales pour le dialogue naissant, car « il ne s'agit pas seulement de récolter et de disséminer les informations (...), mais d'être prêt (...) à faciliter la coopération entre les deux régions⁵ ». Il s'agit des tout premiers bureaux communautaires implantés en dehors du continent européen⁶. Pourquoi les implanter d'abord en Amérique latine dans un contexte de Guerre froide ? L'initiative « diplomatique » venue des Communautés européennes pour des questions d'ordre commercial peut s'expliquer par diverses raisons. Depuis le traité de Rome (1957), de nombreux dirigeants européens réclament d'institutionnaliser ces liens avec l'Amérique latine⁷. En effet, l'Europe communautaire est très dépendante des ressources naturelles extérieures qui proviennent généralement d'Afrique⁸. Mais, avec la stagnation des relations euro-africaines, les Communautés doivent se tourner vers des terres tout aussi riches, comme celles d'Amérique latine. Ainsi, la principale raison qui a motivé l'implantation du bureau de liaison à Santiago est la présence du siège de l'ILFA (Institut latino-américain du fer et de l'acier), fondé en 1959 et dont le rôle est de coordonner l'exploitation, le développement

⁵ Archives historiques de l'Union européenne (ci-après AHUE), CEAB02-3506, 1965, rapport de mission en Amérique latine pour le président et les membres de la Haute Autorité, Luxembourg, 18 janvier 1965.

⁶ Exception faite du bureau de presse et d'information de Washington, créé en 1963-1964.

⁷ AHUE, BAC-003-1978_0579, 1964-1971, document de travail sur les projets de contact entre la CEE et l'Amérique latine, Bruxelles, 10 avril 1964.

⁸ Françoise Berger, « La CECA et la question de l'énergie », in Alain Beltran, Christophe Bouneau, Yves Bouvier, Denis Varaschin, Jean-Pierre Willot (dir.), *État et énergie. XIX^e-XX^e siècle*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, Paris, 2009, p. 527-555.

et la commercialisation du fer et de l'acier dans la région⁹. Dès sa mise en place, la présence de dirigeants européens aux congrès de l'ILFA a été remarquée par les dirigeants latino-américains, notamment celle de Rinaldo Del Bo, président de la Haute Autorité, et de Eduardo Frei, président du Chili, en 1965. D'autres organisations sont présentes à Santiago – comme la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) de l'ONU ou l'Institut de développement économique et social –, ce qui a contribué au choix de cette ville pour l'implantation de ce bureau de liaison.

Le rôle de ces deux bureaux est capital pour les Communautés européennes et les entreprises. Le bureau de presse et d'information de Montevideo permet de faire connaître les Communautés à l'opinion publique latino-américaine *via* la revue *Noticias de la CECA*¹⁰ éditée en Amérique latine. Le bureau de Santiago est utilisé pour collecter des renseignements sur les négociations régionales concernant les différentes industries grâce à des contacts étroits avec les entreprises locales. Par exemple, Wolfgang Renner, économiste allemand spécialiste de la politique d'intégration régionale et premier chef du bureau de liaison, a assisté à de nombreux congrès sur la sidérurgie.

En pratique, les deux bureaux collaborent étroitement et développent des rapports complémentaires. Par exemple, Yves Gibert, chef du bureau de presse et d'information, a été l'assistant de Wolfgang Renner, lors d'un séminaire sur l'intégration à Quito en 1966. Avec la fusion des exécutifs des Communautés européennes (CECA, CEE, Euratom) en 1967, les bureaux sont placés sous l'autorité de la direction générale de la Commission européenne en charge des relations extérieures¹¹, leurs compétences sont désormais similaires avec une spécialisation géographique. À partir des

⁹ Site d'Alacero – vision et mission, disponible [en ligne] sur : <https://www.alacero.org/es/page/quienes-somos/vision-y-mision>.

¹⁰ AHUE, CEAB05-1606, revue *Noticias de la CECA*, Santiago, 20 juillet 1965.

¹¹ Michel Dumoulin (dir.), *La Commission européenne 1958-1972. Histoire et mémoires d'une institution*, Bruxelles, Communautés européennes – Office des publications, 2014.

années 1970, le bureau de Santiago est rebaptisé « bureau de liaison pour l'Amérique latine¹² » et celui de Montevideo disparaît des archives de l'Union européenne, sans qu'aucun document n'atteste de sa dissolution. Wolfgang Renner prend alors des responsabilités de plus en plus grandes, notamment à partir de septembre 1973. En effet, le rôle du bureau a été capital suite au coup d'État du général Augusto Pinochet. La situation était compliquée pour l'opposition politique chilienne, surtout les organisations catholiques et les partis socialiste et démocrate-chrétien¹³. Wolfgang Renner a noué des liens étroits avec cette opposition qui considère la présence de la délégation comme un atout précieux¹⁴. Ainsi, il tenta également de faciliter l'exfiltration de certains opposants politiques vers l'Europe : c'est le cas de Hernán Montealegre Klenner, avocat au Comité pour la paix, qui put bénéficier d'un visa de travail pour l'Europe pour sortir de prison¹⁵. La Commission européenne a su ainsi maintenir « un contact étroit avec l'opposition démocratique », tout en développant des « lignes de soutien pratique au sein du Chili¹⁶ ». Mais en 1977, elle décide de transférer peu à peu la délégation communautaire vers Caracas, ville-siège du Système économique latino-américain (SELA), créé en 1975 pour faciliter la coopération économique et commerciale entre 25 pays d'Amérique latine¹⁷ et intensifier les relations extérieures de ces pays. Les Communautés espèrent ainsi qu'avec ce

¹² AMEAE, ambassade de France à Buenos Aires, 132PO/6/63, déclaration de Wolfgang Renner pour les 20 ans de la déclaration Schuman, Santiago, 27 mai 1970.

¹³ AHUE, Émile Noël, EN-2772, note de dossier de Luigi Boselli, Bruxelles, 29 septembre 1976.

¹⁴ AHUE, Émile Noël, EN-2772, rapport de mission à l'attention de la Commission, Santiago, 26 novembre 1976.

¹⁵ AHUE, Émile Noël, EN-2772, note de Wolfgang Renner pour la DG Relex, Santiago, 17 septembre 1976.

¹⁶ AHUE, Émile Noël, EN-2771, note de Wolfgang Renner sur « Community representation and political developments in Latin America – The Chilean case », Santiago, 21 janvier 1977.

¹⁷ Décret de promulgation de la Convention de Panama du 17 octobre 1975, créant le SELA.

transfert vers un des rares pays démocratiques du continent, très important dans le commerce mondial du pétrole, le dialogue reprenne vigueur.

La diplomatie parlementaire du Parlement européen et du Parlement latino-américain : le dialogue autrement

Le concept de « diplomatie parlementaire » mérite qu'on s'y attarde : il s'agit de « l'activité parlementaire qui a pour cadre des grandes organisations internationales et qui se déroule en conséquence dans des enceintes ressemblant à des assemblées parlementaires ¹⁸ ». Cette forme de diplomatie implique deux volets : les relations des institutions entre elles et les relations personnelles entre les députés¹⁹.

Comme le souligne Clarissa Dri Franzio, le Parlement européen a été la figure de proue dans la naissance de ce dialogue interrégional²⁰. Dès 1964, une délégation du Parlement européen est envoyée en Amérique latine afin de pallier le manque d'initiative du Conseil et de la Commission européenne. Le but de cette mission était double : inciter les autres institutions européennes à agir en faveur du dialogue interrégional et montrer aux dirigeants latino-américains les motivations des élus européens à établir des liens avec eux. Au cours des années 1970, le Parlement européen conteste explicitement la lenteur de l'exécutif et s'impose comme un acteur majeur grâce à l'organisation de conférences interparlementaires entre le Parlement européen et le Parlement latino-américain qui regroupe, depuis 1964, les députés de 14 pays d'Amérique latine. Elles ont encore lieu en 2019 dans le cadre de l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine. D'abord dépourvues de caractère juridique, ces rencontres évoluent ensuite dans le

¹⁸ Jean-Paul Pancraccio, *Dictionnaire de la diplomatie*, Paris, Dalloz-Sirey, 2006.

¹⁹ Didier Maus, « Le cadre institutionnel de la diplomatie parlementaire », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, vol. 1, n° 17, 2012, p. 14-36.

²⁰ Clarissa Dri Franzio, « Changement institutionnel et régionalisme en Amérique latine : la construction du Parlement du Mercosur », thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Antoine Roger et Olivier Costa, université de Bordeaux, Sciences Po Bordeaux, 2011.

cadre des conférences interparlementaires à partir de 1974, alternant entre une ville latino-américaine et une ville européenne. Les députés européens ont exprimé à plusieurs reprises leur réticence à la participation de certains parlements, comme celui du Brésil sous le joug d'un régime autoritaire depuis 1964, et la nécessité d'inviter les députés latino-américains en fuite²¹. Parmi les différentes délégations européennes assistant aux conférences interparlementaires entre 1974 et 1979, il y a une majorité de députés démocrates-chrétiens et socialistes. Grâce à ces réunions, les députés européens ont pris conscience de l'importance du lien qui les unit à leurs homologues latino-américains. Avec les années sombres en Amérique latine, le Parlement européen s'affirme comme l'« aiguillon traditionnel » de la politique extérieure européenne en matière de protection des droits de l'Homme²², permettant à ces rencontres d'être « un espace de solidarité et d'appui aux peuples du cône sud²³ ».

Le deuxième aspect important est la création de liens personnels entre les députés. Deux groupes politiques mènent ces rencontres : les démocrates-chrétiens et les socialistes. Dès 1964, les visites en Amérique latine de la délégation du Parlement européen, principalement composée de députés de ces deux tendances, ont principalement eu lieu dans des pays aux gouvernements démocrates-chrétiens ou socialistes. Albert Van Klaveren, ancien représentant du Chili auprès de l'Union européenne et professeur de relations internationales à l'Université du Chili à Santiago, relève que ces deux grandes familles politiques ont développé « un important réseau de soutiens politiques dans la région et avec leurs homologues latino-

²¹ AMEAE, direction Europe, 248QO/432, acte final de la conférence interparlementaire CE/Amérique latine - déclaration de Knud Nielsen, membre du PE, pour le groupe socialiste de la délégation européenne, Bogotá, 18 juillet 1974.

²² Franck Petiteville, *La politique internationale de l'Union européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 97-150.

²³ AHUE, DG politiques externes de l'Union – département thématique, note d'information sur la coopération interparlementaire entre l'UE et l'Amérique latine (1974-2005), Bruxelles, 12 mai 2005.

américains²⁴ ». Le cas des liens entre les partis démocrates-chrétiens a été particulièrement approfondi par Élodie Giraudier, docteure en histoire contemporaine, qui parle de « transnationalisme démocrate-chrétien²⁵ », particulièrement visible pendant la dictature de Pinochet. Mais la diplomatie parlementaire n'est pas suffisante pour surmonter les difficultés qui se présentent sur les deux continents.

Les obstacles aux relations entre les Communautés européennes et l'Amérique latine

Même si les archives consultées ne cessent de réaffirmer la volonté commune des deux régions de se lier, les difficultés à construire les Communautés européennes à Neuf²⁶ et la montée des régimes autoritaires en Amérique latine ont bridé les initiatives ambitieuses de la décennie 1960.

Du côté européen, les années 1970 sont marquées par la formalisation d'un embryon de coordination des politiques extérieures, avec la création de la Coopération politique européenne (CPE), en 1973, qui met à contribution le Conseil, la Commission et le Parlement européen et accélère la mise en place progressive des dialogues interrégionaux²⁷. Mais ce processus accentue la concurrence entre les institutions européennes dans le domaine des relations extérieures, ce qui a pour effet de ralentir profondément le dialogue interrégional. En Amérique latine, le régionalisme pose de nombreux problèmes. Les accords se multiplient pour peser davantage dans le commerce international, face aux pays développés, mais aucun ensemble

²⁴ Alberto Van Klaveren, « Las relaciones políticas europeo-latinoamericanas. La necesidad de una sintonía más fina », *Nueva Sociedad*, n° 189, 2004, p. 54-68.

²⁵ Élodie Giraudier, « Le transnationalisme démocrate-chrétien. L'exemple du Chili », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 119-120, n° 1, 2016, p. 17-23.

²⁶ Nom donné aux États membres des Communautés européennes, suite à l'élargissement de 1973 : Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Irlande et Royaume-Uni.

²⁷ Maria Gainar, *Aux origines de la diplomatie européenne. Les Neuf et la Coopération politique européenne de 1973 à 1980*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2012.

régional ne constitue un interlocuteur crédible, notamment en raison des extrêmes différences de développement entre les États. Les pays d'Amérique latine multiplient ainsi les ensembles régionaux, comme le Marché commun centraméricain (MCCA) en 1960, l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALC) en 1960, ou le SELA en 1975, sans qu'aucun ne soit assez cohérent pour construire un dialogue interrégional.

Au-delà de ces problèmes structurels, des tensions persistent entre les dirigeants. Des critiques virulentes sont formulées par les dirigeants latino-américains envers les politiques économiques européennes : « égoïsme de la prospérité ²⁸ », « protectionnisme désuet ²⁹ » etc. Les Communautés européennes sont accusées de favoriser l'Afrique et les produits du marché commun *via* la Politique agricole commune qui impacte les exportations latino-américaines. Pourtant, les pays d'Amérique latine persistent à vouloir établir un dialogue franc, comme en témoignent deux déclarations : celle de Buenos Aires (1970) et celle de Santiago (1972). La première est un « coup de tonnerre » car, pour la première fois de leur histoire, les Communautés reçoivent une déclaration unanimement signée par 22 États³⁰. Elle liste des propositions concrètes et précises, comme l'application d'un système de préférences généralisées (SPG) similaire à celui dont jouissent les États africains et malgaches associés (EAMA) grâce à la convention de Yaoundé (1963), ou une aide technique à la construction du régionalisme en Amérique latine. Même si elle est globalement bien accueillie en Europe, surtout par les députés européens, certains dirigeants européens se sentent offensés : « Ces pays ont (...) déclenché toute une série d'attaques (...) contre la politique

²⁸ AMEAE, ambassade de France à Rio de Janeiro, 1963-1972, lettre de François de Laboulaye (ambassadeur de France au Brésil) à Maurice Schumann (ministre des Affaires étrangères) sur « le Brésil et la CEE : de l'hostilité à l'ouverture », Rio de Janeiro, le 23 octobre 1970.

²⁹ *Idem*.

³⁰ Le mot « dialogue » est très appuyé dans la déclaration de Buenos Aires.

d'accords préférentiels de la Communauté³¹. » Ces derniers réaffirment qu'aucune réforme des politiques européennes n'est envisageable, ce qui agace profondément les dirigeants latino-américains, évoquant leur « déception » et leur « frustration³² » dans la déclaration de Santiago en 1972.

En somme, ce qui a bloqué le dialogue, c'est l'asymétrie entre les attentes des dirigeants de part et d'autre de l'Atlantique, car les dirigeants latino-américains ont formulé des demandes soit contraires aux politiques européennes, soit trop élevées par rapport à ce que les Communautés européennes étaient prêtes à concéder. Malgré toutes ces difficultés, celles-ci ont mis en place deux grandes mesures en faveur de l'Amérique latine³³ : la clause de la nation la plus favorisée et le SPG. De même, d'autres niveaux de dialogue se développent, notamment au niveau bilatéral par la signature de plusieurs accords de coopération avec l'Argentine (2 novembre 1971³⁴), le Brésil (décembre 1973³⁵) et l'Uruguay (4 avril 1973³⁶).

Malgré la fin des régimes autoritaires, la constitution d'ensembles commerciaux en Amérique latine et le développement des Communautés européennes, le dialogue interrégional s'est très timidement construit depuis les années 1980, en raison de la persistance des éléments précédemment évoqués. Il a cependant pris un nouveau tournant en juin 2019, avec la signature d'un accord entre l'UE et le Mercosur, en négociation depuis 2000.

³¹ AHUE, BAC-025/1980_0454, note de la DG Relex pour Monsieur Krohn (DG aide au développement) sur la mise en œuvre des résultats du *Kennedy Round*, Bruxelles, 25 septembre 1970.

³² AMEAE, représentation permanente de la France auprès des CE, 25 POI/2, déclaration de Santiago, 1972.

³³ Aída Lerman Alperstein, *Relaciones América Latina-Comunidad Europea*, México, UAM-Xochimilco, 1993, p. 23.

³⁴ AMEAE, direction Europe, 248QO/432, projet de déclaration Amérique latine-Europe des Neuf, 1973.

³⁵ *Id.*

³⁶ *Id.*

Le renforcement des forces armées togolaises (FAT)

Conséquence de la déflation du dispositif militaire français en Afrique (1964-1965)

PAULINE CHERBONNIER

Résumé

Afin de moderniser son armée, le Gouvernement français décide de remanier son dispositif militaire outre-mer. Cette décision remet en question la capacité française de respecter l'accord de défense conclu avec le Togo mais engendre également de profondes transformations de la vie politique togolaise. On assiste au Togo dans les années 1964-1965 à un fort rapprochement du pouvoir politique avec le pouvoir militaire.

Mots-clés : Coopération militaire – Défense – Indépendances africaines – Forces armées africaines – Politique étrangère.

Abstract

Strengthening FAT. Consequence of the deflation of the French military apparatus in Africa (1964-1965)

In order to modernize its army, the French government has decided to overhaul its military apparatus overseas. This decision calls into question the French ability to respect the defense agreement with Togo but also with the profound transformations of Togolese political life. In 1964-1965 Togo witnessed a strong rapprochement of political power with the military power.

Keywords: *Military cooperation – Defense – African Independence – African Armed Forces – Foreign Policy.*

En mai 1964, le Gouvernement français décide de remanier totalement son dispositif militaire outre-mer¹. Une décision résultant d'une volonté de modernisation de l'armée française s'inscrivant dans « une conception de la défense qui vise à accroître sensiblement la puissance et la mobilité des unités

¹ Le présent article est issu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction de Laurence Badel, « La France et la construction du pouvoir militaire togolais, 1956-1967 », soutenu en septembre 2019 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

tout en réduisant les effectifs en personnel² ». Cela implique la libération de tous les effectifs africains et le regroupement des unités en « points d'appui³ » stratégiques, en raison de la suppression des zones d'outre-mer. L'opposition à ce projet se voit tant du côté des dirigeants africains, qui arguent d'une décision unilatérale de la France mettant en danger la défense de leurs États, que du côté des responsables français pour qui la déflation complique l'influence et la puissance françaises. Alors que du côté du ministère des Armées les militaires prennent acte de la décision et proposent plusieurs plans d'action, le secrétariat général pour les affaires africaines et malgache (ci-après SGAM) trouve regrettable la remise en cause sans préavis d'un « dispositif militaire qui était le pilier de notre action politique dans ces pays⁴ ». De leurs côtés, les diplomates français craignent des conséquences politiques dévastatrices sur les États en question⁵.

Malgré cela, l'exécution du plan commence au 1^{er} octobre 1964 avec l'évacuation des unités françaises stationnées au Congo-Brazzaville et au Dahomey, impactant directement le Togo. La défense du Togo repose à cette époque sur les troupes françaises présentes dans les États d'Afrique de l'Ouest. Les forces armées togolaises (FAT) sont à l'état embryonnaire et ne pourraient résister à une attaque ghanéenne, principale menace pour les frontières togolaises et la stabilité politique. Bien que le Togo ne fut jamais une colonie française, l'impact de la présence française depuis 1914 demeure important sur le plan militaire. Avant 1960, la France administre le Togo au titre du mandat de la SDN puis de la tutelle des Nations unies, et

² Archives du ministère des Affaires étrangères (ci-après AMAE), 1089INVA/319, DAM, Télégramme au départ, Circulaire par courrier, 18 janvier 1965.

³ Dakar, Abidjan (Port-Bouët), Fort-Lamy (N'Djamena), et Libreville, Camille Evrard, « Retour sur la construction des relations militaires franco-africaines », *Relations internationales*, n° 165, 2016, p. 11.

⁴ AN, AG/5(F)2673, Note, déflation des effectifs stationnés outre-mer, 4 juillet 1962.

⁵ AN, AG/5(F)2654, Note à l'attention du président de la République, Disposition militaire française en Afrique pour l'année 1966, Paris, 22 juin 1965.

ne peut agir à sa guise sur le territoire, car sa présence est régie par des accords internationaux. Aux indépendances, au Togo comme ailleurs, la France met en place une politique de coopération, notamment dans le domaine militaire, afin de « soutenir les nouveaux États indépendants dans le cadre de relations privilégiées héritées de la période coloniale et ce sous la forme d'accords de défense et d'assistance technique militaire⁶ ». Les États africains fraîchement indépendants possèdent des structures politiques pour le moins fragiles. La France entend ainsi protéger ces États naissants à la fois au regard des menaces extérieures, tels les pays voisins, ainsi que d'éventuelles menaces internes, à l'instar d'un coup d'État.

En dépit de l'indépendance togolaise, la France continue d'assurer la défense du territoire. Dans le cadre d'un échange de lettres en mai 1960⁷ dans un premier temps, puis par la conclusion d'un accord de défense le 10 juillet 1963⁸. La déflation des effectifs militaires français en Afrique a un impact sur la défense du Togo : la question du respect de l'accord de défense se pose car la rapidité d'action de la France en cas d'attaque sur le territoire se trouve considérablement amoindrie. Conscient de ce problème, le Togo doit entreprendre une restructuration de ses forces armées. Dans un contexte d'instabilité politique survenue après le premier coup d'État de l'Afrique contemporaine, nous pouvons nous demander si la stabilité politique n'est pas mise en danger par le retrait des troupes françaises en Afrique et « l'abandon » du Togo par la France.

Dans l'historiographie existante sur la politique militaire française en Afrique, les travaux de Frédéric Turpin nous permettent d'appréhender la mise en place de la politique de Coopération et les enjeux politiques français qui en

⁶ Frédéric Turpin, *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique (1958-1974). Décoloniser et coopérer*, Paris, Les Indes savantes, 2010, p. 180.

⁷ AN, AG/5(F)1888, Échange de lettres entre Sylvanus Olympio, Premier ministre togolais et Michel Debré, Premier ministre français, du 3 et 28 mai 1960.

⁸ SHD, 6T856, Copie de l'accord de défense envoyé par le général de corps d'armée Dio au Général Délégué pour la défense de la Zone d'Outre-Mer n°4, 22 août 1963.

découlent. Ceux de Camille Evrard permettent de faire avancer la réflexion sur la notion de la « transmission » du pouvoir militaire, dans le cas de la Mauritanie. Concernant l'émergence d'un pouvoir militaire togolais, force est de constater qu'il n'existait pas de travail de la sorte jusqu'ici. Le recoupement des archives conservées au Service historique de la Défense, aux Archives diplomatiques et aux Archives nationales permet de retracer l'impact du remaniement du dispositif militaire français sur la vie politique togolaise.

L'importance des militaires

Dans les premiers temps de la présidence de Nicolas Grunitzky⁹, les prémices d'une militarisation du pouvoir se font sentir. Henri-Francis Mazoyer¹⁰ constate, moins d'un mois après le coup d'État, les transformations profondes de l'armée togolaise. Il écrit au ministère des Affaires étrangères son ressenti, considérant que « cette petite armée qui était maintenue jusqu'alors dans un cadre européen et dans des traditions qui n'étaient point celles de sa race s'est brusquement africanisée¹¹ ». Grunitzky ne semble d'abord pas savoir comment manier cette force nouvelle, remuante, instable et son attitude est décrite comme « toute de nuances¹² ». Il a conscience que c'est l'armée qui l'a porté au pouvoir et qu'elle constitue ainsi « le plus sûr soutien de son autorité ». Laissant l'armée agir à sa guise, il favorise son développement et son influence¹³. Il

⁹ Le 10 septembre 1956, Nicolas Grunitzky est investi par l'Assemblée législative togolaise dans les fonctions de Premier ministre : il est ainsi le premier titulaire de la fonction au Togo. Beau-frère de Sylvanus Olympio, c'est également son opposant politique. Le Parti togolais du Progrès (PTP), parti gouvernemental, est battu aux élections de 1958 par le Comité de l'Unité togolaise (CUT), le parti d'Olympio. Après l'assassinat d'Olympio, Grunitzky est appelé par le Comité insurrectionnel pour former un gouvernement provisoire, mis sur pied le 16 janvier 1963.

¹⁰ Ambassadeur de France à Lomé, 1960-1964.

¹¹ AN, AG/5(F)2649, Mazoyer à AE, Armée togolaise, n°45/DAM, Lomé, 8 février 1963.

¹² *Id.*

¹³ *Id.*

a conscience qu'il peut compter sur les militaires pour conserver son pouvoir. Réciproquement, ceux-ci soutiennent ardemment le président. Mais ils soutiennent en réalité non pas la figure même du président, mais la personne de Grunitzky. Le général Revol¹⁴ considère que les chefs militaires « surgis de l'ombre à la faveur du putsch de janvier 1963 [...] ont le sentiment que leur sort est lié au sien [Grunitzky, ndlr]¹⁵ ». Dès lors, « sachant que sa chute serait pour eux dramatique, ils sont bien décidés à se battre, le cas échéant, pour le maintenir¹⁶ ».

Cette position de Grunitzky est considérée par le général Revol, à la fois comme une force et une faiblesse. Le caractère « indispensable » que revêt Grunitzky pour l'armée lui permet de s'assurer un maintien au pouvoir mais également un fort loyalisme des militaires envers sa personne. C'est également une faiblesse, dans le sens où, le pouvoir grandissant de l'armée au sein de la vie togolaise subordonne le pouvoir politique au pouvoir militaire, mettant en péril l'idéal démocratique. Le général Revol considère ainsi que les FAT « empiètent largement dans bien des domaines sur les attributions du pouvoir civil et abusent de leur position privilégiée¹⁷ ». Les militaires contrôlèrent ainsi la vie politique, n'acceptant « pratiquement pas que soient prises dans les domaines qui leur tiennent à cœur, des décisions qui n'auraient pas leur assentiment ».

Pour Mazoyer, dès février 1963 le point de non-retour est atteint car il devient « incontestable que pour une longue période tous les gouvernements devront désormais compter avec une force qui s'individualise progressivement¹⁸ ». Pour Raymond Triboulet¹⁹, prenant le cas de plusieurs États africains et malgache (EAM), la dérive des armées nationales africaines est imputable aux

¹⁴ Délégué pour la défense de la ZOM4, du 28 juin 1963 au 28 février 1965.

¹⁵ SHD, 5 H 31, Rapport de fin de commandement du général de division Revol.

¹⁶ *Id.*

¹⁷ *Id.*

¹⁸ AN, AG5(F)2649, Mazoyer, *op. cit.*

¹⁹ Ministre délégué à la Coopération de 1962 à 1966.

bureaux d'aide militaire « qui n'ont pas su remplir leur rôle²⁰ ». Ces BAM « ont fait des soldats, négligeant leur civisme et leur état d'esprit » et par là leur mission est « plus politique que militaire²¹ ».

Après avoir surmonté l'instabilité causée par le coup d'État, le Togo semble avoir recouvré un équilibre. Mais pour le général Revol, « cette image optimiste de la situation togolaise ne répond qu'imparfaitement à la réalité et doit être nuancée²² ». La vie politique togolaise constitue un « fragile équilibre laborieusement élaboré », et les divergences qui subsistent non seulement au sein même du gouvernement, mais également dans l'opposition, contribuent à faire peser la menace d'une nouvelle crise.

Les nouvelles missions des FAT

La déflation des effectifs militaires français en Afrique semble compliquer la défense togolaise. Le plan de remaniement implique « la suppression des zones d'outre-mer²³ » ainsi que la libération de tous les personnels africains servant encore dans l'armée française en Afrique. Le Togo doit restructurer son armée car il ne peut plus compter sur la rapidité d'intervention française, nécessaire pour contrer une attaque.

Le dispositif militaire français repose désormais sur quelques points d'appui. Pour l'Entente²⁴ et le Togo, les seules forces françaises stationnées

²⁰ SHD, 1R223, Le colonel Pinhede, Chef de la mission militaire au Tchad au général, Délégué pour la défense de la ZOM2, Entretien du 14 mars 1964 avec Triboulet, n°17/TS, Fort Lamy, 3 avril 1964.

²¹ *Id.*

²² SHD, 5H31, Rapport de fin de commandement..., *op. cit.*

²³ AN, AG5(F)2677, Le secrétaire d'État aux AE au Premier ministre, Remaniement du dispositif militaire français en Afrique et à Madagascar, n° 313/DAM, 19 octobre 1964.

²⁴ Le Conseil de l'Entente créé le 29 mai 1959 regroupe la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta et le Niger. C'est à l'origine un instrument de solidarité financière et diplomatique.

sont désormais constituées par le 4^e RIAOM²⁵ : un escadron à Port-Bouët, en Côte d'Ivoire, et un à Niamey, au Niger²⁶. Ces forces ont pour mission « d'accueillir des renforts d'un volume extrêmement modeste²⁷ ». L'accueil des renforts devrait donc être de la responsabilité des armées nationales « qui auront à parer au plus pressé et à contribuer à l'accueil des renforts ; cette situation est tout particulièrement évidente en ce qui concerne le Togo et le Dahomey où ne reste plus aucune force française²⁸ ». Pour Triboulet, penser que les armées des États indépendants peuvent progressivement se substituer à l'armée française relève d'une « conception utopique²⁹ ». Il considère que le danger de l'Afrique réside dans « les armées nationales qui sont à l'origine de tous les coups d'États ». Ajoutant que ces armées sont « sans aucune valeur pour la défense de leur pays », elles « ne servent qu'à renverser le pouvoir ».

La libération des militaires togolais inquiète Grunitzky³⁰. Alors qu'Olympio³¹ ne se souciait pas de leur intégration lors des premières déflations, Grunitzky a bien compris qu'il doit son pouvoir aux militaires. La réorganisation des FAT est considérée comme un « aménagement rationnel des effectifs existants³² » et constitue une « nécessité de donner au gouvernement une

²⁵ RIAOM : Régiment interarmes d'outre-mer.

²⁶ SHD, 5H31, Rapport de fin de commandement..., *op. cit.*

²⁷ *Id.*

²⁸ *Id.*

²⁹ SHD, 1R223, Le colonel Pinhede, *op. cit.*

³⁰ AMAE, 1089INVA/317, Rostain au MAE, n°365/366, Lomé, 9 juillet 1964.

³¹ Sylvanus Olympio est Premier ministre du 6 mai 1958 au 24 avril 1960. Il reste le chef de l'État togolais indépendant, les élections du 9 avril 1961 faisant de lui le premier président de la République togolaise.

³² AN, AG5(F)2649, Dossier LeBellec, Demande de matériel militaire pour l'armée togolaise, non datée.

force sûre, efficace et suffisamment dispersée³³ ». Mais il s'agit également d'intégrer une part des militaires libérés de l'armée française³⁴.

L'apport logistique

La déflation est ainsi une aubaine pour le Gouvernement togolais. Grunitzky considérant que son pays est insuffisamment doté en matériels en raison « des options et même des souhaits du précédent Gouvernement³⁵ » et que de ce fait « l'aide militaire française à notre pays n'a jamais atteint des proportions très importantes³⁶ », entend donc profiter, comme d'autres, du retrait de l'armée française, pour obtenir diverses dotations en matériels. Il considère qu'il est temps que l'aide apportée au Togo se rapproche « du soutien réel dont ont bénéficié d'autres États africains pour la mise sur pied de leur armée nationale³⁷ ». Lors d'une réunion du Conseil régional de défense du 4 septembre 1964 à Abidjan Michel Habib-Deloncle garantit aux chefs d'États africains « que les moyens, qui raisonnablement permettront à leurs armées de se réorganiser pour faire face à leurs nouvelles missions, seront laissés dans une très large mesure à leur disposition³⁸ ». Dans la plupart des cas, la France décide de céder les matériels ou les infrastructures qu'elle possédait aux États sur lesquels ceux-ci étaient installés. Or le Togo s'estime lésé. Comme l'écrit Grunitzky dans une lettre à l'ambassadeur de France à Lomé entre 1964 et 1969, Claude Rostain, la situation est délicate en raison de l'absence de troupes françaises sur le sol togolais :

« Nous devons maintenant organiser notre autonomie militaire et nous nous trouvons devant une situation particulièrement défavorisée. Nous ne disposons d'aucune installation de soutien logistique, d'aucun

³³ *Id.*

³⁴ AN, AG5(F)2649, Rostain à Triboulet, Lomé, 9 novembre 1964.

³⁵ AN, AG5(F)2649, Grunitzky à Charles de Gaulle, Lomé, 31 mars 1964.

³⁶ *Id.*

³⁷ *Id.*

³⁸ SHD, 5H31, Rapport de fin de commandement..., *op. cit.*

équipement spécialisé. Tout est maintenant à créer et à partir de rien. Cela représente, pour nous, un effort financier tout à fait imprévu et relativement considérable³⁹. »

Au moment où les troupes françaises se retirent, Rostain est du même avis que Grunitzky. Il considère que le Togo est « défavorisé par rapport aux autres États du fait que les matériels cédés seront livrés là où ils sont, à charge pour le bénéficiaire de les réceptionner et de les transporter⁴⁰ ». Ne disposant pas de services d'intendances, le Togo a donc « le sentiment de subir sinon une injustice, au moins un traitement moins favorisé⁴¹ ». Ce problème du soutien logistique n'avait été étudié que dans le contexte d'une aide française à partir des établissements à Cotonou⁴².

Pour leur support logistique, les FAT dépendent de la France mais également du Dahomey. Seulement, les relations dahoméo-togolaises ne sont plus au beau fixe. Bien que Grunitzky considère ne pas avoir « de problèmes majeurs⁴³ » avec le Dahomey, il reconnaît que l'accueil de réfugiés togolais comme Théophile Mally (ancien ministre de l'Intérieur d'Olympio) peut être source de frictions. Selon lui, le réseau autour des opposants politiques tels que Mally est « téléguidé depuis Lagos et organisés sur le territoire dahoméen⁴⁴ ».

La disparition des services français à Cotonou entraîne l'obligation pour le Togo de créer des services logistiques. Du côté français, on considère

³⁹ AN, AG5(F)2649, Grunitzky à Rostain, Lomé, le 29 septembre 1964.

⁴⁰ AN, AG5(F)2649, Rostain à Maurice Couve de Murville, ministre des AE, n°282/DAM, Remaniement du dispositif militaire français dans les EAM, 16 septembre 1964.

⁴¹ *Id.*

⁴² AN, AG5(F)2649, Organisation du soutien logistique des FAT.

⁴³ AMAE, 1089INVA/319, MAE, DAM, Compte rendu des entretiens franco-togolais du 8 septembre 1964 à Lomé.

⁴⁴ *Id.*

que « il ne peut être question pour le Togo de créer de toutes pièces une intendance, un SMB et un service de santé⁴⁵ » pour des raisons budgétaires. Il est ainsi préférable de s'adapter aux moyens togolais et donc d'envisager une solution regroupant les trois services⁴⁶. Cette solution serait la création d'un établissement général des services pouvant regrouper les ateliers de réparations automobiles, armement, transmissions... Certes cela représente un coût supplémentaire⁴⁷, mais il est moindre que dans le cas d'une création de services séparés. Du côté français, cela est considéré comme suffisant, et cette « organisation originale sera capable de supporter logistiquement les 1 750 hommes des FAT⁴⁸ ». Il était envisagé dès octobre 1963 de procéder à la conclusion d'une convention de soutien logistique. Mais les négociations prennent du temps et n'aboutissent pas. Au moment où s'enclenche le remaniement du dispositif militaire français, aucune conversation en vue de la signature d'une telle convention n'a abouti⁴⁹.

Malgré cela, Grunitzky entreprend tout de même un inventaire des besoins en matériels pour les FAT⁵⁰. Le président togolais semble être assuré d'une aide militaire française, et insiste auprès de l'intendant militaire Hainzelin, directeur des services des FAT, pour que celui-ci rédige une demande. Il aurait en effet reçu, « lors de sa visite officielle à Paris, les assurances les plus formelles pour une aide exceptionnelle et importante⁵¹ », un sentiment qu'il s'est empressé de partager avec les militaires de son entourage⁵². Cependant Hainzelin, envoyé par Grunitzky à Paris, ne semble pas du même avis. De

⁴⁵ AN, AG5(F)2649, Organisation du soutien logistique des FAT.

⁴⁶ *Id.*

⁴⁷ AN, AG5(F)2649, Rostain à Couve de Murville..., *op. cit.*

⁴⁸ *Id.*

⁴⁹ AN, AG5(F)2649, Organisation du soutien logistique des FAT.

⁵⁰ AN, AG5(F)2649, Grunitzky à Rostain, Lomé, 29 septembre 1964.

⁵¹ AN, AG5(F)2649, Lieutenant-Colonel Laparra, Note à l'attention du SG, aide militaire au Togo, 18 avril 1964.

⁵² *Id.*

plus, ayant rédigé les projets des demandes de Grunitzky, il « les juge lui-même déraisonnables et lourds de conséquences pour le budget togolais⁵³ ».

Les demandes togolaises ne sont pas en adéquation avec ce que l'État français entendait concéder au Togo. Au ministère des Armées, à la Coopération ou au SGAM, chacun constate « que les possibilités éventuelles de faire un geste [...], sont hors de proportion avec ce que semble attendre le président Grunitzky⁵⁴ ». Hainzelin ayant averti que Grunitzky avait déjà assuré les militaires d'un soutien français, les responsables français ont conscience qu'« une déception des militaires dans ce domaine risque d'avoir des conséquences regrettables⁵⁵ ». Jacques Foccart en a parfaitement conscience et s'inquiète de la situation :

« Nos possibilités seront assez éloignées des espérances du Président Grunitzky qui paraît attendre de notre part un effort important. Vous connaissez les incidences politiques que cette question peut avoir localement, c'est pourquoi il paraît opportun de l'étudier avec la plus grande attention. Je pense d'ailleurs qu'il ne s'agit pas seulement pour nous d'une simple question de livraison de matériel, mais aussi du problème fondamental du rôle de l'armée togolaise dans le pays et des missions qu'on entend lui confier⁵⁶. »

La question de la cession de matériels aux FAT dépasse la simple aide militaire financière, et prend un aspect politique. Aucune convention logistique n'est encore signée, et rien n'oblige la France à accéder à toutes les demandes togolaises. Mais les implications d'un tel refus sont politiquement trop importantes. En effet, on s'inquiète sur place de la réaction des militaires togolais.

Les FAT ont atteint un niveau de pouvoir inenvisageable sous Olympio, celui-ci montrant quelques réticences à l'idée de leur accorder trop

⁵³ *Id.*

⁵⁴ *Id.*

⁵⁵ *Id.*

⁵⁶ AN, AG5(F)2649, Foccart à Triboulet, Paris, 20 avril 1964.

d'importance. Grunitzky a conscience que c'est l'armée qui l'a, dans un premier temps, placé à la tête du pays, et qu'elle peut, à tout moment, le renverser. Il doit son pouvoir aux militaires, le sait, et par là, leur importance se renforce. Quand survient le plan de remaniement du dispositif militaire français en Afrique, la nécessité de réorganiser les forces armées nationales qui en incombent semble tomber à point nommé : les FAT profitent du remaniement pour augmenter davantage leurs pouvoirs et se rendre incontournable à la gestion des affaires politiques.

Les expériences combattantes en Afghanistan comme objet d'histoire orale

GAUTHIER MAILLOT

Résumé

Une importante partie des régiments d'infanterie de l'armée de Terre a été projetée en Afghanistan dans le cadre de l'opération Pamir entre 2001 et 2014. Cet engagement des plus intenses laisse des traces sur ces hommes. Il s'agit de mieux comprendre comment l'historien peut analyser ces traces et les utiliser comme des sources.

Mots-clefs : Expériences – Combat – Mémoire – Témoignage – Afghanistan.

Abstract

Combat experiences in Afghanistan as a study in oral History

A major part of the infantry regiments of the French Army were deployed in Afghanistan during the Pamir operation between 2001 and 2014. That was an intense engagement, which has left profound traces on these men. How historians can analyse these traces and use them as sources?

Keywords: *Experiences – Combat – Memory – Testimony – Afghanistan.*

« C'est une mission quand même difficile, vous faites six mois et demi de votre vie là-bas donc forcément ça vous change. Ça vous fait réfléchir. Moi je sais qu'au début quand j'écoutais les gens je disais "mais tu te plains d'un problème mais c'est pas un problème dans ta vie en fait" [...] vous vous dites que quand vous êtes confrontés à ... vous voyez des balles qui tapent à côté, vous vous dites que moi j'ai vu la mort de près. Je me dis c'est pas un problème, quand les mecs sont là-bas, qu'ils sont bloqués pendant quatre heures à se faire tirer dessus et qu'ils peuvent pas bouger, ça c'est un vrai problème. »¹

¹ Entretien avec le caporal-chef X003, 1^{er} compagnie, 2^e RIMa, à Champagné le 29 janvier 2019.

Ce témoignage d'un caporal-chef du 2^e régiment d'infanterie de marine, montre à quel point l'expérience du combat change les perceptions d'un homme². La mort devient la mesure des problèmes. L'affrontement peut également engendrer des blessures, tant physiques que psychologiques. Chaque militaire vit la guerre différemment, la perception et les traces laissées par le combat ne sont pas les mêmes d'un soldat à l'autre. Ces traces constituent l'enjeu de l'étude des expériences combattantes. Il s'agit d'analyser des objets historiques à travers le prisme du témoin. Si le soldat possède rarement une vue globale du combat, en vivant l'évènement il construit sa propre idée de l'affrontement. Entre 2001 et 2014, une importante partie des militaires français connaissent l'expérience du feu en Afghanistan, dans le cadre de l'opération Pamir. L'armée française, au sein d'une coalition internationale mandatée par l'Organisation des Nations Unies (ONU), et menée par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), affronte une insurrection tenace constituée par les Talibans et le Parti de l'Islam (Hibz-i-Islami) de Gulbudin Hekmatyar. Pour les compagnies de combat, l'engagement est intense. Cette étude s'appuie sur une enquête de terrain menée au sein du 2^e régiment d'infanterie de marine entre janvier et mars 2019. Les dix-huit entretiens, tous enregistrés et retranscrits, durent d'une heure à une heure quarante-cinq et s'appuient sur un questionnaire semi-directif qui a l'intérêt de pouvoir s'effacer pour laisser place à une discussion. Sept témoins étaient militaires du rang au moment de l'entretien, dix autres étaient sous-officiers, et un seul officier, tous ayant connu le feu. Ces hommes, projetés en Afghanistan entre décembre 2010 et juin 2011, conservent des traces des combats. Dès lors, comment ces traces, formant l'expérience combattante des soldats français en Afghanistan peuvent-elles devenir un objet d'histoire ?

² Le présent article est issu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction d'Alya Aglan et de Christophe Lafaye, intitulé « Les expériences combattantes des soldats français en Afghanistan entre 2010 et 2011 », soutenu en 2019 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Pour répondre à cette problématique il faut d'abord définir l'expérience combattante, il s'agit ensuite de la distinguer de la mémoire combattante, avant de présenter enfin les sources pertinentes pour cette étude.

L'expérience combattante : enjeux de définition

La notion d'expérience prend plusieurs sens différents et pertinents pour notre analyse. En sciences naturelles, l'expérience repose sur l'application d'un protocole dans le but d'administrer une preuve, sinon d'éprouver une théorie. De manière générale, il s'agit également d'une connaissance pratique, un jeune dénué d'expérience est une personne n'ayant pas éprouvé ses compétences théoriques, manquant de pratique, de métier. C'est ici une connaissance, un savoir-faire issu d'un moment du passé, mais suffisamment ancré dans la personne pour être réutilisé.

En histoire, le sens pouvant être donné à l'expérience est sensiblement le même, selon Reinhart Koselleck : « l'expérience, c'est le passé actuel, dont les événements ont été intégrés et peuvent être remémorés. Dans l'expérience se rejoignent et l'élaboration rationnelle et des comportements inconscients qui ne sont pas ou plus obligatoirement présents dans notre savoir »³. Comme un vestige, l'expérience est la manifestation du passé dans le présent. L'adjudant Z002 du 2^e RIMa témoigne de cette trace :

- « – Les premiers temps on a du mal à se refaire à la vie civile (...) d'être en petit comité, de vivre ce qu'on a vécu (...) on est complètement déphasé.
- Ça vous a pris combien de temps avant de redescendre ?
- Ça m'a pris quasiment un an ... et puis à chaque fois que je buvais dans les soirées, j'étais en pleurs.
- Maintenant c'est derrière vous tout ça ...
- Non [blanc] On y repense toujours hein. »⁴

³ Reinhart Koselleck, *Le futur passé*, Paris, Éditions EHESS, 2016.

⁴ Entretien avec l'adjudant Z002, 5^e compagnie, 2^e RIMa, à Champagné le 25 mars 2019.

La marque prend une double temporalité. Il faut d'abord que le militaire se réhabitue à la vie ordinaire, en France, loin de la tension afghane. Cette première trace laissée par les combats est ponctuelle, elle s'efface dans un temps propre à chacun. Mais des années après la fin de leur mandat en Afghanistan, certains soldats interrogés restent choqués par la disparition de leurs camarades. Ce deuxième vestige de la guerre est plus durable et se rapproche des troubles post-traumatiques. Pour d'autres militaires, la marque est impérissable, il s'agit de blessures physiques ou psychiques.

La trace est rarement conservée parfaitement, intégralement, elle subit les déformations du temps et peut être recouverte de nouveaux substrats. Comme l'explique R. Koselleck, « l'expérience s'agglomère en un tout dans lequel nombre de strates des temps passés sont présentes en même temps, sans donner pour autant d'informations sur leur avant et leur après »⁵. L'expérience est une source remodelée au fil du temps, dans la vie de l'individu, au moment où d'autres expériences s'accumulent et se mélangent aux premières. Il s'agit pour l'historien de différencier les strates d'expériences. Lorsqu'ils évoquent leur expérience en Afghanistan, les militaires les comparent avec celles vécues avant ou après la mission, comme le montre le témoignage du sergent-chef V003 au sujet de la population : « L'Afghanistan (...) par exemple, Serval 1 qu'on avait fait au Mali, la population qu'on allait libérer avec les drapeaux français (...) ça c'était super (...) même la population, ils étaient contents »⁶. Le sergent-chef perçoit la population afghane de 2011 à l'aune de la réaction des Maliens que l'armée française libère des djihadistes en 2013. Les traces évoluent au fil des expériences, et le récit des soldats ne sont pas les mêmes en fonction des opérations qu'ils connaissent dans leurs carrières.

⁵ Reinhart Koselleck, *Le futur passé*, *op. cit.*

⁶ Entretien avec le sergent-chef V003, 1^{er} compagnie, 2^e RIMa, à Champagné le 29 janvier 2019.

Selon R. Koselleck, il existe un autre niveau d'analyse qui reposerait sur une « unité générationnelle politique »⁷. Cette dernière posséderait des caractères communs minimaux après avoir vécu les mêmes expériences politiques en même temps. L'étude de l'expérience impose au chercheur de se concentrer sur l'individu, chacun vivant des événements selon un contexte personnel différent, avec ses sentiments et perceptions propres. Dans ce cadre, les caractères communs minimaux permettent une montée en généralité. Dans le cas de l'expérience combattante par exemple, plusieurs unités générationnelles peuvent être étudiées. Les hommes et femmes d'une même section, d'une même compagnie, peuvent vivre la même mission sur le terrain, d'une manière qui leur est propre. Le camarade devient le seul à pouvoir comprendre le vécu des soldats de son unité, parce qu'il possède la même expérience du combat. Cela explique pourquoi ces unités générationnelles tendent à se reconnaître entre elles et se regroupent autour de communautés de mémoire, telles que les associations d'anciens combattants.

Mémoire combattante, expériences guerrières ou combattantes

Le principal problème de la définition de l'expérience comme trace du passé inscrite dans le présent reste sa proximité avec la définition de la mémoire. La mémoire vise l'hommage et le souvenir de personnages estimés comme édifiants pour une communauté constituée. Il s'agit d'une réactualisation du passé, voire même, pour les lieux de mémoire, d'une manière « d'arrêter le temps, de bloquer le travail de l'oubli, de fixer un état des choses »⁸ selon Pierre Nora. Pour Paul Ricoeur, si la mémoire constitue des « images-empreintes, les *vestigia*, qui sont des choses présentes, gravées dans l'âme »⁹, elle est en même temps « au sujet du passé ». La mémoire est une idée donnée à un passé vécu ou non, qui évolue elle aussi dans le temps.

⁷ Reinhart Koselleck, *L'expérience de l'Histoire*, Paris, Le Seuil/Gallimard, 1997.

⁸ Pierre Nora, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997, p. 38.

⁹ Paul Ricoeur, *Temps et Récit*, Paris, Le Seuil, 1983, tome 1.

Pour P. Ricoeur, la mémoire constitue le « présent du passé »¹⁰, là où pour R. Koselleck l'expérience représente « le passé dans le présent ». L'expérience n'est pas sur le plan idéal, contrairement à la mémoire. Les deux notions sont intimement liées, le récit de l'expérience peut varier selon l'idée que le témoin s'en fait. Par exemple, l'étude de l'expérience combattante de la Guerre d'Algérie peut se confronter à la mémoire sensible du conflit. Le témoignage est l'une des principales sources de l'expérience, mais il est lié à la mémoire, dans les deux sens du terme. La mémoire de l'Afghanistan reste confinée au champ militaire, ce qui est en partie dû au fait que ce sont des soldats professionnels qui se sont battus en Afghanistan et non des appelés. Le souvenir de l'Afghanistan représente pour les témoins une nostalgie d'un engagement intensif, pleinement combattant. Le colonel Y001 explique par exemple qu'il a « le sentiment qu'en Afghanistan on a fait notre boulot de la manière la plus concrète possible, on était vraiment dans (...) c'était la guerre. On avait un adversaire redoutable en face de nous, et puis on avait des moyens considérables. On avait tout, les munitions ne manquaient pas, les hélicos on voulait en veux-tu en voilà, les avions, c'était la priorité »¹¹.

Cette nostalgie échappe en partie à un monde civil qui la comprend mal, comme le montre le faible nombre de témoignages ou la difficulté pour les militaires d'expliquer aux non-combattants leur engagement. Cela est dû au devoir de réserve, mais aussi à la déconnexion entre les deux mondes, comme le montre le caporal-chef X006 : « Bah de toutes façons, ça n'a pas été compliqué, j'avais des potes avant l'Afgha et j'ai plus de potes dans le civil après l'Afgha. Par exemple le premier à qui j'ai dit "toi tu sers à rien, dégage", il est arrivé il m'a dit "mais du coup l'Afgha, c'est comme dans *Call of Duty*¹² alors ?", ben non concrètement, parce que tu vois moi j'ai un pote qui a

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Entretien avec le colonel Y001, 2^e RIMa, à Champagné le 29 janvier 2019.

¹² En référence à la série de jeux-vidéo du studio Activision, *Call of Duty*.

pris une balle et lui il a pas revécu »¹³. La mémoire est institutionnalisée, elle sert de lien entre le soldat et la nation pour laquelle il combat. L'expérience, au contraire, est une notion plus intime qui sépare civils et militaires, et accentue les incompréhensions. Si les deux notions de mémoire et d'expérience sont différentes, il est impératif de les analyser ensemble pour mieux les caractériser. L'étude de l'expérience combattante doit interroger un vécu en prenant en compte le poids des enjeux mémoriels afin d'extraire une connaissance historique.

Objets d'étude et sources

Pour R. Koselleck, au sens large, l'expérience est une « catégorie de l'histoire », dans la mesure où « il n'y a d'histoire qui n'ait été constituée par les expériences vécues et les attentes des hommes agissants et souffrants »¹⁴. L'expérience, l'espace ou le temps, sont des outils que l'historien peut utiliser pour extraire la connaissance scientifique. L'expérience n'est cependant pas dissociable de « l'attente », qui représente le « futur dans le présent »¹⁵. Pour faire l'histoire d'une expérience, il faut aussi prendre en considération les espoirs déçus ou non. Cette attente est modelée par la société dans laquelle vit l'individu, il faut donc comprendre les structures pour mieux caractériser l'expérience. Le témoin W001 explique par exemple que : « pour nous c'était la mission à faire, c'était le boulot. L'Afghanistan, on s'était vraiment préparé pour partir sur ce genre de mission là, et c'était la mission à ne pas louper d'un point de vue boulot, point de vue tactique et tout »¹⁶. On ne peut pas comprendre comment en 2011, alors qu'une majorité de Français semble

¹³ Entretien avec le caporal-chef X006, 5^e compagnie, 2^e RIMa, à Champagné le 26 mars 2019.

¹⁴ Reinhart Koselleck, *Le futur passé*, *op. cit.*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Entretien avec Monsieur W001, 2^e RIMa, à Champagné le 29 janvier 2019.

désavouer cette opération extérieure¹⁷, un militaire français peut être « enthousiaste » à l'idée d'être projeté en Afghanistan¹⁸, sans connaître son système de représentation. Il s'agit pour le soldat de mettre à profit des mois, voire des années de sacrifices. Pour de nombreux militaires, l'expérience du combat en Afghanistan correspond à cette attente, car ils se sont engagés pour ce type de mission, ce qui explique le bon souvenir qu'ils en gardent, malgré des moments difficiles. Les conditions de recrutement, d'entraînement, de projection, constituent autant de critères permettant de renseigner à la fois sur l'attente et l'expérience. L'expérience combattante ne commence pas au moment où les armes sont utilisées. Il faut également analyser comment l'armée transforme les jeunes citoyens évoluant dans une France en paix, en soldats pouvant être envoyés à la guerre. Le moment du combat en lui-même est ensuite à étudier, en gardant une documentation chronologique sûre, car la mémoire peut omettre ou sur-représenter certains événements. La période qui suit le combat doit aussi être observée dans la mesure où l'expérience est alors mise en perspective, le soldat se rendant compte qu'il est ressorti transformé par la guerre. C'est à ce moment que se cristallise un discours sur la guerre, en comparaison avec des expériences ultérieures ou antérieures.

Le témoignage constitue la source par excellence de l'expérience combattante, qu'il soit écrit ou oral. Lorsqu'il est écrit, il démontre le caractère exceptionnel du combat, poussant les individus à coucher sur papier leur expérience. Il s'agit par exemple pour le capitaine Jean Michelin, qui a été projeté en Afghanistan, de ne pas laisser ce moment particulier de sa vie tomber dans l'oubli¹⁹. Ces témoignages peuvent être autobiographiques et romancés, l'expérience du combat étant une source féconde de littérature chez ceux qui l'ont vécu, comme chez les poètes René Char ou Guillaume

¹⁷ Barbara Jankowski (dir.), « Opinion publique et armées à l'épreuve de la guerre en Afghanistan », *Études de l'IRSEM*, n° 34, 2014.

¹⁸ Cf. sur ce point le témoignage du sergent Douady dans Yohann Douady, *D'une guerre à l'autre. De la Côte d'Ivoire à l'Afghanistan avec le 2^e RIMA*, Paris, Nimrod, 2012.

¹⁹ Jean Michelin, *Jonquille - Afghanistan, 2012*, Paris, Gallimard, 2017.

Apollinaire. L'historien peut engendrer des témoignages en posant directement des questions à ceux qui ont connu le combat. L'analyse se fait dans le cadre de l'histoire orale, dont les enjeux ont déjà été largement débattus dans l'historiographie²⁰. Il importe de connaître les limites de l'entretien comme méthode d'enquête. L'altération de la mémoire et la subjectivité du témoin vis-à-vis d'évènements qu'il a lui-même vécu posent principalement problème. Ces limites ne sont pas propres au témoignage. Comme pour n'importe quelle donnée de la mémoire humaine, l'exploitation du document archivé est conditionnée par des choix de production et de conservation. Au contraire, comme elle interroge des perceptions plutôt que des évènements, l'étude de l'expérience permet de réduire la focale, de s'affranchir de « la tyrannie du fait accompli – “ce qui a effectivement eu lieu” » et « d'analyser les conduites, individuelles et collectives, en termes de possibles »²¹, comme Jacques Revel l'a démontré au sujet de la micro-histoire.

Il existe selon Michael Pollack, une autre limite au témoignage, l'*espace du dicible*²². Ce dernier se forme entre deux extrémités : la destruction physique, la mort au combat dans notre cas, et la destruction des dispositions morales propices à la mise en récit, avec les troubles touchant au psychisme par exemple. De telles barrières sont constatables lors des entretiens, au sujet de la mort des camarades au combat par exemple, comme le montre le caporal-chef X001 : « je sais que moi ce genre de choses c'est (...) pas du médical mais faut que ça reste vraiment le minimum. Pourtant j'ai envie de le dire, mais bon (...) ça restera là »²³. Le documentaire *Of men and war*,

²⁰ Cf. Florence Descamps, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.

²¹ Jacques Revel, « L'histoire au ras du sol », préface de l'édition française de Giovanni Lévi, *Le pouvoir au village, Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989.

²² Michael Pollack, *L'Expérience concentrationnaire, essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Métailié, 1990.

²³ Entretien avec le caporal-chef X001, 1^{er} compagnie, 2^e RIMa, à Champagné le 29 janvier 2019.

réalisé par Laurent Bécue-Renard²⁴, montre des enquêtes réalisées avec des soldats américains atteints de blessures psychologiques. Les entretiens filmés exposent la souffrance des hommes et leur détresse à la fois mentale et sociale. Ces blessures sont des objets d'histoire particuliers tant la production du témoignage peut être néfaste pour l'individu. Il faut que l'historien construise une méthode d'entretien respectant les normes psychiatriques pour interroger ces soldats en respectant leurs traumatismes.

Au-delà du témoignage, pour mieux comprendre l'imaginaire du combattant et combler les oublis de la mémoire, l'historien doit également utiliser des sources indirectes lui permettant de mieux appréhender l'univers du combattant. Cela passe par une étude du langage, des organisations et des doctrines. Le discours de l'armée, s'il ne renseigne pas directement sur l'expérience propre du combattant, permet de mieux la comprendre et de mieux saisir les expériences que l'institution transmet au militaire. Selon R. Koselleck, chaque expérience individuelle contient une part d'expérience étrangère transmise par des générations ou des institutions. En ce sens, l'étude des expériences combattantes ne peut se faire sans une connaissance approfondie des institutions produisant le combattant.

²⁴ *Of Men and War*, film documentaire réalisé par Laurent Bécue-Renard, et distribué en 2014 (2h22).

« S'entendre et s'écouter »

Les femmes *speakerines* dans les émissions françaises
de la BBC, 1940-1941

CLEMENCE LEVY

Résumé

L'entre-deux-guerres et le second conflit mondial sont moteurs du développement de la radio acquérant une place essentielle au niveau social et gouvernemental. Celle-ci permet une influence et une maîtrise des esprits, une diffusion de l'information, mais surtout le maintien du lien entre territoires dont les relations diplomatiques et humaines sont coupées. L'Appel du 18 juin 1940 est l'initiateur d'une maîtrise britannique des ondes radiophoniques par le biais de la BBC, avec la mise en place d'émissions de radio féminines en français. Il permet d'endiguer les premiers moteurs d'émancipation féminine durant le conflit, dans une dynamique *speakerines*-médiat, où la place des femmes est centrale dans les sujets abordés et dans la diffusion médiatique de ces émissions.

Mots clés : Femmes – Radio – Genre – Guerre – Seconde Guerre mondiale.

Abstract

« S'entendre et s'écouter »

Women in the BBC's French Radio Broadcasts, 1940-1941

The interwar period and the Second World War were the driving force behind the development of radio. It acquires an essential place at the social and governmental level insofar as this allows influence and mastery of minds, dissemination of information, maintaining the link between territories in which diplomatic and human relations are cut off. The Call of June 18 is the initiator of a British mastery of the waves by the means of the BBC, with the setting up of radio broadcasts of women in French. It helps stem the first drivers of female emancipation during the conflict, in a dynamic media announcer, where the place of women is central in the subjects discussed and in the media broadcasting of these broadcasts.

Keywords : Women – Gender – Radio – War – World War two.

En 1939¹, on dénombre en France cinq millions de postes radio récepteurs déclarés pour une population de 41 millions d'habitants, avec un phénomène plus urbain que rural et un modèle d'écoute collective dominant dans une France encore peu habituée à l'usage du média radiophonique ². L'inaccoutumance à la radio d'État française et le manque de factualité de ses bulletins d'informations officiels la déconsidèrent auprès des auditeurs. Une minorité de Français écoutent alors les bulletins d'informations diffusés sur la *British Broadcasting Corporation* (BBC) considérés comme plus factuels, sincères et précis³. C'est après l'Appel du 18 juin 1940 et le « phénomène radiophonique de Gaulle⁴ » que la BBC opère sa véritable percée. Les mémoires officielles⁵ et collectives ont réalisé une identification à des voix masculines à l'image de Jean Marin ou Pierre Bourdan des « Français parlent aux Français ». Cependant une radiodiffusion proprement féminine s'organise en parallèle, s'imposant comme l'*alter* des émissions à *speakers* masculin avec la mise en place de nouvelles représentations mentales collectives⁶.

Les premières émissions de la BBC et la situation des femmes

Dès le début du second conflit mondial, la radiodiffusion s'est imposée comme un catalyseur transmettant un message voire une idéologie. Les émissions ont

¹ Le présent article a été élaboré à partir d'un mémoire de Master 2 portant sur « La place des femmes dans les émissions françaises de la BBC, 1940-1941 », sous la direction d'Alya Aglan et soutenu en 2019 à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne.

² Jean-Noël Jeanneney, *Une histoire des médias des origines à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2000.

³ Hélène Eck (dir.), *La guerre des ondes : histoire des radios de langue française pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Armand Colin, 1985 [<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4804530t/f13.image.texteImage>].

⁴ *Ibid*, p. 13.

⁵ Rita Thalmann, « L'oubli des femmes dans l'historiographie de la Résistance », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°1, 1995, p. 21-36 [<http://journals.openedition.org/cli0/513>].

⁶ Hélène Eck (dir.), *La guerre des ondes...*, *op. cit.*

par leur méthode de diffusion massive joué comme amplificateur politique avec pour but premier de façonner les mentalités vers l'action⁷. Par le biais d'une communication indirecte, elles permettent une première bataille internationale délocalisée, avec différents belligérants – politiques et individuels – qui entrent en jeu de façon simultanée et parallèle. Ce média devient un nouveau moyen d'information, d'expression, de manipulation et de propagande, pour les gouvernements engagés dans le conflit.

Parallèlement à ce développement, les rôles sociaux n'évoluent que très lentement. Il faut considérer que la seconde moitié du xx^e siècle ne place pas encore à égalité femmes et hommes. Malgré la suppression de la puissance maritale et de l'incapacité civile de la femme en 1938, l'époux reste décisionnaire du choix du lieu de résidence et peut interdire à son épouse de travailler. Celles-ci ne disposent pas du droit de vote.

Nos sources sont issues de l'Institut d'Histoire du Temps Présent. Elles sont composées des bobines des scripts des émissions françaises de la BBC traitant des femmes ou parlées par des femmes les rendant sujettes et actrices.

À partir de 1940, la BBC connaît ses premières réorganisations pour devenir une radio de combat et de ralliement. Les émissions étudiées abordent alors deux principaux thèmes : les enfants et les hommes. Sujets menant à une première émancipation autant qu'à une rupture dans les rôles féminins⁸ dans une situation de conflit alors que les rôles sociaux sont nécessairement repensés. Bien que la radio britannique soit dirigée par un fonctionnaire anglais, il est possible de comprendre l'origine de nos *speakerines* – qui restent indépendantes de la France libre dans sa

⁷ *Ibid.*

⁸ IHTP, Bobine 60 – 25 avril 1941, Quart d'heure français du soir, 18h30-18h45, Mme Maillaud.

dimension d'entité politique⁹. Pour connaître les origines des *speakerines*, nos premières observations ont porté sur les noms propres associés aux émissions. Certains possèdent des consonances anglaises, françaises, ou plus cosmopolites. L'indicatif de *Miss*, *Mrs* ou *Madame*, est également une précieuse donnée.

D'abord, nous pouvons penser que les *speakerines* sont soit des femmes d'origine française ou d'une autre nationalité, ayant rejoint l'Angleterre, à l'image de Madame Asquins¹⁰, ou de Marthe Levy¹¹, soit des femmes d'origine britannique. Le dernier indice employé peut également être le sujet et le titre, à l'image de l'émission du 30 août 1940 de Mrs Hey¹² « Une commerçante du Cameroun parle à ses amis de la côte occidentale » avec pour titre en anglais « *French news talk to West Africa* ». Elles peuvent également être issues de groupes internes ou faire partie des cercles de Français déjà présents sur le sol britannique en 1940¹³ : correspondants de presse, épouses des membres des missions officielles françaises, etc. Pour les civils français résidant en Angleterre, nombreux sont ceux ne se révélant pas présents à la première heure de la France libre¹⁴.

L'imaginaire d'après-guerre a eu tendance à associer ces émissions à la figure du général de Gaulle, mais nombre de ces programmes n'ont pas vocation à faire l'éloge des idées gaullistes et abordent des thématiques

⁹ On estime que le service d'ingénierie de la *British Broadcasting Corporation* passe de 700 personnes en 1933 à 3 300 personnes en 1944, dont 600 femmes : British Broadcasting Corporation, *Voici la BBC*, 1944, p. 8.

¹⁰ IHTP, Bobine 59 – 20 mars 1941, Demi-heure française du matin, 11h45-12h15, 12h04'10 – 12h08 34, Mme Asquins.

¹¹ IHTP, Bobine 52 – 23 août 1940, French early morning news talks, 6h15, « *Aux femmes françaises* », Marthe Levy.

¹² IHTP, Bobine 52 – 30 août 1940, French news talk to West Africa, 18h15, Mrs Hey.

¹³ « Colonie française permanente », André Gillois, *Histoire secrète des Français à Londres de 1940 à 1944*, Paris, Hachette, 1973, p. 37.

¹⁴ Michèle Cointet-Labrousse et Jean-Paul Cointet, *La France à Londres : renaissance d'un État, 1940-1943*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990, p. 60.

récurrentes telle que la question du ralliement, les enfants, les hommes prisonniers ou le travail des femmes en Angleterre, structurant parallèlement l'antenne par des sujets divers et variés.

Les thématiques : des sujets spécifiquement féminins ?

Les deux conflits mondiaux ont eu comme particularité leur caractère de masse, générateur d'attitudes ou de sentiments spécifiques au niveau national. Lorsque le regard s'attarde sur la question du champ de bataille, la différence la plus ostensible est sa disparition comme élément qui opérerait la première frontière sur la répartition des assignations de genre¹⁵ en lien avec les guerres. Or, la guerre modifie les valeurs dominantes et la défense de la Nation devient une mission collective et non plus dévolue aux seuls hommes. Contrairement à 1914, le conflit de 1940-1944 révèle plus largement une expansion du champ de bataille. En effet, l'Occupation efface les frontières établies de « front » et « d'arrière » ; l'ennemi est partout, présent dans tous les espaces sociaux de la Nation. Les femmes autant que les hommes se trouvent confrontés à l'ennemi d'abord, l'occupant ensuite. C'est alors dans ce contexte que la radio brouille les frontières et s'impose comme média pour tous – sans distinctions puisqu'employant les mêmes méthodes d'effacement des frontières.

La première émission « féminine » est émise le 19 juin 1940¹⁶. Elle traite du problème des réfugiés et, plus précisément, de l'exode des enfants en France, posé comme sujet prioritaire par rapport aux problèmes militaires¹⁷.

¹⁵ « Le genre – sommairement défini comme l'assignation de rôles et de fonctions sociales aux individus en fonction de leur sexe biologique et de la hiérarchisation entre les hommes et les femmes qui en découle ». Laurent Douzou et Mercedes Yusta (dir.), *La Résistance à l'épreuve du genre. Hommes et femmes dans la Résistance antifasciste en Europe du Sud*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 9.

¹⁶ IHTP, « BBC FRENCH SCRIPTS », Bobine 50, 19 juin 1940.

¹⁷ « [...] En France le problème des réfugiés se place en importance immédiatement après le problème militaire [...] seul but que nous nous sommes fixés : venir en

Durant l'exode hommes et femmes se mélangent, l'extérieur devient l'apanage de toutes les franges de la population. Cette première émission choisit de traiter avant tout des enfants et du devoir maternel avec l'utilisation de termes qui s'attacheraient à des valeurs féminines : « cœurs féminins », « marraines de petits Français », les « docteurs femmes », « les infirmières françaises » ou encore le « dispensaire remorqué par une voiture conduite par une femme volontaire anglaise ». La radio émet alors une émission féminine avec toute son ambiguïté : elle assigne aux femmes un rôle d'abord maternel auprès des enfants et continue ensuite avec des exemples de femmes autonomes et presque émancipées, les docteurs et les infirmières. D'autant plus, les *speakerines* sont libres au sens que celles-ci ont rallié l'Angleterre ou y étaient déjà, contrairement aux auditrices. Cette première émission de radio conclut sur les femmes les plus émancipées, celles disposant d'un permis de conduire, en soulignant un premier point primordial : ces femmes émancipées et autonomes sont anglaises et non françaises. Durant ce conflit les femmes britanniques sont engagées dans l'armée britannique – *Auxiliary Territorial Service* (ATS) – et disposent de leurs premiers grades et rémunérations associées, alors que les Françaises restent d'abord cantonnées au bénévolat¹⁸.

On assiste dans l'évolution des émissions entre juin 1940 et 1941, à des comparaisons sous-jacentes entre les femmes anglaises et les femmes françaises. La radio s'impose comme vecteur de valorisation d'une catégorie féminine : les femmes anglaises. Les Françaises, en étant comparées à des femmes plus émancipées qu'elles, s'en trouvent indirectement infériorisées. Une idée s'impose alors dans l'imaginaire féminin associé aux émissions : ce sont les Anglaises qui incarnent les « femmes en uniforme » aux yeux

aide non pas aux soldats de France [...] mais à leur famille et surtout celles qui ont été évacuées de leur province », *ibid.*

¹⁸ Michèle Cointet, *Les Françaises dans la guerre et l'occupation*, Paris, Fayard, 2018, p. 152.

des Françaises¹⁹. L'uniforme militaire et guerrier, usuellement considéré comme un apanage masculin au cœur du processus de construction et de différenciation sexuée²⁰, se trouve alors porté par des femmes dans le Corps féminin²¹ par exemple, dont certaines s'expriment sur les ondes de la BBC. Les voix s'associent alors à une image idéalisée de la femme combattante pour les auditrices.

La radio diffuse une nouvelle image : ces femmes – anglaises ou françaises²² – en uniforme ont pu s'émanciper directement et indirectement en s'exprimant à la radio. L'uniforme se détache de son identité d'objet constitutif de l'image masculine et génère un nouvel imaginaire avec une représentation fantasmatique associée à un territoire externalisé : la femme que l'on entend a pu rejoindre les rangs de la France libre.

Nous observons ensuite une scission dans les rôles féminins ; les femmes qui « combattent » ne peuvent pas le faire avec des enfants, alors que celles qui ne combattent pas sont rattachées au seul rôle de gardiennes d'enfants et de protectrices, la « mère-femme » ou la « femme-mère ». Si le combat, qu'il soit actif ou passif, efface et mélange les genres, le foyer reste attaché à la figure féminine.

Les dizaines de femmes parlant au micro dans les premiers temps des émissions françaises ne sont pas des femmes de culture française, mais des femmes de culture britannique entièrement bilingues. Or, la place de la

¹⁹ Luc Capdevila, François Rouquet, Fabrice Virgili et Danièle Voldman, *Hommes et femmes dans la France en guerre, 1914-1945*, Paris, Payot, 2003, p. 83.

²⁰ Odile Roynette, « L'uniforme militaire au XIX^e siècle : une fabrique du masculin », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 36, 2012, p. 109-128 [<https://journals.openedition.org/clio/10887>].

²¹ Renommé « Corps des Volontaires françaises » en 1941 : Sébastien Albertelli, *Elles ont suivi de Gaulle. Histoire du Corps des Volontaires françaises*, Paris, Perrin – Ministère des Armées, 2019.

²² Élodie Jauneau, « Des femmes dans la France combattante pendant la Deuxième Guerre mondiale. Le Corps des Volontaires françaises et le Groupe Rochambeau », *Genre & Histoire [en ligne]*, n° 3, 2008 [<http://journals.openedition.org/genrehistoire/373>].

femme dans les conflits armés n'est pas la même en Angleterre et en France. En France, les femmes n'ont pas de place active dans la guerre, tandis qu'en Angleterre, il est admis qu'elles soient actives, à l'image de la reine Élisabeth qui rejoint l'ATS²³.

Côté français, la seule figure féminine française combattante activement est Jeanne d'Arc, citée comme figure de référence d'un combat à venir et à mener. Le régime de Vichy l'emploie en considérant son issue tragique de figure nationale prisonnière des Anglais, alors que la France libre l'utilise pour ses actions et sa philosophie combattante, quel que soit l'ennemi, hier l'Anglais, aujourd'hui l'Allemand. La figure de Jeanne d'Arc est exploitée d'un point de vue nationaliste de la part de Vichy et patriotique par la France libre.

Vers un effacement des normes ? L'identité des *speakerines*

La radio permet une grande réactivité en matière d'adaptabilité de l'information et se dynamise avec l'avancée du conflit, les normes sociales et sociétales se trouvent également modifiées. Un lien étroit se tisse entre la mise en place des émissions et l'évolution chronologique des combats. Dès lors, les femmes participant à ces émissions évoluent, de même que leurs interventions, avec une empreinte britannique souvent perceptible²⁴.

Le caractère féminin des émissions de la BBC s'articule en trois temps : elles s'adressent aux femmes, elles sont réalisées par des femmes, elles interfèrent dans les problèmes anglais et français auxquels les femmes peuvent être confrontées. Dans un premier temps il y a un objectif de réunion s'adressant à un groupe de femmes déterminé²⁵. Puis elles se généralisent, et visent un auditoire plus large et plus global, féminin et masculin. Enfin, elles cherchent

²³ L'ATS a pour origine le *Women's Auxiliary Army Corps* (WAAC) qui s'était formé en 1917 comme un service volontaire.

²⁴ Audrey Bonnery-Vedel, « La BBC a-t-elle jamais été la voix de la France libre ? », *Le Temps des médias*, n° 11, 2-2008, p. 183-197.

²⁵ « Les filles de la Légion d'Honneur », IHTP, « BBC FRENCH SCRIPTS », Bobine 52, 28 août 1940.

à transmettre un message : soutien moral des femmes restées en France occupée, ces émissions donnent des exemples concrets de la vie en Angleterre, de la conduite à tenir face à l'occupant, des conseils et un soutien psychologique qui permettent de lutter contre le découragement.

Laura Lee Downs²⁶ explique comment le gouvernement britannique réussit, par l'évacuation des enfants, à libérer les mères de leurs responsabilités domestiques afin de pouvoir les utiliser comme ressource. Dans les émissions de la BBC à destination de la France, on assiste à une valorisation de la place de la mère qui doit rester aux côtés de ses enfants et les protéger envers et contre tout – thème inhérent à toute la première année radiophonique de 1940²⁷.

En revanche, la mobilisation générale est associée en France à une exclusion des femmes, imposant le triptyque de l'imaginaire social : « hommes, nation, guerre²⁸ ». Notre analyse s'attache donc à considérer que les femmes restent passives et dans l'attente d'une part, mais tout aussi actives et dans l'action sur les ondes d'autre part. La radio permet en effet de temporaliser leur attente et de leur donner un objectif. Dans le cas de l'année 1940, les hommes mobilisés au front²⁹ sont pour la plupart faits prisonniers³⁰ et donc eux aussi dans l'attente.

²⁶ Laura Lee Downs, « A Very British Revolution? L'évacuation des enfants citadins vers les campagnes anglaises, 1939-1945 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 89, 1-2006, p. 47-60.

²⁷ Nous la considérons entre 1940 et 1941.

²⁸ Luc Capdevila, François Rouquet, Fabrice Virgili et Danièle Voldman, *Hommes et femmes...*, *op. cit.*, p. 43.

²⁹ François Romon, *Les écoutes radio dans la résistance française 1940-1945*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2017, p. 52.

³⁰ On dénombre 1,6 millions d'hommes prisonniers après la débâcle, 57 % sont mariés et 39 % ont des enfants, voir : Luc Capdevila, François Rouquet, Fabrice Virgili et Danièle Voldman, *Hommes et femmes...*, *op. cit.*, p. 53.

La radio efface les temporalités normatives en imposant de nouvelles qui se développent au rythme des émissions et de leurs diffusions, considérant deux catégories de Françaises : celles qui combattent l'ennemi et celles qui le servent. La radio est un instrument de reconquête³¹ qui permet de diffuser une croyance anticipée en la victoire finale dans un objectif guerrier : les femmes, dominant dans les paysages français et britannique, obtiennent une position centrale en tant que groupe social actif.

Elles agissent comme ciment dans un contexte où l'homme se trouve effacé. La guerre, attribut classique de l'homme, le fait disparaître au profit des femmes qui s'imposent en son absence par le biais de la radio donnant une nouvelle voix.

La radio, par sa dimension impersonnelle et presque universelle, efface les frontières considérant les femmes traditionnellement extérieures aux réseaux de sociabilisations traditionnels. Elle pénètre tous les champs de la vie quotidienne et peut par ailleurs engendrer une transgression : des femmes enfreignent les règles en écoutant radio Londres en territoire occupé. Les émissions de radio du début de l'année 1940 sont quasi universelles dans leur portée, orientant les femmes vers des actes à réaliser et les soutenant dans un contexte où elles se retrouvent à tenir deux rôles : le leur et celui de leur époux.

La radio permet de générer dès le début du conflit des prémices d'émancipation féminine. Les femmes confirment leur autonomie par l'écoute d'émissions émises par les alliés qui leur sont proprement destinées et qui les considèrent comme une entité indépendante dans un contexte d'occupation et de guerre autant qu'ayant un rôle actif dans ces émissions. Elles tiendront par la suite un rôle essentiel dans le déroulement et le dénouement du conflit autant dans un rôle d'auditrice, de *speakerine* ou d'activiste.

³¹ Elisabeth Cazenave et Caroline Ulmann-Mauriat, *Presse, radio et télévision en France de 1631 à nos jours*, Paris, Hachette, 1994, p. 124.

Quand les Français s'engagent pour la Pologne

Retour sur un aspect central des relations franco-polonaises dans la première moitié du XX^e siècle

KEVIN DESURMONT

Résumé

L'engagement polonophile français est un fait central pour appréhender les relations franco-polonaises au XX^e siècle. Marqué par le tournant de la renaissance de la Pologne en 1918, il ne cesse au cours du XX^e siècle, et au gré des contextes, de se réinventer en innovant ou en puisant dans une histoire déjà riche de la polonophilie française. Le présent article met en lumière l'évolution complexe de cet engagement en s'intéressant à ses acteurs et à ses manifestations des années 1910 aux années 1960.

Mots-clés : Pologne – Engagement – XX^e siècle – Relations franco-polonaises – Polonophilie.

Abstract

When French people are committed for Poland.

Elements on a Major Aspect of Franco-Polish Relations during the First Half of the Twentieth Century

The French commitment for Poland is central to understand relationships between France and Poland in the 20th century. Influenced by the Poland's rebirth in 1918, it constantly involved during the 20th century considering the contexts and innovating or collecting in a rich history of French polonophilia. This article will shine a light on the complex development of this commitment taking an interest on people and demonstrations of it from the 1910s to the 1960s.

Keywords: Poland – Commitment - 20th century – French-Polish relationships – Polonophilia.

Le XX^e siècle est un siècle singulier pour l'Europe centrale et orientale, caractérisé par l'ambivalence¹. Ainsi, pour des pays comme la Pologne il est

¹ Le présent article a été élaboré à partir d'un mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction d'Antoine Marès : « Henri de Montfort et la cause polonaise (1912-1966). Quand les Français s'engagent pour la Pologne »,

marqué par la renaissance et la destruction. Si les Polonais voient renaître leur pays en 1918, ils le verront à nouveau disparaître en 1939, puis réapparaître sous l'égide soviétique en 1945. Le sort réservé au pays au cours du *xx*^e siècle porte une charge émotionnelle particulière pour les Polonais qui sont les premiers concernés, mais aussi en France, où une polonophilie existe et poussera tout au long du *xx*^e siècle des Français à s'engager pour ce pays. C'est un phénomène encore peu étudié, mais qui offre pourtant un regard neuf sur l'étude des relations franco-polonaises.

S'engager pour la Pologne au *xx*^e siècle : un héritage

L'engagement est un processus individuel qui commence toujours par le choix d'une ligne de conduite. Ce choix est dicté par l'adhésion à une certaine vision du monde conditionnant la façon dont l'individu voit son environnement et veut l'influencer. Dès lors, s'engager pour la Pologne revient à servir l'image que l'on s'en fait. Cet engagement n'a cessé, en France, d'évoluer au cours du *xx*^e siècle, partant de l'héritage de la polonophilie romantique du *xix*^e siècle pour s'adapter aux réalités de la Pologne contemporaine. Par polonophilie il faut ici entendre un phénomène particulier de sympathie pour la Pologne, réelle ou fantasmée, et ses représentations, différentes selon les contextes.

Faire une histoire de l'engagement polonophile français implique d'abord de s'intéresser à cet héritage du *xix*^e siècle et au mythe franco-polonais qu'il a su ancrer dans l'imaginaire français. D'une part parce que cela permet de ne pas tomber dans le piège de ce mythe, d'autre part parce que celui-ci et les efforts qui entourent sa constitution sont déjà une manifestation de cet engagement et un élément central de compréhension de la polonophilie française.

Revenant sur le mythe, il faut souligner deux traits qui le caractérisent : la

soutenu en 2019 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Ce mémoire s'appuie notamment sur les archives d'Henri de Montfort (archives personnelles, correspondance, archives de l'Association France-Pologne), déposées à la Bibliothèque polonaise de Paris. Cf. AKC4463 et AKC4484-AKC4515.

simplification qu'il fait de l'histoire et la prédominance qu'il accorde à l'« impressif »². Des pages entières de l'histoire franco-polonaise sont ainsi réécrites et souvent encore relues au xx^e siècle à travers ce prisme mythique. Le xix^e siècle a une place particulière car il offre émotions et personnages emblématiques, matériaux de prédilection du mythe. La Révolution française et sa réception européenne, les conquêtes napoléoniennes, les insurrections polonaises manquées de 1830 et 1863, poussant un certain nombre d'insurgés sur les routes de l'exil, sont autant d'événements favorisant ces contacts. Le xix^e siècle offre aussi des figures tutélaires, pour la plupart liées aux événements cités : la Fayette, Adam Mickiewicz, Frédéric Chopin, ou encore Marie Skłodowska-Curie. Les faits, les personnages alimentent l'écriture du mythe, sa diffusion puis sa lecture. Une fois constitué, celui-ci peut sensibiliser à la cause des Polonais.

Ainsi, nombreux sont les Français qui s'engagent pour la Pologne, influencés par cette réécriture de l'histoire. C'est le cas par exemple d'Henri de Montfort, figure centrale des cercles polonophiles à partir des années 1910 et jusqu'à sa mort dans les années 1960, et qui se montre sensible à la pugnacité des Polonais, trait de caractère que l'on retrouve dans les récits forgés en France au xix^e siècle. De même, Rosa Bailly et Édouard Ganche s'engagent à partir de représentations mythiques, dont ils sont les récepteurs et dont ils se font ensuite les émetteurs. Pour la première, la sensibilisation passe par la littérature, pour le second, par sa fascination pour Chopin et tout ce que le compositeur peut porter de polonité idéalisée, notamment à travers sa musique. Le mythe a donc une importance primordiale dans le phénomène d'engagement français pour la Pologne. Cela vaut d'ailleurs autant parce qu'il sensibilise de façon efficace que parce que sa perpétuation est l'un des axes de l'engagement polonophile au xx^e siècle.

Travailler sur l'engagement des Français pour la Pologne sur la période

² Roland Barthes distingue l'impressif, qui fait appel à l'émotion, et le rationnel, qui fait appel à la raison. Cf. Roland Barthes, *Mythologies*, Paris, Le Seuil, 1957, p. 194.

suppose aussi de s'intéresser à la façon dont ils se réapproprient le mythe franco-polonais voire l'écrivent à leur tour afin de servir la cause qu'ils défendent et y rallier le plus grand nombre. La figure de Chopin, par exemple, établit une continuité avec le siècle précédent, à travers, entre autres, le pèlerinage annuel organisé sur la tombe du compositeur polonais au cimetière du Père-Lachaise par la Société Frédéric Chopin, créée en 1911 par Édouard Ganche. Un autre pèlerinage intéressant est celui organisé, depuis 1843, par la Société historique et littéraire polonaise au cimetière de Montmorency, où reposent bon nombre d'immigrés du XIX^e siècle. Certes l'événement est créé et pris en charge par des instances polonaises mais il n'en reste pas moins fréquenté par les polonophiles français, voire organisé par ces derniers lorsque les temps sont difficiles. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Association France-Pologne maintient ainsi la tradition polonaise en prenant en charge l'organisation du pèlerinage. Si l'exemple de ces pèlerinages témoigne d'un phénomène de transmission par la présence et la manifestation de l'engagement en faveur de la Pologne dans l'espace public français, il ne saurait faire oublier d'autres outils de transmission utilisés tout au long du XX^e siècle comme les livres, les images ou les journaux. Ces outils sont d'autant mieux diffusés que le XX^e siècle voit apparaître une polonophilie structurée, avec des instances associatives influentes et soutenues par les officiels polonais, et parfois français. C'est le cas de l'Association France-Pologne et du groupement des Amis de la Pologne, deux instances collectives créées à la faveur de la renaissance de la Pologne et œuvrant pour la diffusion d'informations sur le pays centre-européen et la transmission du mythe franco-polonais, à travers publications, conférences et revues dédiées. La diffusion de ce dernier apparaît donc comme un élément majeur pour la polonophilie française du XX^e siècle : il est à l'origine de l'engagement et le structure ensuite.

Cependant, si celle-ci devait se limiter à cette seule diffusion, elle ne différerait finalement que peu de celle du XIX^e siècle. Le caractère unique de la polonophilie du XX^e siècle s'est aussi modelé à la faveur de la recréation d'un État polonais.

La polonophilie française face à la recréation de la Pologne (1918-1939)

Si les Français qui s'engagent au xx^e siècle pour la Pologne se placent dans un certain héritage du siècle précédent, ils ont aussi à renégocier la façon dont ils agissent à partir du moment où l'État polonais entre en jeu.

L'apparition de ce nouvel acteur entraîne de nouvelles dynamiques au sein de la polonophilie française. Au lendemain de la Première Guerre mondiale une certaine harmonie semble se créer entre les officiels polonais et nombre d'engagés français qui vont se rassembler dans deux structures déjà citées : France-Pologne et Les Amis de la Pologne, qui émergent avec le soutien de l'État polonais mais aussi de l'État français, malgré des réticences initiales du côté français. Ces deux associations regroupent, au moment de leur constitution, des profils très divers bien qu'une distinction puisse être faite entre les Amis de la Pologne, plus populaire dans ses objectifs et regroupant surtout des professeurs et universitaires ; et France-Pologne, pensée comme une plateforme officieuse de dialogue entre autorités polonaises et françaises et regroupant dès lors universitaires mais aussi journalistes et hommes politiques³. Avec l'évolution de la situation politique dans la Pologne de l'entre-deux-guerres, tendant vers un régime affermi à partir du coup d'État de Piłsudski (1926), et une crispation des relations franco-polonaises⁴, les premiers clivages apparaissent parmi les engagés : certains se désolidarisent ou critiquent les orientations de Varsovie ; d'autres s'en font les porte-voix ; d'autres encore sont pris dans un entre-deux. Ces catégories ne sont cependant pas figées car il s'agit d'individus qui, s'ils sont mêlés par un même engagement, font coïncider cet engagement avec des convictions

³ On se réfère ici au noyau central de chacune des deux associations en 1920, qui fournit une indication sur le profil des engagés que chacune d'elle regroupe. Cf. Association France-Pologne, *La Pologne politique, économique, littéraire et artistique*, Paris, n° 1, 1^{er} février 1920, p. VI-VII.

⁴ Cf. Daniel Beauvois, « La Pologne restaurée (1918-1939) », in Daniel Beauvois, *La Pologne. Histoire, société, culture*, Paris, Éditions de la Martinière, 2004, p. 307-349.

personnelles : la polonophilie est une question de trajectoires personnelles qui se recourent en certains points.

On trouve alors des engagés devenant des détracteurs de Varsovie, en particulier lorsque leurs convictions politiques les orientent plutôt à gauche, regardant d'un mauvais œil le durcissement politique en Pologne. Ainsi au moment des élections polonaises de 1930, marquées par la censure, les arrestations d'opposants à Piłsudski et la limitation des libertés, des parlementaires polonophiles comme Joseph Paul-Boncour et Jean Locquin, proches du socialisme, appellent-ils avec plusieurs médias de gauche et de droite au respect des libertés de la presse, de réunion et individuelle⁵. Ils s'opposent à Varsovie tout en restant engagés publiquement pour la Pologne. Au contraire Varsovie va aussi pouvoir compter, en France, sur le soutien affirmé d'autres engagés, et en particulier du groupement des Amis de la Pologne, qui bénéficie même du privilège de crédits exclusifs de la Pologne à partir de 1934, signant, par ailleurs, la mort de France-Pologne⁶.

Au-delà des clivages et de relations franco-polonaises ambivalentes, il faut aussi noter, pour l'entre-deux-guerres, de nouvelles dynamiques que l'État polonais peut encourager et qui ont les moyens de rassembler le plus grand nombre des engagés polonophiles. L'exemple de la constitution et de la diffusion d'un savoir sur la Pologne en est l'un des plus frappants. Certes, une telle entreprise n'est jamais neutre. Pour autant, le champ scientifique

⁵ Józef Łaptos, « Le rôle des stéréotypes dans la formation de l'opinion publique française envers la Pologne au temps de l'Alliance (1919-1939) », in Maria Delapierre, Joanna Doberszyc, Bruno Drweski (dir.), *La France et la Pologne au-delà des stéréotypes*, Paris, Institut d'études slaves, 2004, p. 106-119.

⁶ Au début de l'année 1934, les autorités polonaises réaffirment leur contrôle sur les associations polonophiles françaises qu'elles subventionnaient réagissant à des relations franco-polonaises troublées par des prises de position de plus en plus divergentes, notamment avec le pacte de non-agression germano-polonais signé le 26 janvier 1934. Cf. copie d'une lettre d'Alfred Chłapowski, ambassadeur de Pologne en France, à Joseph Noulens, président de l'Association France-Pologne, 24 mai 1934, AKC4488 « *Papier* Henri de Montforta- Association France-Pologne II », Archives de la Bibliothèque polonaise de Paris.

dans lequel se place cette connaissance a les moyens de s'élever au-dessus des luttes et des tendances politiques des individus engagés. L'entre-deux-guerres est riche de ce point de vue, avec la constitution progressive d'un corpus d'études précises sur la Pologne et la diffusion progressive de connaissances à travers publications et cours. Il faut notamment citer le *Guide bleu* consacré à la Pologne, publié en 1939, ouvrage de vulgarisation qui se veut également un concentré synthétique des savoirs acquis sur le pays durant l'entre-deux-guerres dans différents champs : histoire, géographie, littérature, beaux-arts⁷... Dans le domaine universitaire, il faut aussi citer des entreprises ambitieuses comme le Centre d'études polonaises, inauguré en 1935, sous l'égide de l'Académie polonaise des sciences et des lettres, en accord avec le ministère français de l'Éducation nationale, pour « permettre aux jeunes intellectuels français, qui en ont le désir, d'approfondir à Paris même, dans des conditions particulièrement favorables, l'étude des questions polonaises »⁸. La participation des polonophiles français à de telles entreprises est incontestable, qu'ils en soient les initiateurs ou des soutiens avérés. Une telle dynamique se comprend par un contexte tout de même favorable. Mais le 1^{er} septembre 1939, la Seconde Guerre mondiale éclate, inaugurant un contexte nettement moins favorable pour la Pologne et ceux qui, en France, la soutiennent.

Une polonophilie française aux multiples incarnations (1939-années 1960)

Tenter de comprendre la polonophilie française implique de prendre en compte sa capacité d'adaptation à des contextes extrêmement divers. À

⁷ Annie de Montfort, Henri de Montfort, Fortunat Strowski, *Guide bleu : Pologne*, Paris, Hachette, 1939.

⁸ Académie polonaise des sciences et des lettres, *Centre d'études polonaises de Paris. 1945*, 1945, « Académie de Paris, chancellerie de l'Université de Paris : instituts français à l'étranger, relations avec les universités étrangères, prix, bourses et fondations (1843-1965) », AJ/16/6989 « Pologne-Porto Rico-Portugal », Archives nationales.

un entre-deux-guerres marqué par l'apparition de l'acteur officiel polonais et une polonophilie française permise voire soutenue, succèdent, à partir de 1939, des contextes bien moins favorables : la Seconde Guerre mondiale puis la mise en place d'une nouvelle République populaire de Pologne, sous l'égide soviétique.

Pour ce qui est des implications de la Seconde Guerre mondiale, il convient de distinguer trois périodes : une première période allant de septembre 1939 à juin 1940, où, sous le coup de l'émotion, une union se recrée parmi les cercles favorable à la Pologne et parmi les officiels polonais et français ; une deuxième période couvrant les années 1940 à 1944, au cours desquelles la cause polonophile devient un combat clandestin ; une troisième période enfin, à partir du début de l'année 1944, au cours de laquelle le poids des idéologies et les prémices de la rupture Est-Ouest provoquent des conflits entre engagés français. Ces trois périodes marquées par l'union, la clandestinité puis la rupture témoignent du caractère polymorphe de la polonophilie française, qui doit s'adapter aux différents contextes français et polonais. Cette adaptation se fait au prix de novations mais aussi de reprises de modèles anciens. Ce qui est vrai pour l'ensemble de la période étudiée est particulièrement bien illustré par la Seconde Guerre mondiale : chacune des périodes évoquées peut être rattachée à une forme d'engagement précis. La première, qui va jusqu'à juin 1940, se place dans la continuité de l'entre-deux-guerres avec un soutien important des officiels et la structuration efficace de la polonophilie à travers les associations. Celles-ci vont organiser bon nombre d'événements (concerts, expositions, conférences), la plupart du temps pour récolter des fonds pour les soldats polonais présents en France ou pour sensibiliser l'opinion publique française à la cause de la Pologne. On voit même apparaître une « super-structure », regroupant différentes associations, pour venir en aide aux soldats et réfugiés polonais présents en France : *Pro Polonia*. Un tel effort de regroupement est inédit, dicté par les circonstances, mais également hérité du tissu associatif constitué entre 1919 et 1939 et de modèles d'initiatives en faveur des exilés nés au XIX^e siècle. Puis vient la défaite française en mai 1940.

Les polonophiles sont alors jetés dans le trouble d'une période inédite où

s'engager pour la Pologne en France devient une forme de subversion et un combat parfois armé. Il faut d'abord souligner la persistance de certaines dynamiques amorcées en 1939-1940, en particulier l'aide aux réfugiés, pilier incontournable de l'engagement de guerre, mis en œuvre de façon clandestine ou non, selon qu'il s'agisse de la zone libre – jusqu'en 1942 –, ou de la zone occupée. De façon plus surprenante la permanence peut aussi consister à perpétuer des traditions héritées du XIX^e siècle. C'est le cas avec le pèlerinage à Montmorency, dont il a déjà été question. Mais la période 1940-1944 est aussi une période de novations. Défendre un pays vaincu en pays vaincu est un cas de figure nouveau et les engagés polonophiles se retrouvent alors confrontés à différents choix : continuer à manifester leur engagement, y compris de façon clandestine quand le contexte l'impose ; rester engagé sans pour autant manifester celui-ci par des actes ; ou encore l'oublier devant les difficultés de la guerre. Parmi ceux qui continuent à manifester leur engagement certains vont jusqu'à lutter aux côtés de la résistance polonaise en France. C'est le cas d'Annie de Montfort qui mourra à Ravensbrück pour son engagement. C'est, par ailleurs, dans la lutte clandestine que va apparaître un phénomène qui influencera tout l'après-guerre de l'engagement en faveur de la Pologne : l'idéologisation de cet engagement et les clivages qui en découlent.

1944 est un tournant avec l'apparition d'une nouvelle association, de tendance communiste, qui devient le grand acteur associatif polonophile de l'après-guerre : l'Amitié franco-polonaise. Officiellement créée en juin 1944 et cohabitait dans un premier temps avec des groupements et des engagés qui ont une vision différente de la Pologne et de son avenir, elle s'impose dès 1945. La chronologie de la polonophilie correspond à nouveau à la chronologie polonaise. Les jeux d'influence parmi les engagés français se comprennent largement au regard des orientations choisies, en accord ou en opposition avec les positions de Varsovie. Ainsi, si une association comme France-Pologne, qui a pu naître à la faveur de 1939, peut encore avoir en 1944 une activité conséquente, notamment en organisant de nombreux événements, elle est réduite au silence quasi-complet à partir du

moment où la France reconnaît le gouvernement communiste de Varsovie, qui s'appuie sur l'Amitié franco-polonaise, acquise à sa cause. Ce silence s'explique surtout par les moyens limités, qui avaient déjà condamné l'association à une première mort en 1934. Le manque de moyens est aussi à mettre en lien avec la difficulté de bénéficier de soutiens officiels quand on représente une vision alternative de la Pologne aux yeux des autorités polonaises et françaises. L'Amitié franco-polonaise sera elle aussi confrontée à cette problématique quand elle représentera la menace d'un acteur polonais infiltré : entre 1947 et 1954 les relations franco-polonaises sont à nouveau tendues et l'Amitié franco-polonaise est observée avec beaucoup de méfiance côté français.

À partir de 1954 la reprise de contacts officiels entre les États polonais et français semble inaugurer de nouveaux changements pour l'engagement en faveur de la Pologne. Tout d'abord, il faut noter une volonté plus nette, côté polonais, de contrôler les engagés voire de se substituer à eux en prenant en charge des missions qui incombaient jusqu'alors surtout aux acteurs polonophiles présents en France, comme l'impératif de faire connaître la Pologne aux Français. À partir du milieu des années 1950 et au cours des années 1960 l'État polonais s'engage sur ce terrain avec des initiatives comme les « quinzaines polonaises », temps de rencontre uniques entre les Français et la culture polonaise. Il faut également noter, pour la période, la persistance d'une action alternative. Celle-ci est représentée par des engagés français qui ne veulent pas se résoudre à rejoindre les positions de Varsovie, ou du moins se résoudre à ne pas considérer ces positions comme des freins à une collaboration. En cela, la polonophilie reste, dans les années 1950-1960, largement politisée. Il convient d'ailleurs de souligner l'apparition d'un nouvel acteur engagé en France, représenté, lui, par des Polonais exilés : le cercle des éditions *Kultura*. Ce dernier, bien qu'il ne soit pas français, finit d'illustrer le fait majeur de l'engagement pour la Pologne dans la France d'après 1944 : sa politisation et son idéologisation.

Peu traitée dans l'historiographie, la polonophilie française permet

d'apporter un regard neuf sur les relations franco-polonaises au XX^e siècle voire sur le sujet plus large de l'engagement national. Il faut l'appréhender comme un processus complexe, polymorphe et lié aux trajectoires individuelles de ceux qui s'engagent. Pour les années 1910-1960, des recouvrements sont possibles entre les différentes incarnations de l'engagement polonophile français et placent cet engagement dans un entre-deux constant entre tradition et novation, entre retour sur une histoire et adaptation aux impératifs du temps présent. Si cet article revient sur 50 ans d'engagement polonophile, il est aussi une ouverture pour une potentielle étude sur les décennies 1970-1980, marquées par des tournants comme l'émergence de *Solidarność* et la chute du mur de Berlin.

De l'engagement français en Tchécoslovaquie

L'exemple de l'association Jan Hus dans les années 1980

NINON DEROUET

Résumé

Dans les années 1980, pour continuer à faire vivre une université libre malgré la censure que les autorités tchécoslovaques imposent, des intellectuels tchèques dispensent des leçons de philosophie privées dans leurs appartements. Alertés par leur situation, quelques Français fondent l'association Jan Hus en 1981 afin de les soutenir. Ainsi, ils se rendent régulièrement en Tchécoslovaquie pour participer aux séminaires, mais aussi pour soutenir matériellement leurs collègues. Cet article vise à éclairer l'engagement de ces Français pour une cause à l'époque méconnue.

Mots-clefs : Tchécoslovaquie – France – Association Jan Hus – Engagement – Intellectuels.

Abstract

On the French Commitment in Czechoslovakia: The Case of Jan Hus Association in the 1980s

To keep a free university alive despite the censorship imposed by the Czechoslovak authorities, some Czech intellectuals give private philosophy seminar in their own apartments. Warned by their situation, a few French people create the Jan Hus Association in 1981 in order to support them. Thus they regularly travel to Czechoslovakia to participate in the lectures, but also to provide material support to their colleagues. This article aims to shed light on the commitment of these French people to a cause that was not well-known at the time.

Keywords: Czechoslovakia – France – Jan Hus Association – Commitment – Intellectuals.

Malgré les tumultes mondiaux de la seconde moitié du xx^e siècle, les relations franco-tchécoslovaques sont maintenues tant bien que mal¹. Alors

¹ Le présent article est issu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction d'Antoine Marès, « Entre structures officielles et clandestines. Les relations franco-tchécoslovaques de 1977 à 1989 », soutenu en juin 2019 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

que les liens sont quasiment gelés pendant les années 1950, la libéralisation progressive entamée lors de la décennie suivante en Tchécoslovaquie permet une ouverture vers l'Ouest, vite refermée après août 1968 du fait de l'invasion des armées du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, qui met violemment un terme au Printemps de Prague. « Normalisé », le pays se replie sur lui-même, happé par la puissance moscovite, ne présentant plus qu'un gouvernement de bureaucrates anonymes et une société apparemment passive². Les tentatives de dialogue entre la France et la Tchécoslovaquie, lorsqu'elles ne sont pas nulles, demeurent vaines. Les initiatives de détente entamées dans les années 1970, avec notamment la signature de l'Acte final d'Helsinki entre pays européens des deux blocs³, semblent pouvoir apaiser les tensions. Pourtant, les droits et libertés continuent d'être bafoués par les autorités tchécoslovaques, malgré les clauses de la troisième corbeille de l'Acte final relatives au respect des droits de l'Homme. La répression contre les opposants au pouvoir – ceux que l'on appelle dissidents – ne cesse pas, voire se durcit.

Alors que les gouvernements français et tchécoslovaque tentent, au cours des années 1980, de redonner un aspect diplomatique et rationnel à leurs relations avec des visites ministérielles régulières, des membres de la « société civile » fondent des réseaux de relations informelles afin de soutenir, parallèlement aux liens politiques, des relations bilatérales intellectuelles, culturelles et universitaires. C'est précisément l'objectif de l'association Jan Hus (AJH), au sein de laquelle des Français se réunissent afin de soutenir leurs collègues enseignants, mais aussi des étudiants tchèques⁴, à qui l'on a retiré ou refusé l'entrée à l'université du fait de leurs

² Václav Havel décrit cette situation dans ses *Essais politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1994. Voir notamment sa « Lettre ouverte à Gustáv Husák » et « Le pouvoir des sans-pouvoirs. »

³ À l'exception de l'Albanie, et avec l'Union soviétique, les États-Unis et le Canada.

⁴ Dans ce présent travail, nous préférons qualifier de « Tchèques » les interlocuteurs des Français, puisque l'AJH n'a réussi que plus tard à créer des liens forts et réguliers avec les Slovaques.

opinions personnelles ou des engagements de leurs proches. Ainsi, quelques anciens professeurs tchèques relégués au ban de la société continuent d'enseigner chez eux, dans un cadre privé, mais jugé illégal par les autorités. En 1978, l'un de ces enseignants, Julius Tomin, décide d'inviter des collègues occidentaux à ses séminaires philosophiques. C'est en réponse à cette invitation que l'association se crée en 1981. Ainsi, malgré des moyens financiers et matériels limités, les Français de l'AJH organisent régulièrement des voyages en Tchécoslovaquie, en moyenne huit voyages à l'année, à Prague mais aussi à Brno à partir de 1985, afin de participer à ces séminaires privés, mais aussi de procurer une aide financière et matérielle à leurs collègues. Mission complexe : en allant soutenir des individus dont les activités sont jugées illégales par le pouvoir en place, leur engagement en Tchécoslovaquie devient lui aussi illégal. Les missionnaires sont alors soumis aux surveillances et tracas policiers que les Tchèques vivent au quotidien, pouvant aller de quelques filatures ou contrôles d'identité, à des fouilles, saisies de biens, voire emprisonnement⁵.

Qui sont ces Français qui s'engagent dans l'AJH ?

Il paraît important d'analyser les particularités des individus composant l'Association, sans toutefois considérer les sensibilités politiques de chacun comme déterminantes. En effet, même si « le gros de l'Association est à gauche », selon le témoignage de Nathalie Roussarie, secrétaire de l'AJH à partir de 1983, caractériser les membres selon des critères idéologiques n'aurait que peu de sens pour expliquer un soutien à des Tchèques revendiquant un combat en faveur des libertés et droits humains, combat dès lors civique avant d'être politique.

Il est donc plus important de souligner la particularité de cette Association, laquelle est composée d'une majorité d'intellectuels de renom, surtout des philosophes, ou relevant des sciences humaines et sociales, avec quelques

⁵ En effet, un épisode fameux dans la vie de l'Association concerne l'arrestation et l'emprisonnement de Jacques Derrida, en décembre 1981.

littéraires : parmi eux, le président de l'AJH Jean-Pierre Vernant, le vice-président Jacques Derrida, ou encore Paul Ricœur et André Glucksmann, à titre de membres permanents. Ce point particulier permet à l'AJH d'être reconnue et d'avoir des contacts importants pour obtenir un soutien politique, par exemple lorsque Jacques Derrida, arrêté par les autorités tchèques lors de son séjour en 1981, est libéré de prison après intervention du gouvernement français, ainsi qu'un soutien financier, notamment grâce aux contacts avec le financier hongrois George Soros qui finance l'AJH de manière annuelle à partir de 1984. Ces soutiens, discrets mais efficaces, permettent à l'Association de subsister alors que toute médiatisation de ses activités demeure proscrite. En effet, s'ils sont trop bavards, les Français peuvent menacer le déroulement des voyages, peuvent se menacer eux-mêmes, mais peuvent aussi et surtout mettre les Tchèques en danger. Le fait que l'association soit composée de grands intellectuels procure aussi une certaine protection aux Français lors de leurs déplacements puisque, comme l'écrit le philosophe Étienne Balibar, « il est d'autant plus difficile au gouvernement tchèque, dans l'état actuel des choses, de perturber [leurs] visites qu'elles sont le fait d'intellectuels connus⁶ ». En effet, des démarches contre ces *missionnaires* pourraient avoir d'importantes retombées négatives sur les relations diplomatiques entre les deux pays, alors que ceux-ci tentent de les rééquilibrer.

Aux débuts de l'AJH, cette aura intellectuelle n'est pas un avantage aux yeux de Paul Ricœur, qui fait part de son inquiétude à Catherine Audard, alors secrétaire de l'association : « Très lucide sur la façon dont l'intelligentsia parisienne fonctionne ⁷ », il se méfie beaucoup des comportements des membres de l'AJH et craint des débordements publics concernant les actions qui doivent pourtant impérativement rester discrètes.

⁶ Archives de l'association Jan Hus (AAJH), carton 3 (comptes rendus), dossier 2 (1984).

⁷ Propos recueillis lors de l'entretien avec Catherine Audard et Alan Montefiore, le 6 décembre 2018.

Il a finalement et heureusement tort, car mis à part un incident du côté français⁸, l'égocentrisme intellectuel parisien est mis de côté.

D'autant que même si elle est majoritaire, la présence de ces grands intellectuels n'est pas exclusive dans la composition de l'AJH. D'autres membres, plus anonymes mais non moins actifs et légitimes, prennent part à l'association. Le prestige du statut n'est aucunement proportionnel aux responsabilités et à l'importance des membres, et Nathalie Roussarie, aujourd'hui qualifiée de « personne ressource, cheville ouvrière ⁹ » de l'association, en est le plus parfait exemple. Documentaliste au lycée Marie Curie de Sceaux, c'est elle qui remplace Catherine Audard au poste de secrétaire à partir de septembre 1983.

Pourquoi un tel engagement ?

L'engagement des Français au sein de l'Association exige du temps, de l'argent, et inclut aussi des prises de risques. Comprendre cette prise de risque invite à interroger les causes qui poussent des Français à soutenir ces universitaires tchèques.

À l'échelle du groupe, les affinités des membres à l'égard de la Tchécoslovaquie sont loin d'être systématiques ¹⁰. Si les Tchèques rencontrés dans le cadre de l'AJH sont en grande majorité francophiles et/ou

⁸ AAJH, carton 1bis (fonctionnement, 1980-1991), dossier 3 (1985, assemblée générale, réunion de bureau, rapports d'activités), chemise 2 (rapports d'activités), rapport d'activité du troisième trimestre 1984 jusqu'à février 1985 : « Jeannette Colombel a fait paraître un article dans *Libération*. Elle nous avait demandé notre avis, et Vernant et moi-même (en juin 1984) avons corrigé certains points et lui avons demandé d'éviter tout détail, ce qu'elle n'a pas observé... Nous pensons que cet article (sorti au moment du retour à Prague de Jiří Pechar) était faux dans son esprit et inutilement narcissique. Nous avons jugé cet incident regrettable. Bien sûr, afin d'éviter des complications, nous n'en avons rien dit à l'intéressée... ».

⁹ Propos recueillis lors de l'entretien avec Stanislas Pierret, le 26 janvier 2019.

¹⁰ À notre connaissance, Jacques Derrida est le seul à avoir eu de la famille tchèque : en effet, sa femme, du côté maternel, était tchèque.

francophones, très peu de Français portent un intérêt particulier à cette zone géographique et culturelle. Pourquoi alors s'engager pour ce petit pays, ce « pays lointain dont personne ne [sait] rien¹¹ » ?

Derrière ces relations à visée universitaire se dissimule bien entendu un combat pour défendre les droits de l'Homme, unanimement soutenu par tous les *missionnaires*, sans que chacun ne soit alors particulièrement attaché à l'Europe centrale ou à la Tchécoslovaquie. Ainsi, par exemple, Nathalie Roussarie reconnaît que, dans les années 1980, elle aurait tout aussi bien pu s'engager pour la cause chilienne qui l'interpellait d'ailleurs à l'époque davantage.

Aussi, comme l'historien Ilios Yannakakis le souligne, « l'intelligentsia [française] se sent plus proche de la "Pologne ouvrière" que de "Prague l'intellectuelle"¹² ». Selon Catherine Audard, c'est donc parce que beaucoup d'initiatives sont lancées pour soutenir la Pologne soumise à l'état de guerre à partir de décembre 1981 que certains Français s'engagent pour une cause alors plus délaissée.

Enfin, c'est également un fort sentiment de culpabilité et de regrets vis-à-vis d'engagements communistes passés ou d'événements historiques ignorés qui pousse les membres à adhérer. Souvent, la « honte de la paix¹³ » munichoise de 1938 ou les intérêts trop vite mis de côté concernant la mise à mort du Printemps de Prague en 1968 sont évoqués. Prendre part à l'AJH permet alors de réfléchir à ces anciens comportements, de « réparer » ce qui peut désormais être considéré avec plus de distance et de sens critique. En 1986, l'anthropologue Emmanuel Terray rapporte :

« Je me suis rendu à Prague pour plusieurs raisons : d'abord parce que j'adhérais aux objectifs de l'AJH ; aussi, plus confusément, parce que j'ai porté autrefois sur le Printemps de Prague des jugements dont

¹¹ Milan Hauner, « Edvard Beneš et Munich », in Antoine Marès, *La Tchécoslovaquie sismographe de l'Europe*, Paris, Institut d'études slaves, 1989, p. 73.

¹² Ilios Yannakakis, « Fragments de souvenirs », in *Une histoire de l'Institut français de Prague (4^e partie)*, Prague, Les Cahiers de la Štěpánská, 1993, p. 12.

¹³ Hauner Milan, « Edvard Beneš et Munich », art. cit., p. 75.

je ne me sens pas autrement fier aujourd'hui, de sorte que, de façon un peu absurde, mon voyage avait pour moi le sens d'une "réparation"¹⁴. »

Les apports d'un tel engagement

En parallèle à l'indéniable soutien qu'apporte l'AJH aux Tchèques, participer à cette Association est vécu comme un enrichissement par les Français qui découvrent ou redécouvrent cette autre Europe oubliée.

Découvertes et redécouvertes

Finalement peu avertis de l'expérience quotidienne des individus vivant de l'autre côté du Mur, les Français découvrent par eux-mêmes les conditions de vie en Tchécoslovaquie¹⁵. Une majorité de voyageurs souligne un quotidien qui ne paraît pas « spectaculairement dramatique¹⁶ » : les boutiques sont « très bien achalandées¹⁷ », les gens paraissent « plutôt grands, forts, bien nourris et correctement vêtus¹⁸ », il n'y a guère de files d'attente dans les magasins d'alimentation¹⁹. Les riches échanges avec leurs collègues et amis leur rappellent toutefois de ne pas se fier à cette société qui ne « [crie] pas comme la terrible misère africaine²⁰ ». Il faut alors tenter de percevoir

¹⁴ AAJH, carton 3, dossier 4 (1986), rapport d'Emmanuel Terray.

¹⁵ Ils font d'ailleurs l'expérience des ennuis quotidiens vécus par les dissidents, avec les contrôles, filatures, arrestations, etc.

¹⁶ AAJH, carton 3 (comptes rendus), dossier 1 (1983), rapport de Jacques et Hélène Brunschwig.

¹⁷ AAJH, carton 3 (comptes rendus), dossier 2 (1984), rapport de Jean-Claude Schmitt.

¹⁸ *Ibid.*, rapport de Jean-Luc Petit.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ André Glucksmann, « Devant le bien et le mal », *L'Esprit post-totalitaire*, Paris, Grasset, 1986, p. 9.

« l'ambiguïté du calme social²¹ », tenter de percevoir cette violence que l'écrivain philosophe Milan Simečka qualifie de violence « civilisée²² ».

S'engager au sein de l'AJH permet aussi de renouer des relations entre deux pays autrefois proches. « Prague fut jadis une capitale continentale, deux étapes de Tour de France seulement nous en séparent et cinq minutes de missile. Pourquoi doubler le rideau de fer des insonorisations de notre ignorance volontaire²³ ? », interroge André Glucksmann. Alors que le contexte géopolitique force Tchèques et Français à se tourner le dos, l'AJH, sous des prétextes civiques et universitaires, leur permet de se « connaître à nouveau²⁴ », prouvant que les frontières ne sont finalement qu'entre États, qu'entre zones géostratégiques ; l'individu, lui, est capable d'y rester indifférent, autonome, et surtout libre.

Réflexions sur le statut d'intellectuel

Les voyages de ces intellectuels français dans un pays soumis à la censure les confrontent à l'existential dilemme de l'intelligentsia : n'écrit-on pas mieux sous la contrainte ? Dans les années 1980, l'influence des intellectuels décline en France. Derrière la peine, la compassion et l'admiration que suscitent ces intellectuels tchèques se battant pour leurs idées et valeurs, n'y a-t-il pas un soupçon d'envie devant l'important rôle que la situation leur impose, rôle tenu par l'intelligentsia française lors d'une époque désormais révolue ? « Et à son retour, [l'intellectuel] porte souvent un regard dédaigneux sur le monde terre à terre de notre culture occidentale, où les idées abondent comme dans un hypermarché, mais où personne ne risque quoi que ce soit pour aucune d'entre elles ; un monde où les intellectuels ne

²¹ Citation de Václav Havel dans Jacques Rupnik, *L'autre Europe : crise et fin du communisme*, Paris, Jacob, 1993, p. 327.

²² Jacques Rupnik, « Milan Šimečka. Le rétablissement de l'ordre ; Vladimir Kusin. From Dubček to Charter 77 », *Politique étrangère*, 45, 1980, p. 548-549.

²³ André Glucksmann, « Devant le bien... », art. cit., p. 40.

²⁴ AAJH, dossier 6 (1988), « Secouer le fardeau de la peur », complément au rapport de voyage de Jean-Claude Eslin.

comptent pas²⁵ », écrit l'historien Timothy Garton Ash. Revenant de son voyage en juin 1987, Nelly Cavallero met presque en garde ses interlocuteurs tchèques concernant « l'après » : « La perestroïka, innocente ou rusée, fera fondre la répression, et les intellectuels vont patauger dans un élément que nous connaissons bien : la boue. On se prend à espérer qu'un dieu les préservera de la boue apportée par le flot agonistique des marchandises²⁶ ».

Réflexions sur le système occidental

De cet engagement, il est enfin intéressant de constater quelles leçons peuvent tirer les Français vivant dans un système proposant libertés intellectuelles et ressources matérielles constantes. En 1986, la philosophe Jeannette Colombel remarque : « Prague permet un décentrement pour penser nos propres problèmes²⁷ ». Les conditions du post-totalitarisme tchécoslovaque ne font pas dire en hâte aux Français que le système politique occidental est la solution, ce qui atteste une certaine ouverture d'esprit réfléchi. En effet, grâce aux discussions avec des intellectuels opprimés et réprimés, grâce à cette expérience directe, ils trouvent la sagesse de tirer une leçon non pas pour grandir leur système mais pour faire évoluer les réflexions qu'ils lui portent. Ils se rendent compte qu'« à moins d'être sourds, c'est autre chose qu'une imitation de ce que nous avons [en France] que [les Tchèques] veulent faire²⁸ ». Le système contre lequel s'élèvent les Tchèques n'est-il pas « l'image caricaturale de la vie moderne en général²⁹ », comme le souligne Václav Havel ? Et Bernard Fabre de conclure :

²⁵ Timothy Garton Ash, *La Chaudière : Europe centrale, 1980-1990*, Paris, Gallimard, 1990, p. 126.

²⁶ AAJH, carton 3 (comptes rendus), dossier 5 (1987), rapport de Nelly Cavallero.

²⁷ AAJH, dossier 4 (1986), rapport de Jeannette Colombel.

²⁸ AAJH, dossier 6 (1988), rapport de Bernard Fabre.

²⁹ Václav Havel, *Essais politiques*, *op. cit.*, p. 235 : « Bref, les systèmes totalitaires ne sont pas seulement des voisins dangereux, moins encore une quelconque avant-garde du progrès mondial. Malheureusement, bien au contraire, ils sont

« Nous avons intérêt à de grands changements politiques à l'Est. Et peut-être aussi à l'Ouest ? [...] Seuls, nous ne sommes pas grand-chose, et s'il y a une politique à construire, c'est notamment avec les oppositionnels tchèques que cela se fera. Mais pas seulement pour eux ; pour nous également. Ce qu'ils n'ont pas, nous croyons peut-être l'avoir, nous ne l'avons pas non plus. Et quand nous sommes ensemble, cela prend forme. C'est quelque chose de neuf. Et de très ancien³⁰. »

On aurait pu penser que la réunification de l'Europe après 1989 allait mettre un terme à l'engagement de ces Français en Tchécoslovaquie, mais cela n'a pas été le cas. En effet, beaucoup ont continué à s'investir dans les activités de l'AJH après la chute du Mur, quand d'autres ont continué à s'engager plus largement pour l'Europe centrale et orientale, notamment dans le contexte des guerres en Yougoslavie. Xavier Galmiche, en lien avec l'AJH à partir de 1986, aujourd'hui spécialiste de littérature tchèque, explique qu'il a intégré dans les années 1990 le Comité Kosovo. « Je trouve qu'il y a une certaine continuité de l'intérêt. Ce n'est pas tout à fait le même Est et ce n'est pas tout à fait le même combat, mais pour moi ça faisait sens³¹ », conclut-il.

l'avant-garde de la crise globale de cette civilisation [...]. Ils sont un portrait prospectif possible du monde occidental. »

³⁰ AAJH, carton 3, dossier 6 (1988), rapport de Bernard Fabre.

³¹ Propos recueillis lors de l'entretien avec Xavier Galmiche, le 20 décembre 2018.

L'artiste équatorien (1925-1963)

Rencontres, destinations, circulations et expériences artistiques

RAFAELA VILLACRES MORALES

Résumé

L'analyse se concentre sur la figure de l'artiste au-delà de son rôle créatif et artistique. Il cherche à comprendre en quoi l'artiste participe activement aux débats contemporains et quelles décisions il prend. À travers l'étude de plusieurs exemples d'artistes équatoriens, on entend reconstituer les flux, les réseaux et les échanges produits lors des voyages à l'étranger notamment aux États-Unis et en Europe. On cherche ainsi à comprendre l'importance et les effets de ces circulations à l'échelle nationale et individuelle.

Mots-clés : Indigénisme – Artiste – Équateur – Circulations – Hybridation.

Abstract

The Ecuadorian artist (1925-1963). Encounters, destinations, circulations and artistic experiences

The analysis focuses on the artist's figure beyond his creative and artistic role. It tries to understand how he actively participates in the contemporary debates and what kind of decisions he makes. Through the study of several specific cases of Ecuadorian artists, we try to reconstruct networks and exchanges produced during trips abroad, especially in the United States and Europe. The aim/goal is to understand the importance and impact of these circulations at the national and individual levels.

Keywords : *Indigenism – Artist – Equador – Circulation – Hybridization.*

Au début du xx^e siècle, l'Équateur connaît une série de débats sociaux en grande partie accentués par une crise économique et politique nationale et internationale¹. Un certain nombre de ces questionnements portent sur la

¹ Le présent article est un compte rendu du mémoire réalisé en Master 2 « Patrimoine et musées », sous la direction d'Annick Lempérière, « Art, réseaux et pouvoirs. Être artiste équatorien (1925-1963) », soutenu en septembre 2019 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

notion d'identité, tant nationale qu'individuelle. Ils émergent quand le modèle d'État-nation de référence est en crise et de nouvelles bases de la cohésion sociale doivent être définies. Ainsi, pendant les années 1930 et dans un contexte d'agitation populaire, on constate l'apparition de mouvements sociaux et surtout de mouvements indigènes qui revendiquent pour la première fois leurs droits.

Avec la révolution mexicaine depuis 1910, et à travers les échanges continentaux successifs, le mouvement indigéniste connaît un grand essor notamment dans la région andine où une bonne partie de la population amérindienne subit une discrimination constante. Dans ce contexte, les artistes ne sont pas étrangers aux changements sociaux et aux polémiques, notamment sur ce que l'on a longtemps désigné comme la « question indigène ». Et en ce qui concerne les arts, un indigénisme pictural émerge également. Celui-ci tente de redonner de la dignité à cette population en esthétisant les corps de la population amérindienne. Ces derniers sont par exemple inclus comme sujets et non plus comme objets anthropologiques au sein des représentations graphiques. Les artistes s'efforcent ainsi de représenter leur richesse identitaire, comme le remarque l'historienne de l'art Trinidad Pérez. En Équateur, l'un des premiers artistes à concevoir ainsi la figure amérindienne est Camilo Egas. Sur ses toiles, les figures d'hommes et femmes amérindiens acquièrent vitalité et solennité à travers leurs postures et les couleurs vives². Parallèlement, un autre indigénisme plus politisé et engagé dépeint une vision tragique et dénonce la situation précaire de cette population. Le meilleur représentant de cette tendance est l'artiste Eduardo Kingman qui, à travers un expressionnisme pictural, des sujets émouvants, des mains géométriques, rudes, rugueuses et grandes, exprime la douleur et la souffrance associées aux travaux agricoles.

² Trinidad Pérez, « Raza y modernidad en *las floristas* y *San Juanito* de Camilo Egas », in Ximena Sosa-Buchholz, William F. Waters (dir.), *Estudios ecuatorianos : un aporte a la discusión, ponencias escogidas del II Encuentro de la Sección de estudios ecuatorianos de LASA Quito 2004*, Quito, Abya-Yala, 2006, p. 155-166.

Néanmoins, comme le constate Damian Bayón, à partir des années 1940 les échanges culturels internationaux se multiplient et cela ouvre aussi l'esprit des artistes qui ne se perçoivent plus exclusivement comme susceptibles de changer la société par leur engagement. Ainsi, les possibilités d'affirmation nationale étant épuisées, ils se tournent désormais vers des mouvements plastiques internationaux, notamment l'abstraction, qui leur permettent de trouver une signification au-delà de la réalité³.

C'est pourquoi pendant ces années, le nombre d'artistes équatoriens qui partent à l'étranger augmente. Les raisons qui expliquent le voyage de l'artiste sont le désir de reconnaissance et l'intention de sortir du contexte national épuisé par l'indigénisme. Pour Marta Traba, ils réussissent ainsi à s'éloigner des « nationalismes folkloriques, réalistes, indigénismes, nativismes et mexicanismes [équatorianismes] socialisants de la génération précédente⁴ ».

Les motivations sont plus diverses que durant les décennies antérieures. Bien sûr le voyage pour la formation dans les écoles ou les académies européennes demeure. On peut ainsi évoquer le cas de América Salazar qui se forme à l'Académie San Fernando en Espagne, José Enrique Guerrero à l'académie Julien et Manuel Rendón Seminario à l'Académie de la Grande Chaumière en France. Mais de nouvelles motivations émergent. Désormais, partir leur offre la possibilité d'expérimenter des perspectives plastiques plus larges.

De plus, on constate que ce flux d'artistes vers les métropoles artistiques à la mode est en partie encouragé par la possibilité de participer à des expositions internationales. Celles-ci peuvent être officielles et sponsorisées par le gouvernement comme à la *New York World's Fair of Tomorrow*, en 1939. Mais des expositions personnelles prennent aussi place dans les

³ Damián Bayón, *América Latina en sus artes*, Mexico, Siglo veintiuno, 1974, p. 38-39.

⁴ Marta Traba, *Dos décadas vulnerables en las artes plásticas latinoamericanas, 1950-1970*, Mexico, Siglo veintiuno, 1973.

métropoles artistiques. C'est le cas de Atahualpa Villacrés, dont les peintures sont exposées à la *Lock and Baer Gallery* à New York en 1948 ou à la *Galerie Cardo* à Paris en 1950. En effet, ces manifestations se déroulent à un moment où les deux métropoles artistiques, Paris et New York, sont en concurrence. New York, est devenue la capitale de l'art occidental et pour rivaliser, la France entreprend de promouvoir l'art contemporain soit à l'extérieur de ses frontières étrangères soit en accueillant des artistes étrangers⁵.

En contrepartie, pour les artistes, ces voyages constituent des expériences très variées. Leurs activités ne se réduisent pas simplement aux recherches plastiques mais se diversifient. Ainsi, les artistes deviennent professeurs, comme Camilo Egas qui enseigne à la *New School for Social Research*. Il y rencontre le jeune Eduardo Solá Franco et devient son professeur. D'autres artistes sont délégués culturels et représentants du gouvernement, comme Atahualpa Villacrés (1946), Eduardo Solá Franco (1951) et Oswaldo Guayasamín (1953). Ce statut leur octroie, en outre, la possibilité de voyager avec un passeport diplomatique.

Cette fonction officielle leur permet de former un réseau important, avec notamment des diplomates équatoriens comme Julio Tobar Donoso, Gonzalo Zaldumbide ou Gonzalo Escudero. L'ambassade d'un petit État dans des pays où la communauté équatorienne reste restreinte, permet des liens plus directs voire amicaux au sein du corps diplomatique, en particulier avec les consuls présents lors des expositions dans les galeries ou à l'ambassade. Ils sont parfois eux-mêmes des artistes comme c'est le cas de Alberto Coloma Silva. L'ambassade effectue notamment des comptes rendus d'expositions, où elle inclut souvent un bref résumé des critiques, ce qui constitue un témoignage précieux sur la réception de ces artistes équatoriens à l'étranger.

⁵ Laetitia Hanin, « Compte rendu de Tiphaine Larroque, Claire Le Thomas, Michel Demange (dir.), *Le carnet de voyage : permanence, transformations, légitimation* », in *Viatica* [en ligne], n° 5, 2018 (consulté le 21/03/2018), [<http://revues-msh.uca.fr/viatica/index.php?id=992>].

Ce réseau n'est cependant pas comparable au réseau professionnel que l'artiste se construit lui-même ; ainsi par exemple, Araceli Gilbert est directement en contact avec Jean Dewasne⁶ et Amadée Ozenfrant⁷ avec qui elle a entretenu des liens amicaux et professionnels dans son atelier.

Par ailleurs, certains artistes qui partent à l'étranger effectuent des comptes rendus des événements ayant lieu dans les métropoles artistiques, contribuant ainsi aux débats plastiques et esthétiques en Équateur, car ils diffusent les débats internationaux dans le pays à travers des revues culturelles ou des journaux nationaux.

Être à l'étranger leur permet de prendre du recul et d'avoir une vision cosmopolite qui néanmoins garde les traces des questionnements nationaux ; il se produit ainsi une hybridation. Selon Nestor García Canclini, les paysages ou les personnages plus « autochtones » créés par les artistes latino-américains ne sont pas conçus dans leurs villes ou pays d'origine, ni même en Amérique Latine, mais souvent en Europe. Ainsi, leur lieu d'enfance et leur nouveau lieu de résidence produisent des espaces et des personnages nés d'un croisement⁸. On retrouve également cette hybridation au plan esthétique et plastique, l'artiste appliquant une technique apprise lors de sa formation en Europe pour traiter des sujets latino-américains⁹. Cela démontre en outre que la conception et la perception des œuvres dépendent fortement de leur environnement.

Le voyage à l'étranger offre à l'artiste une opportunité de liberté et de renouvellement des stratégies de création face aux modèles déjà établis dans le pays d'origine. En Équateur, ces modèles préétablis sont accaparés

⁶ Peintre et sculpteur français (1921-1999), considéré comme l'un des fondateurs de l'abstraction constructive.

⁷ Peintre français (1886-1966), ses recherches plastiques sont centrées sur le cubisme et le purisme.

⁸ Néstor García Canclini, *Culturas híbridadas. Estrategias para entrar y salir de la modernidad*, México, Grijalbo, 1990.

⁹ Harper Montgomery, *The Mobility of Modernism: Art and Criticism in 1920's Latin America*, Austin, University of Texas Press, 2017.

et défendus par une institution culturelle monopolisante : la *Casa de la Cultura Ecuatoriana*, sous la direction de Benjamín Carrión. Depuis sa création en 1944, cette institution tente de forger une « culture officielle » basée sur un discours nationaliste renforcé par un contexte d'après-guerre contre le Pérou (1941-1942) et par un sentiment de défaite et de « patrie mutilée¹⁰ ». Elle noue ainsi des liens clientélistes avec les artistes socialistes engagés, tandis qu'elle ne soutient pas les autres artistes. Deux cas particuliers méritent d'être examinés.

Le premier concerne Eduardo Solá Franco. Cet artiste « excentrique », selon beaucoup de ses contemporains, a une vision très subjective du monde qui est reproduite dans ses carnets de voyage. Les recherches esthétiques de Solá Franco sont totalement différentes de celles des mouvements contemporains, car il reste éclectique, divers et original¹¹. Son projet créatif se veut « rétrograde et clairvoyant » selon l'historien de l'art Rodolfo Kronfle¹². Il réinterprète de façon libre les notions de tradition et de modernité. C'est un artiste polyvalent, qui affirme aussi ses talents dans le théâtre, le ballet, le cinéma, le *design* et la mode. Par exemple, il travaille pour la revue *Vogue* et pour Walt Disney dans *Fantasia*, lors de ses divers séjours à New York dans les années 1940. Ses œuvres sont critiquées quand il les présente en Équateur, parce que sa production cosmopolite et d'inspirations diverses ne coïncide pas avec le paradigme indigéniste bien enraciné. La critique nationale méprise donc son œuvre qu'elle considère comme débordante « de snobisme, d'élégance exacerbée, et d'extravagances versaillaises¹³ ».

¹⁰ Anne-Claudine Morel, « Las “políticas culturales” en la Casa de la Cultura Ecuatoriana entre 1944 y 1957: desavenencia o armonía Benjamín Carrión y Pío Jaramillo Alvarado », *Ecuador debate*, n° 81, décembre 2010, p. 75-92.

¹¹ Rodolfo Kronfle, « La recuperación de Eduardo Solá Franco : el más contemporáneo de los modernos », *Index, revista de arte contemporáneo*, n° 5, juin 2018, p. 38-53.

¹² Rodolfo Kronfle, *Eduardo Solá Franco: El Impulso autobiográfico*, Cuenca, Fundación Municipal Bienal de Cuenca, 2016, p. 114.

¹³ *Ibid.*

Néanmoins, il demeure toujours franc et critique face aux diverses institutions artistiques et au système culturel. Il est par exemple fermement opposé à la *Casa de la Cultura Ecuatoriana* (CCE) qu'il considère comme un « lieu de perdition géré par les communistes¹⁴ ». Peut-être est-ce l'une des raisons pour lesquelles son œuvre fut souvent rejetée dans le pays.

L'autre cas concerne un artiste dont généralement le nom n'est que superficiellement évoqué dans les ouvrages d'histoire de l'art, et sur qui aucune étude n'a été réalisée jusqu'à présent : Atahualpa Villacrés. Cet artiste a participé au pavillon de l'Équateur à l'Exposition Universelle de New York en 1939 et en 1940. Cette expérience lui a permis de séjourner quelques années à New York, ville où il avait acquis une certaine renommée. Toutefois, des choix personnels l'ont conduit à s'installer à Paris, où son admiration pour les impressionnistes devient une source d'inspiration pour peindre des paysages urbains et des vues de la ville. La critique reste positive à son égard ; néanmoins, le développement de son art dans un centre artistique mondial où la concurrence est énorme, et une mort prématurée, empêche l'aboutissement de ses quêtes esthétiques et plastiques.

Ces deux cas nous permettent de comprendre à quel point le cheminement artistique est divers, tout en gardant certains points communs. C'est pourquoi il est encore aujourd'hui difficile pour nous de rendre pleinement compte de cette multiplicité d'expériences et de personnalités sous le terme générique d'« artistes équatoriens », que malgré tout nous utilisons encore pour des questions de convenance.

Notre étude s'efforce de questionner la figure de l'artiste et son rôle. Il est intéressant d'analyser la diversité de créateurs surtout dans une période de bouleversements politiques, économiques et sociaux. Il nous a semblé important de centrer la recherche autour de la vie et de l'attitude de l'artiste face aux débats du moment.

¹⁴ Eduardo Solá Franco, *My book of pleasures, 1941-1945* (manuscrit), BNF, p. 311.

On a pu observer que si chaque artiste étudié demeure un exemple particulier, néanmoins quelques actions et décisions sont communes. Par exemple, le fait qu'il y ait deux tendances plastiques antithétiques présentes simultanément en Équateur, l'une autour d'un indigénisme continental et l'autre autour des courants plastiques internationaux moins ancrés dans le réel. De plus, il est fréquent que des motivations personnelles semblables et des situations proches encouragent les artistes à voyager et sortir du contexte national. Dès lors, la question du voyage est incontournable pour expliquer une partie de ces flux et de ces migrations. On a ainsi constaté que les principales destinations des artistes sont Paris et New York, deux métropoles artistiques à la mode qui attirent les jeunes artistes rêvant d'accéder au succès et à la renommée. Pourtant, elles ne sont pas les seules destinations, le plus souvent d'autres villes européennes figurent dans leur itinéraire. La question du voyage permet aussi de comprendre certains enjeux liés à la position de l'artiste tant dans son pays d'origine que dans les pays d'accueil ; il s'agit d'un champ d'étude qui reste largement à explorer.

« La Bolivar-mania »

Pénétration culturelle et appropriation française
d'une figure de l'émancipation hispano-américaine
dans la société de Louis XVIII

QUENTIN REVILLOT

Résumé

Alors que la France est depuis 1815 une monarchie bourbonnienne, l'opposition libérale se saisit de la guerre d'indépendance hispano-américaine. Guerre de libération, elle est appropriée par les libéraux et la société bourgeoise parisienne qui y voient un lien avec la situation française. Simon Bolivar, devenu président du Venezuela en 1819, fit l'objet d'une attention toute particulière : une « Bolivar-mania » qui laissa son empreinte dans les mémoires.

Mots-clés : Bolivar – France – Libéralisme – Culture – Mode.

Abstract

The « Bolivar-mania ».

Cultural Penetration and French Appropriation of a Hispanic-American Figure of Emancipation in the Society of Louis XVIII

In the French bourbon monarchy reinstalled in 1815, liberal opposition used the hispanic-american war of independance for its political agenda. Simon Bolivar, leader of the independantists, became the symbol of emancipation and liberalism both in South America and France. Restoration France was the scene of a cultural and political phenomenon: the « Bolivar-mania » which occured in 1819.

Keywords: Bolivar – France – Liberalism – Culture – Fashion.

Le 17 décembre 1830 s'éteignit Simon José Antonio de la Santísima Trinidad Bolívar y Palacio, plus connu dans l'histoire sous le nom de Simon Bolivar, *Libertador* de la Colombie. C'est le 21 février 1831 que la nouvelle se répandit à Paris¹ : on trouve dans la plupart des journaux une brève à ce

¹ Cet article est issu du mémoire de Master 2 « Bolivar et les Français, les Français et Bolivar », réalisé sous la direction d'Annick Lempérière et soutenu en 2019 à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne.

sujet. « La liberté meurt en Amérique pour renaître en Europe² » lit-on dans *le Figaro*. *Le Journal du Commerce* écrivit en deuxième page : « Un grand homme, un homme que ses ennemis même étaient forcés d'estimer, Bolivar vient de mourir³ ». Plus disert, *La Quotidienne* imprima ces mots : « Bolivar meurt dans la force de l'âge, à 47 ans, dépopularisé, pauvre, après avoir sacrifié à la révolution un patrimoine considérable. Dans d'autres circonstances, la mort de Bolivar eût fait événement dans toute l'Europe. Aujourd'hui, parmi tant de préoccupations graves, elle passera presque inaperçue⁴. » Le journal royaliste français fut sévère mais vit juste. Bolivar n'occupait plus, au moment de sa mort, qu'une place de héros déchu, failli, et malade. Cette déchéance détonne car, peut-être plus qu'aucun autre *leader* libéral du début du XIX^e siècle, le nom de Simon Bolivar a été un symbole dans la France de Louis XVIII.

Il apparut dans les journaux européens dès 1811. Il n'était alors qu'un ci-devant, membre d'une des familles les plus riches du Venezuela, impliqué dans une mission diplomatique à Londres. Il gravitait autour de Francisco de Miranda, le précurseur des indépendances dont la renommée ne connaissait pas de frontière. La guerre qui se déclara cette année-là, et qui dura une quinzaine d'années, le vit monter au pinacle. En tant qu'homme de guerre tout d'abord, général des armées indépendantistes, puis comme homme d'État, législateur incontournable d'un sous-continent en ébullition. C'est avec la « Campagne admirable⁵ » et la libération de Caracas, en 1814, que Simon Bolivar devint le *Libertador*⁶, titre honorifique octroyé par la population de la capitale, que relaya la presse française de la première Restauration.

² *Le Figaro*, 7 février 1821, p. 3-4.

³ *Le Journal du commerce*, 21 février 1831, p. 2-4.

⁴ *La Quotidienne*, 21 février 1831, p. 1-4.

⁵ Durant six mois, Bolívar enchaîna les attaques directes avec un seul but : reprendre Caracas. La « Campagne admirable », qui a marqué l'histoire de la guerre d'indépendance hispano-américaine, est une guerre de libération brève dont l'efficacité témoigne de l'intelligence militaire du jeune Bolívar, âgé de 30 ans.

⁶ *Le Moniteur universel*, 3 octobre 1814, n° 276, p. 1.

Après maintes campagnes militaires, il porta finalement un coup d'arrêt à l'armée royaliste, menée par Pablo Morillo, et renversa le cours de la guerre. 1819 est ainsi l'année de la traversée des Andes, de la reconquête de Bogotá et du triomphe de la figure du *Libertador*, devenu héros américain.

Les journaux français reçurent, sans discontinuer⁷, les informations des malles⁸ britanniques sur l'état du continent outre-Atlantique. Ce réseau d'information, qui commençait à se densifier au début du XIX^e siècle, est central dans la compréhension de la construction et la circulation de modèles et de figures importantes comme Simon Bolivar. Ainsi la plupart des événements majeurs qui ont jalonné la guerre d'indépendance de Bolivar, comme la tentative d'assassinat dont il fut victime en Jamaïque en 1815 ou ses deux débarquements de 1816 au Venezuela étaient décrits, avec quelques mois de délais, dans la presse française⁹.

La France de Louis XVIII : un contexte propice à l'importation politique de la figure bolivarienne

En 1815 commença une période laborieuse d'apprentissage du parlementarisme¹⁰. Autour de la Charte constitutionnelle de 1814 s'organisent différents courants politiques. Sur ce spectre, plusieurs partis

⁷ Ce malgré les guerres continentales européennes, le blocus britannique ou les changements de régime.

⁸ Les malles sont des caisses de courriers circulant dans les réseaux postiers nationaux ou privés. On peut notamment citer, dans les malles qui fournirent le plus d'informations à la presse française sur l'état du sous-continent américain, la malle de Jamaïque (britannique) ou celle de Saint-Domingue (espagnole).

⁹ L'édition du 28 février 1816 de *La Quotidienne* fournit même une approximation des effectifs de l'armée bolivarienne : « trois à quatre mille [hommes] » tandis que le *Moniteur Universel* du 20 mai 1816 décrivit avec encore davantage de précision : « vingt vaisseaux armés et 2 500 à 3 000 hommes, emportant des armes et des munitions ».

¹⁰ Dominique Kalifa, « Compte rendu de Pierre Rosanvallon, *La monarchie impossible. Les Chartes de 1814 et de 1830* », *Revue d'Histoire du XIX^e siècle*, n° 12, 1996, p. 84-86.

portèrent des idées libérales – dont les constitutionnels, les doctrinaires et les indépendants – et priront fait et cause pour les indépendantistes hispano-américains. Leurs organes de presse¹¹, qui relayèrent une bonne part des informations sur la situation hispano-américaine, permirent aussi un soutien sporadique, par des tribunes, du libéralisme français au libéralisme d'Amérique hispanique. Parmi ces auteurs, on retrouve deux personnages essentiels pour la compréhension de l'importation de la figure bolivarienne en France. Tout d'abord le thuriféraire du *Libertador*, Dominique de Pradt, auteur prolifique à la carrière politique sinueuse et à l'engagement religieux inconstant. En 1798, il publia l'*Antidote*, essai à charge contre les puissances européennes. Au chapitre XIII, il préconisait la division de l'empire espagnol, dans les Indes occidentales, en quinze États distincts. Il poursuivit son propos en 1801 et en 1802 avec *Les trois âges des colonies ou de leur état passé, présent et à venir*, publié en trois tomes, dans lesquels il fustigea l'injustice de la condition des colonies espagnoles. Cette cause, faite sienne, demeura une des constantes de sa carrière. Considéré comme le spécialiste de l'Amérique méridionale en France durant les premières décennies du XIX^e siècle, il était proche du *Libertador*¹², qu'il connut au moment du couronnement de Napoléon, alors que le jeune Simon Bolivar était à Paris, de 1802 à 1807. C'est avec la publication de *Des Colonies et de la révolution actuelle de l'Amérique* que de Pradt connut véritablement la célébrité. Il développa davantage son opinion sur l'impossible maintien des colonies espagnoles dans le giron de la monarchie bourbonnienne et « sout[ant]

¹¹ On peut notamment citer : *Le Constitutionnel*, *Le Censeur*, *La Minerve*, *Le Courrier français*, *L'Indépendant*.

¹² De Pradt connut un succès bien supérieur en Amérique hispanique où ses œuvres avaient grandement circulé. Lui que Bolivar nommait « l'abbé de l'Amérique » fut récompensé pour son œuvre en 1821 à Cúcuta, où il reçut une « *acción de gracias* », récompense honorifique accompagnée d'une pension annuelle de 3 000 francs.

puissamment la propagande indépendantiste¹³ ». Cet ouvrage cristallisa une opposition jusqu'alors souvent larvée et mit face à face libéraux et ultras sur la question de l'émancipation des colonies. De Pradt fut condamné par l'Inquisition espagnole et la presse ultra. L'indépendance hispano-américaine devint alors un sujet important dans la société française.

L'autre personnage qui nous intéresse ici est Benjamin Constant. Publiciste de renom habitué des tribunes et parlementaire, il donna, en 1819, un de ses discours les plus célèbres : *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*. Il y exposa les principes du libéralisme moderne. Constant était un fervent défenseur de Bolívar¹⁴ et publia de nombreux articles où il faisait l'éloge de la cause indépendantiste. La même année, le 15 février, Simon Bolívar, grand lecteur de Constant, prononça son fameux *Discours d'Angostura* dans lequel il posa les bases, empreintes de libéralisme, de la République du Venezuela. Le succès du libéralisme politique encore naissant, les liens existants entre la France et l'Amérique hispanique, la circulation des œuvres, des informations et des personnes composaient un contexte propice à la mise en lumière de la cause indépendantiste et à l'appropriation de la figure bolivarienne.

En France comme en Amérique hispanique, 1819 fut une année charnière : elle marqua un changement de paradigme dans la guerre d'indépendance comme dans la vision française de cette guerre. C'est une année marquée par l'importation massive et diversifiée des images et des symboles de la lutte hispano-américaine, devenue dans la société française un des sujets d'opposition les plus vifs entre les libéraux et les ultras. C'est l'année sur laquelle nous allons nous concentrer, du fait du pic d'intensité qu'y connaît

¹³ Marie-Cécile Benassy-Berling, « Notes sur quelques aspects de la vision de l'Amérique hispanique en France pendant la première moitié du XIX^e siècle », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 58, 1992, p. 39-48.

¹⁴ Du moins avant la polémique Constant – De Pradt de 1829 durant laquelle Constant qualifia Bolívar de tyran en référence à la présidence à vie du *Libertador*.

la « Bolivar-mania » et de l'invention d'un objet central à notre étude : le chapeau « bolivar ».

Bolivar à la tête des libéraux

Alors que la guerre se poursuivait en Amérique hispanique, un chapeau « à la Bolivar », qui devint rapidement le « bolivar » fut créé en France. Ce terme fleurit dans une période d'âpres combats entre l'armée royaliste de Pablo Morillo, le commandant de l'armée pacificatrice espagnole, et l'armée libératrice de Simon Bolivar. La propagation de cet accessoire de mode, que l'on peut mesurer par le naturel avec lequel en parlent certains des journaux les plus imprimés, symbolise l'implantation profonde de Bolivar en France¹⁵. À l'instar de nombreux effets de mode, le « bolivar » fut un phénomène bref et intense qui laissa des traces, discrètes et disséminées, bien après son éphémère succès.

Certains reliquats de cette période sont encore observables. Aujourd'hui encore, et comme le *Dictionnaire de la langue verte* le définissait déjà en 1866¹⁶, le mot « bolivar » désigne génériquement, en argot, un chapeau. Mais il désignait à l'origine un chapeau bien spécifique : évasé, inspiré des ailes du condor, parfois décoré de fleurs, de pampres ou de rubans.

¹⁵ La presse s'empara du terme, nous offrant quelques traces intéressantes : « Hier, un jeune homme assez bien mis passait tête nue rue de l'Échelle, devant la boutique d'un chapelier. Un bolivar exposé en dehors de la boutique paraît lui convenir ; il le met sur sa tête, et poursuit son chemin. » *Le Drapeau Blanc*, 26 juillet 1819, p. 2-4. Ou encore : « nous annonçons aujourd'hui le Suisside général, qui obtient le plus grand succès. [...] On voit un ouvrier libéral accroupi par terre, et coupant par lambeaux un habit de Suisse pour en faire des bonnets rouges, auxquels le maître, coiffé d'un large Bolivar, donne la dernière main. » *Le Drapeau Blanc*, 23 juillet 1819, p. 1-4.

¹⁶ Alfred Delvau, *Dictionnaire de la langue verte*, Paris, Éditions Dentu, 1866, p. 38.



Illustration d'un homme coiffé d'un « bolívar »
in Alfredo Boulton, *Bolívar en France*, Paris, 1984, p. 57.

Loin d'être seulement un phénomène culturel, le bolivar est aussi investi d'un sens politique fort. Les hommes qui arboraient un bolivar affichaient un soutien clair à la cause du *Libertador*. Voyant en Simon Bolivar un champion du libéralisme, les jeunes Parisiens opposés au gouvernement de Louis XVIII, très contesté, pouvaient manifester, par ce symbole des plus visibles, leur engagement politique.

Face aux « bolivars » libéraux, les « morillos », du nom de l'adversaire principal de Bolivar, furent portés par les royalistes. D'un style radicalement différent, le « morillo » était cintré, « le bord roulé sur les côtés et versant en bec devant et derrière¹⁷ ». On lit ainsi, dans une histoire de la mode parue en 1858, que « les antilibéraux ne sont pas plus sages [que les libéraux]. Ils ont le chapeau à la Morillo¹⁸ ».

L'usage symbolique de la mode, qui active une fonction politique de la culture et du vêtement, était très important sous la Restauration. Les chapeaux étaient investis de la puissance symbolique des deux hommes qui, à leur tour, incarnaient un camp : l'antonomase ici à l'œuvre témoigne de l'importance de ces deux figures dans la culture. Ces symboles aidèrent ainsi à la cohésion et à l'unification de camps politiques aux contours flous ou souvent minés par des tensions internes durant la Restauration. Reconnaître tant son allié que son opposant par un vêtement symbolique provoque un glissement du politique des lieux de pouvoirs aux lieux publics. La vie publique était rythmée de la sorte par des oppositions de symboles (vêtements, accessoires, cocardes, objets) pouvant mener à des rixes ou à des duels. Les causes mises en scène pouvaient être internes – les différents héritages et tendances politiques s'affrontant – ou externes et introduites dans le paysage politique français, comme la guerre

¹⁷ Erwan de Fligue, « Bolivars et boussingots, vêtements et accessoires séditionnels sous la Restauration et la monarchie de Juillet », *Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique*, n° 129, 2015, p. 55-71.

¹⁸ Émile de la Bédollière, *Histoire de la mode en France*, Leipzig, A. Dürr, 1858, p. 169.

d'indépendance hispano-américaine ou la lutte grecque contre l'Empire ottoman de 1821 à 1829.

Dans ses mémoires, Louis Canler, officier de la sûreté à Paris au début du siècle, décrit ainsi ce qui constitua le style libéral : « [Ils] portent un long manteau au-devant garni de velours cramoisi ; cette partie se drape sur l'épaule gauche pour laisser voir le velours. On donne à ce vêtement le nom de Quiroga¹⁹, l'un des commandants de l'insurrection constitutionnelle espagnole²⁰ ».

La France de la Restauration se distingua par la facilité avec laquelle elle s'appropriâ des causes qui lui étaient extérieures. Cet universalisme français, particulièrement prégnant dans le dandysme parisien, était dans l'air du temps. Que cela soit du fait du rayonnement de la philosophie des Lumières du XVIII^e siècle, de l'expansion révolutionnaire ou de la conquête napoléonienne, une partie des Français du premier XIX^e siècle se sentait investie d'un rôle singulier en Europe. Les libéraux furent attachés à la liberté des peuples, tandis que les royalistes les plus fervents soutenaient les monarchies. Une explication complémentaire se trouve dans la présence d'armées étrangères en France après la période napoléonienne²¹.

Cette symbolisation des conflits politiques ne se limita toutefois pas à la société française de la Restauration. Elle peut être observée épisodiquement dans les sociétés mondaines de toute l'Europe durant le XIX^e siècle. C'est cependant avec la Restauration en France que l'on assiste le plus

¹⁹ Antonio Quiroga était un militaire espagnol qui a refusé d'embarquer avec son armée pour pacifier les colonies hispano-américaines. Il est, avec Rafael del Riego, un des chefs libéraux du *Trieno liberal*.

²⁰ De Fligue, *op. cit.*, p. 63.

²¹ « La présence des alliés à Paris nous amena les modes étrangères, les habits anglais couleur tête de nègre, à taille courte et à longues basques, les longs gilets à la cosaque, les pantalons polonais, à grands ponts, les bottines turques en peau jaune, les bottes à la Wellington. Pour mériter le titre de *fashionable*, il fallait y ajouter, en 1818, une cravate soutenue par des baleines, un chapeau de paille noir, des gants blancs, une rose à la boutonnière, et avoir les cheveux parfumés d'huile *philocomé* ou d'huile de *Macassar*. » Émile de la Bédollière, *op. cit.*, p. 167-168.

visiblement à l'entrée d'une société dans l'ère de l'opinion publique. De grandes figures de la société parisienne, comme Alexandre Dumas, Eugène Sue, Rossini ou Goya, ont ainsi porté le fameux « bolivar ». On peut lire, dans l'*Histoire de la mode en France* d'Émile de la Bédollière, ce paragraphe montrant le mélange de style propre à la société de la Restauration :

« Contemplez un élégant du jour, tous ces extrêmes sont réunis en lui : vous le verrez Prussien par l'estomac, Russe par la ceinture, Anglais par les basques et par le collet de son habit, Cosaque ou sauvage par le sac qui lui sert de longue culotte et par sa ferrure. Joignez à cela les chapeaux à la Bolivar, voire les éperons et les moustaches des calicots ; voilà le plus singulier Arlequin qui se puisse rencontrer sur toute la surface du globe²². »

Le phénomène fut tel qu'il se traduit dans la culture populaire. On conserve la trace d'un vaudeville en particulier, écrit par Armand d'Artois et Gabriel de Lurieu. Les deux auteurs s'inspirèrent de la mode des bolivars pour écrire une pièce de théâtre, *Les Bolivars et les Morillos*, qui fut jouée à partir de septembre 1819 au Théâtre des Variétés. Comique, volontiers caricaturale, la pièce resta à l'affiche six mois consécutifs et connut un beau succès. Un débat fut même engagé afin de savoir si le propos apparemment léger de la pièce se voulait politique. Les auteurs, ne souhaitant perdre aucun public, ont bien sûr éludé la question et indiqué, dans une lettre écrite au *Constitutionnel*²³ qu'« ils se sont bien gardés de s'occuper de politique » en écrivant *Les Bolivars et les Morillos*. Un rédacteur du *Drapeau Blanc*, peu convaincu, écrivit quant à lui qu'il pensait les auteurs plutôt Morillo :

« Plusieurs couplets ont été vivement applaudis et redemandés. Celui que nous allons citer servira peut-être à motiver le soupçon que nous avons exprimé sur MM. Gabriel et Armand. Ils ont complètement

²² Émile de la Bédollière, *op. cit.*, p. 169.

²³ *Le Constitutionnel*, 11 septembre 1819, p. 4.

réussi, quoique Morillos. C'est de bon augure ; le vent politique souffle de manière à renverser les Bolivars²⁴. »

Pour les vêtements comme au théâtre, une certaine ambiguïté pouvait demeurer sur l'authenticité de l'engagement politique de ceux qui participaient à cette mode. L'état des sources ne permet pas d'ôter cette ambiguïté, d'ailleurs naturelle : que cela soit les chapeliers, les porteurs de bolivars ou les auteurs de ce vaudeville, leurs motivations sont complexes et mêlent tant des intérêts de diverses natures que des engagements personnels.

Outre ces chapeaux, qui trouvèrent une place particulière dans la France de la Restauration et facilitèrent l'importation d'une lutte outre-atlantique, de nombreux objets dérivés accompagnèrent la « bolivar-mania ». La lutte des indépendantistes, incarnée par quelques figures dont Bolivar fut peut-être la plus fameuse, était un thème vendeur : toute une variété de produits – flacons de parfum, bonbonnières, assiettes, indiennes ou devants de cheminée – étaient peints à l'image de la guerre hispano-américaine et des portraits de Bolivar circulaient en nombre dans la société française. C'est une spectaculaire capacité de pénétration hispano-américaine et bolivarienne qui fut à l'œuvre : une guerre de libération en phase avec les grandes questions de la modernité politique, des combats acharnés, des figures éminentes qui parlèrent à une société amatrice de grandeur, de conquête et de mythes. C'est également une grande capacité d'importation et d'appropriation dont fit preuve la France, qui montre une ouverture et une politisation diffuse, dans la culture et les arts.

Cette mode marqua l'époque de son empreinte et demeura, dans les esprits, comme un élément indissociable de l'air du temps. Bolivar avait acquis, après 1819, une renommée telle qu'il était cité, dans les œuvres et les journaux, aux côtés de grands chefs d'État européens. On retrouve par exemple son nom chez Stendhal, en 1826 dans la réédition de *Rome*,

²⁴ *Le Drapeau Blanc*, 12 septembre 1819, p. 1.

Naples, Florence, dans une énumération de sujets appréciés dans les salons²⁵. La renommée du *Libertador* alla croissant dans les années 1820 : par sa figure, il éluda jusqu'à la guerre qui l'avait fait connaître. Certains virent en lui, avec horreur ou fascination, un Napoléon hispano-américain : militaire de grand talent, homme d'État, il accumula titres et honneurs.

Balzac, dans *La Femme supérieure*, écrivit en 1838 ces phrases :

« Ses trois grands hommes [Balzac parle ici de Fleury, personnage qui se veut emblématique de la société de 1825] étaient Napoléon, Bolivar et Béranger ; Foy, Lafitte et Casimir Delavigne n'avaient que son estime. Fleury, vous le devinez, était du Midi et devait finir par être responsable de quelque journal libéral²⁶. »

Même huit ans après la mort du *Libertador*, Bolivar était toujours considéré comme un des grands personnages du début du siècle, au même titre que l'Empereur. Signe de sa grande singularité et de sa place au panthéon libéral français, Bolivar est d'ailleurs le seul des noms cités dans ces lignes qui ne soit pas français.

D'autres traces ici et là, comme dans *Les Misérables* de Victor Hugo, paru en 1862, rappellent à la mémoire l'esprit d'un temps où la France vibrerait d'une « Bolivar-mania » :

« C'était le temps de la lutte des républiques de l'Amérique méridionale contre le roi d'Espagne, de Bolivar contre Morillo. Les chapeaux à petits bords étaient royalistes et se nommaient des morillos ; les

²⁵ « Ce qu'il y a de plus impatientant ou de plus admirable pour un Italien, (...) c'est un fat français homme d'esprit, qui en une heure de conversation parle d'Homère, d'économie politique, de Bolivar, de Raphaël, de chimie, de M. Canning, du commerce des Romains, du Vésuve, de l'Empereur Alexandre, du philosophe Erasme, de Paisiello, de Humphry Davy, et de cent autres choses. » Stendhal, *Rome Naples Florence*, Paris, Delaunay, 1826, p. 77.

²⁶ Honoré de Balzac, *Scènes de la vie parisienne. Les Employés, ou la Femme supérieure*, Paris, Impr. de J. Voisvenet, 1838, 22 p.

libéraux portaient des chapeaux à larges bords qui s'appelaient des bolivars²⁷. »

²⁷ Victor Hugo, *Les Misérables*, t. 1, La Bibliothèque électronique du Québec [en ligne], 1862, p. 471-472 et t. 3, p. 46 [<https://beq.ebooksgratuits.com/vents/Hugo-miserables-1.pdf>] et [<https://beq.ebooksgratuits.com/vents/Hugo-miserables-3.pdf>].

John F. Kensett (1816-1872) et les milieux esthétiques et politiques de la côte Est américaine

MATTHIAS JULLION

Résumé

La côte Est américaine au XIX^e siècle redéfinit l'art national américain. Au centre de cette réflexion, on retrouve l'artiste John F. Kensett (1816-1872). Figure issue des milieux esthétiques et politiques de la côte Est américaine, son travail fut fondamental dans l'élaboration des bases pour l'épanouissement d'un art national américain. Kensett joua de ses relations au sein des nombreux clubs et sociétés new-yorkais pour mettre au centre des discussions la formation et le rôle de l'artiste, et l'élaboration d'un musée national.

Mots-clés : John F. Kensett – Art américain – Côte Est – Clubs – Nation.

Abstract

John F. Kensett (1816-1872) and the Aesthetic and Political Milieu of the East Coast

During the 19th century, Americans of the East Coast have questioned the notion of national art. One of the main actors of this introspection is the artist John F. Kensett (1816-1872). A central figure in the aesthetic and political milieu of the American East Coast, his work was central in shaping the foundations for an American national art. Kensett used his relationships with many New York clubs and societies to focus on the formation and role of the artist and the development of a national museum.

Keywords: John F. Kensett – American Art – East Coast – Clubs – Nation.

John F. Kensett ressemble beaucoup à ce que Ralph Waldo Emerson définit comme un « *representative man*¹ », c'est-à-dire une personne qui, quand on l'étudie, permet de découvrir toutes les grandes questions de son époque².

¹ Mark White Sullivan, « John F. Kensett, American Landscape Painter », thèse de doctorat en philosophie, sous la direction du Professeur Steven Levine, Bryn Mawr, Bryn Mawr College, 1981, p. vii.

² Le présent article est le compte rendu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction de Florian Michel, « John F. Kensett : La

En effet, Kensett est un peintre de paysages américain de la seconde moitié du XIX^e siècle. Ses œuvres sont une célébration de la nature et de l'identité américaine. Il se focalise sur la représentation de la tranquillité dans le paysage américain contrastant avec les troubles que rencontrent les États-Unis au même moment avec la guerre de Sécession. Il accorde aussi de l'importance à la lumière dans ses œuvres plus tardives, ce qui lui vaudra d'être rattaché à la mouvance des luministes de l'*Hudson River School*. Grâce à son travail, il connaît les personnes les plus influentes de son époque. Ces dernières ont sur lui une influence tout comme lui a une influence sur leur travail. L'activité de Kensett est liée au développement d'un esprit national de la part des Américains, qui font du mieux qu'ils peuvent pour mettre en avant la force de l'Amérique, et cacher leurs faiblesses dans l'espoir que l'Europe développerait un plus grand respect pour leur épanouissement culturel. Ainsi, on peut se demander dans quelle mesure les différentes activités de Kensett, qu'elles soient sociales ou politiques, participent à l'élaboration d'un art national américain. Ce dernier, fondé sur l'esthétique européenne, cherche à s'émanciper pour s'adapter aux particularités historiques mais aussi naturelles de l'Amérique entre 1847 et 1872. Kensett, grâce à son implication dans les milieux esthétiques et politiques new yorkais, participe à la création de lieux d'apprentissage artistique nationaux. En effet, New York devient l'un des centres culturels de la côte est qui permet le développement de la culture visuelle des États-Unis, notamment par l'émulation intellectuelle provenant des lieux de sociabilités dont fait partie Kensett. En outre, l'engagement social de Kensett évolue vers un engagement politique au profit d'une forme de nationalisme artistique. Enfin, son travail aide aussi au rayonnement culturel américain grâce à la formation d'un musée national américain.

représentation de paysages et la construction de la nation américaine (1847-1872). », soutenu en 2019 à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Kensett et la création de lieux d'apprentissage artistique nationaux

En 1867, Henry T. Tuckerman écrit : « Depuis 1848 (...), son atelier [de Kensett] est l'un des attraits de New York pour tous les amateurs d'art et de paysages indigènes³ ». Ainsi, Kensett fait partie d'un cercle artistique dans lequel il est extrêmement apprécié. Son art et ses activités sociales sont les éléments déterminants de sa vie à New York. Dès les années 1840, cette ville est le lieu où tous les leaders dans le domaine social se connaissent. Favorisées par la croissance urbaine, de nombreuses organisations ont été créées pour absorber l'activité et pour répondre aux intérêts des New Yorkais, mais surtout du peuple américain dans son ensemble. Cette métropole est représentative de la volonté nationale de créer une nation nouvelle et unie. Ainsi, la volumineuse correspondance de Kensett⁴ offre une image claire de sa vie en dehors de son atelier, où il s'intègre rapidement dans les activités de différents clubs. Il participe aux expositions annuelles de l'*American Art Union*⁵. Kensett est, par ailleurs, un personnage central du développement de la *National Academy of Design*, organisation qui déterminait le succès des artistes américains par le biais de ses expositions et de l'attribution du très convoité titre de « N.A. », *National Academician* ou « A.N.A. », académicien national associé. Kensett est aussi membre d'autres académies. En 1854, il devient membre honoraire professionnel de l'Académie des Beaux-Arts de

³ Henry T. Tuckerman, *Book of the Artists: American artist life comprising biographical and critical sketches of American artists: preceded by an historical account of the rise & progress of art in America*, New York, James F. Carr, 1867 (1^{re} publication en 1847), p. 511, « Since 1848 (...) his [Kensett's] studio has been one of the attractions in New York to all lovers of art and native scenery. »

⁴ Smithsonian Institution (New York), Archives of American Art, Edwin D. Morgan Collection, Papiers de John Frederick Kensett, microfilms N1533 et N1534.

⁵ Mary Barlett Cowdrey et Theodore Sizer, *American academy of Fine Arts and American Art Union*, New-York, New York Historical Society, 1953, p. 212-214.

Pennsylvanie⁶. Il est aussi membre de clubs. Kensett rejoint par exemple la *Century Association* à New York, le 12 mai 1849⁷.

Ainsi, John Kensett en étant un pilier de la société new yorkaise du milieu du XIX^e siècle est aussi au centre du développement d'un art national américain. Les États-Unis manquaient de haut lieu de la culture pour les artistes américains cherchant l'inspiration et voulant développer un art américain se libérant des liens avec l'Europe. À partir de la Déclaration d'indépendance, les États-Unis se développent avec la volonté d'affirmer leur unité, en dépit des divisions internes, et en posant comme postulat la singularité américaine. Les États-Unis veulent s'imposer comme l'anti-Europe, comme une nouvelle démocratie. Ainsi, l'art américain doit contribuer à ce culte de la singularité américaine⁸. Au milieu du XIX^e siècle, cet art se caractérise par une sensibilité pour la représentation de la nature. Les artistes comme Kensett sont sensibles aux qualités particulières de l'atmosphère lumineuse et de la topographie du nord-est et de l'ouest des États-Unis. Le paysage devient l'emblème de cette nouvelle nation. Dans les années 1840, lorsque l'Amérique tourne son attention vers l'expansion territoriale, la forme d'art qui peut élucider le mythe national, doit trouver les moyens de refléter les changements de la société américaine. Ainsi, ni la peinture d'histoire, ni la peinture de genre, en mettant l'accent sur la figure humaine, n'ont développé le degré d'ambition qui caractérise la peinture de paysages.

Pendant, pour concevoir un art américain, il fallut créer des lieux d'apprentissage. Kensett participe au développement de la *National Academy of Design*. Il est élu *Associate* en 1848 ; puis en 1849, il devient membre à part entière⁹. À sa création, ce lieu était la première institution aux

⁶ Ellen H. Johnson, « Kensett Revisited », *Art Quarterly*, vol. 20, n° 1, 1957, p. 77.

⁷ Smithsonian Institution, Archives of American Art, Edwin D. Morgan Collection, microfilms N1534 : Lettre de John H. Gourlie to Kensett, 14 mai 1849.

⁸ Henry T. Tuckerman., *Book of the artists...*, *op. cit.*, p. 28.

⁹ *Ibid.*, p. 86. Mary Bartlett Cowdrey donne les dates de 1849 et 1850 dans *National Academy of Design Exhibition Record 1826-1860*, New York, 1943, p. 274.

États-Unis créée par et sous le contrôle exclusif d'artistes professionnels. Depuis sa fondation, la *National Academy* a poursuivi une mission simple mais précise, « promouvoir les beaux-arts en Amérique par le biais d'expositions et de l'éducation¹⁰ ». Le but de l'Académie était de mettre en avant la pratique et l'exposition de l'art et de l'architecture pour permettre sa propagation en dehors d'un système de patronage aristocratique.

La contribution la plus importante de Kensett en tant qu'Académicien est lorsqu'il fut membre puis trésorier du *Fellowship Fund*, créé en janvier 1863¹¹. Ce fonds est mis en place pour récolter de l'argent pour la création d'un nouveau bâtiment pour l'institution artistique new yorkaise. Les membres de l'Académie, ayant la volonté de s'imposer sur la scène artistique américaine, réclament un bâtiment qui représente le prestige de l'institution new yorkaise¹². Il leur semblait que cette dernière était en retard par rapport aux autres villes de la côte est américaine. Cette institution devait être spacieuse pour pouvoir accueillir les élèves, les collections mais aussi un public avec un espace d'exposition. Cette collection devait permettre aux étudiants d'être inspirés artistiquement comme le furent de nombreux artistes américains quand ils effectuèrent leur Grand Tour en Europe. Kensett et ses collègues du comité collectent les cent mille dollars requis en une période étonnamment courte. Kensett ouvre la voie en obtenant la première contribution de mille dollars de Robert Hoe (1839-1909), âgé de 24 ans, un riche fabricant de presse à journaux et plus tard, un des fondateurs du *Metropolitan Museum of Art* et fondateur du *Grolier Club*¹³. Ainsi, l'art américain se développe dans un prestigieux bâtiment qui reflète son ambition.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*, p. 38.

¹² Thomas Seir Cummings, *Historic Annals of the National Academy of Design*, Philadelphia, G.W. Childs, 1865, p. 314.

¹³ *Ibid.*, p. 314, p. 327.

L'engagement politique de Kensett au profit d'un nationalisme artistique

La création d'un art national passe aussi par l'engagement politique de Kensett. En effet, après la création d'une académie viable à New York, la capitale fédérale devient un nouveau lieu de débat pour le développement de l'art américain¹⁴. Kensett, avec d'autres artistes, participe à ce débat à partir de 1859. Autour de cette conversation, la question de la nationalité de l'artiste pour définir l'art d'américain devient centrale. En effet, la communauté artistique américaine rencontre une controverse avec l'utilisation d'artistes considérés comme non-américains pour décorer le Capitole des États-Unis. L'exemple de Constantino Brumidi (1805-1880) est important pour comprendre la situation. Cet artiste italien suscite la colère de ses collègues artistes. Il arrive dans le pays en 1852 en tant que réfugié politique, fuyant la répression en France. Malgré le fait qu'il ait obtenu des papiers de naturalisation de la part des États-Unis¹⁵, il n'est pas considéré comme légitime quand on lui offre une importante commission pour peindre des fresques de l'extension du Capitole, symbole de la nation américaine. La nomination de trop est celle du célèbre peintre d'histoire parisien Horace Vernet (1789-1863), désigné pour peindre une « grande scène de bataille pour l'un des grands escaliers de l'extension du Capitole¹⁶ ». Face à cet affront, un congrès de plus d'une centaine d'artistes natifs des États-Unis se réunit à Philadelphie le 22 mars 1858 afin de contester une telle décision et pour exiger du gouvernement un changement dans leur politique culturelle¹⁷.

¹⁴ Charles E. Fairman, *Art and artists of the Capitol of the United States of America*, Washington, U.S. G.P.O., 1927, p. 185.

¹⁵ John Paul Driscoll, John K. Howat et Susan E. Strickler (dir.), *John Frederick Kensett: An American Master*, New York, Worcester Art Museum avec Norton, 1985, p. 40.

¹⁶ Charles E. Fairman, *Arts and artists...*, *op. cit.*, p. 162 : « large battle scene for one of the grand staircases of the addition to the Capitol. »

¹⁷ Thomas Seir Cummings, *Historic Annals...*, *op. cit.*, p. 269 : « the most judicious patronage of American Artists, in reference to the decoration and adorning of the public buildings at Washington with Works of Art. »

Ainsi, l'idée d'une commission des arts composée de trois artistes sélectionnés par le Président des États-Unis est débattue au Congrès au printemps 1858¹⁸. Cette commission a pour but de superviser les décorations du Capitole. Finalement deux lois instituant une Commission des arts sont votées les 12 juin 1858 et 3 mars 1859¹⁹. Le 15 mai 1859, le président James Buchanan (1791-1868) approuve cette commission et nomme en tant que commissaires Kensett, le portraitiste James R. Lambdin (1807-1889) et le sculpteur Henry Kirke Brown (1814-1886), avec ce dernier à la présidence de la commission. Selon Buchanan, la commission examinerait « tous les projets de sculpture ou de peinture destinés à la décoration et à l'embellissement de l'extension du Capitole des États-Unis²⁰ », ce qui ne lui conférait en réalité qu'un pouvoir consultatif. En effet, les lois votées ne permettent que de faire des dépenses par le « Comité joint du Congrès pour la *Library of Congress*²¹. » En outre, les représentants réguliers du Capitole, en particulier l'officier Montgomery C. Meigs (1816-1892), surintendant de l'extension du Capitole, se sont opposés à cette ingérence légalisée par des tiers qui sont considérés comme un obstacle à l'achèvement des travaux²². Cependant, les commissaires, dont Kensett, se sont réunis à Washington le 15 juin 1859 suivant pour commencer leurs enquêtes et leur planification.

Le résultat de leurs travaux est un rapport daté du 23 février 1860, que les trois commissaires, dont Kensett, signent et soumettent au président Buchanan, qui le transmet à la Chambre des représentants après l'avoir fait

¹⁸ John Paul Disco, John K. Howat et Susan E. Strickler (dir.), *John Frederick Kensett...*, *op. cit.*, p. 40.

¹⁹ Charles E. Fairman, *Arts and artists...*, *op. cit.*, p. 184.

²⁰ *Ibid.*, p. 187, « all designs for sculpture or paintings for the decoration and embellishment of the United States Capitol Extension. »

²¹ *Joint Congressional Committee on the Library of Congress*: les États-Unis comptent cinq *joint committees* (Commission on Security and Cooperation in Europe, Joint Committee on Printing, Joint Committee on Taxation, Joint Committee on the Library, Joint Economic Committee). Ce sont des comités comprenant les membres des deux chambres du Congrès.

²² Charles E. Fairman, *Arts and artists...*, *op. cit.*, p. 189.

examiner par le secrétaire de l'Intérieur et le secrétaire de la Guerre²³. Le rapport de huit pages se plaint d'erreurs esthétiques du passé²⁴. La réponse du Congrès le 20 juin 1860 n'est pas surprenante. Il vote des fonds pour le bâtiment, mais aucun pour les peintures ou les sculptures, et abolit immédiatement la Commission des arts. La presse ne manque pas de critiquer un tel choix²⁵. Malgré leur échec, les membres de la commission reçoivent chacun la somme de trois mille dollars pour leurs efforts, mettant ainsi fin à un chapitre particulièrement sensible de l'histoire culturelle de l'Amérique. Cette volonté d'institutionnaliser l'art américain au niveau de la capitale fédérale à travers cette Commission des arts fut donc un échec. Cependant, cela permit d'étendre le débat en dehors de New York dans un contexte d'élection présidentielle²⁶, sujet central des préoccupations à Washington D.C. en 1860.

Le besoin de musées nationaux : Kensett et le rayonnement culturel des États-Unis

Enfin, les États-Unis et notamment New York manquaient d'un lieu pour présenter l'art américain. Il fallut créer un musée digne de ce nom, le *Metropolitan Museum of Art*. Kensett fait partie des personnes à l'origine d'une telle création. Ce musée est le fruit de la guerre civile qui toucha le pays à partir du 12 avril 1861. En effet, le *Metropolitan Museum of Art* résulte de la *Metropolitan Fair*, une foire d'art, organisée par l'*Union League Club*²⁷. Ainsi à

²³ Archives de la New York Historical Society (NYHS), War Department, Pamph NA4411.U59 L4 1860 c3 : *Letter of the Secretary of War, communicating, in compliance with a resolution of the House, the report of the art commission : March 9, 1860. -- laid upon the table, and ordered to be printed.*

²⁴ House of Representatives, *Executive Document, No. 43*, 36th Cong., 1st sess., cité dans Charles E. Fairman, *Arts and artists...*, *op. cit.*, p. 189.

²⁵ *Ibid.*, p. 189.

²⁶ Le 6 novembre 1860, le Républicain Abraham Lincoln est élu président des États-Unis.

²⁷ Smithsonian Institution (New York), Archives of American Art, Edwin D. Morgan Collection, Papiers de John Frederick Kensett, microfilm N1533 : « Materials on

New York, au début de 1863, dans un contexte de guerre civile, les Unionistes créent l'*Union League Club* de New York²⁸. Kensett est l'un des premiers membres du club. Ce dernier est créé par et pour des hommes qui ont fait preuve d'une « loyauté absolue et sans réserve envers le gouvernement des États-Unis et d'un soutien indéfectible dans ses efforts pour supprimer la rébellion²⁹ ». Ainsi, Kensett ne fait pas partie des troupes armées mais il s'engage pour l'union du pays à travers la vie sociale new yorkaise.

En novembre 1863, Henry Whitney Bellows (1814-1882), membre de l'*Union League Club* mais aussi président de l'*United States Sanitary Commission* lance « le projet d'une foire métropolitaine³⁰ ». Bellows est convaincu qu'une foire constituerait le moyen le plus efficace de recueillir des fonds pour soutenir les activités humanitaires et patriotiques de la commission sanitaire. Ainsi, Bellows et ses différents collègues de l'*Union League Club* élaborent différents comités. Kensett préside le Comité des arts, puisqu'en tant qu'artiste il avait les qualifications requises. Il crée alors une exposition d'environ 360 peintures américaines et européennes. La plupart doivent être vendues au profit de la Commission sanitaire. Cette foire est un immense succès dès son ouverture le 4 avril 1864 jusqu'à sa fermeture le 23 avril 1864. Elle compte une centaine de milliers de visiteurs. Les œuvres sont notamment exposées dans l'arsenal du vingt-troisième régiment militaire à *Union Square*³¹. Les efforts de Kensett sont chaleureusement salués par ses collègues organisateurs du salon, qui lui

Metropolitan Fair of US Sanitary Commission 1864 ». Ce document est une liste des œuvres d'art données par les artistes de Düsseldorf à la foire Metropolitan.

²⁸ Il fut provisoirement nommé avant le *National Club*.

²⁹ Henry Whitney Bellows, *Historical Sketch of the Union League Club of New York*, New York, Press of G.P. Putnam's Sons, 1879, p. 37.

³⁰ *Ibid.*, p. 58.

³¹ John Paul Driscoll, John K. Howat et Susan E. Strickler (dir.), *John Frederick Kensett...*, *op. cit.*, p. 43.

envoient une lettre une semaine après la fin de la foire³². Ainsi, Kensett est reconnu à partir de ce moment comme une figure centrale dans la promotion de l'art américain. Il permet la création, par son zèle mais aussi par sa connaissance artistique, d'un événement dont les New Yorkais se souvinrent. Un tel comportement à cette époque, dans le contexte de la guerre civile, est considéré comme une preuve de patriotisme et de nationalisme. La muséographie et la présentation des œuvres sont convenables et le public découvre ce qui se fait de mieux dans l'art américain³³. L'un des problèmes est que victime du succès de l'exposition, il est difficile d'apprécier dans des conditions optimales de telles créations artistiques à cause du nombre important de visiteurs.

Cet engouement pour l'art américain en 1863 initié par Kensett est partagé par le public attaché à un art national. Il était temps de créer un musée qui permettrait au public de voir ces œuvres tout au long de l'année et non pas seulement de manière temporaire. C'est pourquoi, après une telle réussite, l'idée d'un musée new yorkais émerge³⁴. Il devient alors impensable qu'une métropole aussi importante que New York n'ait pas de musées. L'idée est ensuite reprise avec enthousiasme par un groupe d'Américains à Paris qui, en 1869, envoie une lettre à l'avocat et président de l'*Union League Club* John Jay, lui demandant de créer une telle institution³⁵. Souscrivant à cette idée avec enthousiasme, le club présidé par John Jay soumet un rapport lors d'une assemblée générale le 14 octobre 1869, demandant la création d'une

³² Smithsonian Institution (New York), Archives of American Art, Edwin D. Morgan Collection, Papiers de John Frederick Kensett, microfilm N1534 : Lettre de C. Nash (assistant-secrétaire de la foire) à Kensett, 28 avril 1864.

³³ United States Sanitary Commission, *A Record of the Metropolitan Fair in the Aid of the United States Sanitary Commission Held at New York in April 1864*, New York, 1867, p. 97.

³⁴ Henry T. Tuckerman., *Book of the Artists...*, *op. cit.*, p. 11.

³⁵ John Paul Driscoll, John K. Howat et Susan E. Strickler (dir.), *John Frederick Kensett...*, *op. cit.*, p. 45.

galerie nationale³⁶. L'idée d'un bâtiment rassemblant différentes collections aboutit à la création du *Metropolitan Museum of Art* en 1870. Le rapport est adopté et le Comité des arts présidé par Kensett invite des représentants d'autres clubs et sociétés à assister à une réunion d'organisation préliminaire le 23 novembre³⁷. Lors de cette réunion la nature et la structure de base du musée sont définies. Kensett est dans son élément, à cette époque de grandes réunions publiques et de grands comités. Le 17 janvier 1870, il est élu avec vingt-six autres hommes au premier conseil d'administration du *Metropolitan Museum*, où il siège au comité exécutif jusqu'à sa mort en 1872³⁸. New York devient alors le haut lieu de la réflexion et de l'institutionnalisation d'un art national américain. Ce musée doit former le goût des Américains en se libérant des idéologies européennes.

Parce que le musée naissant ne disposait pas encore de collection ni de personnel, les administrateurs assument eux-mêmes toutes les fonctions de conception de la politique, de la structure, de la collecte de fonds, de la création de programmes et de leur mise en œuvre. Ils achètent aussi les deux premières collections du musée en un an³⁹.

Les engagements citoyens de Kensett permettent ainsi de faire un état des lieux de la société américaine du milieu du XIX^e siècle. Elle se définit par ses liens avec l'Europe et la célébration de l'exception américaine. Kensett est alors un pilier de ce mouvement vers un art plus national. En étant membre de différents clubs et organisations, Kensett est au centre du développement

³⁶ William Cullen Bryant, *A metropolitan art-museum in the city of New York: proceedings of a meeting held at the theatre of the Union League Club, Tuesday evening, November 23, 1869: including addresses, remarks and letters*, New York, Printed for the Committee, p. 6.

³⁷ *Ibid.*, p. 7.

³⁸ Winifred E. Howe, *A History of the Metropolitan Museum of Art*, New York, New York, Metropolitan Museum of Art, 1913, p. 103-123.

³⁹ John Paul Driscoll, John K. Howat et Susan E. Strickler (dir.), *John Frederick Kensett...*, *op. cit.*, p. 46.

d'un art américain en plein contexte de la guerre civile. En s'engageant dans la vie politique, Kensett défend ses convictions concernant l'art américain jusqu'à la capitale fédérale.

De grandes retrouvailles à l'échelle humaine ?

Les relations entre les Canadiens-français et la population française durant la Première Guerre mondiale

FREDERIC DALLAIRE

Résumé

L'historiographie des relations entre la France et le Canada français fait état d'une période creuse de ces relations durant la période séparant la Conquête britannique de 1763 et la relance diplomatique franco-québécoise des années 1960. Grâce à l'analyse de témoignages écrits, cet article tente de démontrer en quoi la présence de milliers de Canadiens-français en France durant la Première Guerre mondiale (de 1915 à 1919) fut une opportunité pour de grandes retrouvailles à l'échelle humaine entre ces Canadiens-français et une partie de la population française.

Mots-clés : Relations France Québec – Retrouvailles – Première Guerre mondiale – Témoignages écrits – Soldats canadiens-français.

Abstract

The Great War, a moment of great reunion? Relations between the French Canadians and the French population during the First World War

The historiography of relations between France and the French part of Canada points to a hollow period in these relations during the period between the British conquest of 1763 and the Franco-Quebec diplomatic revival of the 1960s. Through the analysis of written testimonies, this article tries to demonstrate how the presence of thousands of French Canadians in France during the First World War (from 1915 to 1919) was an opportunity for a great reunion on a human scale between these French Canadians and a part of the French population.

Keyword: *France-Quebec relations – Reunion – First World War – Written testimonies – French Canadians soldiers.*

Un retour sur l'histoire des relations entre la France et le Canada français nous apprend que durant près de deux cents ans, de la signature du traité de Paris de 1763 jusqu'au rapprochement diplomatique franco-québécois

des années 1960, les liens entre les Français et les Canadiens-français¹ furent très limités². Cette constatation nous porte à croire que, dans une certaine mesure, ces deux peuples francophones, d'héritage historique et culturel commun, en sont venus à se méconnaître, peut-être même s'oublier après tant d'années de séparation.

Nos recherches de Master portant sur les relations entre les Canadiens-français et la population française durant la Première Guerre mondiale viennent non seulement confirmer cette hypothèse, mais nous informent également sur la nature de ces relations et ce qui en résulta. Une histoire par le bas, rendue possible grâce à l'analyse de sources croisées (canadiennes-françaises et françaises) provenant de différentes formes de témoignages écrits (journaux personnels, correspondances, histoire officielle de bataillon, albums souvenirs, livres paroissiaux, articles de presse, transcriptions de discours, etc.), nous permet d'établir qu'à l'aube du xx^e siècle, ces deux peuples se connaissaient très peu. Les nombreuses rencontres qui eurent lieu de 1915 à 1919 permirent une reprise de contact importante et mirent en évidence l'instinct de familiarité qui liait encore les Canadiens-français et les Français malgré cette longue séparation qui dura plus d'un siècle et demi. C'est dans cette optique que nous avons choisi de parler de « retrouvailles », terme familier qui sous-entend : « Action, fait de retrouver des personnes dont on était séparé³ ». Dans cet article, nous tenterons de démontrer en quoi la Grande Guerre, durant cette période

¹ Par « Canadiens-français » nous désignons les Canadiens descendants des colons français de la Nouvelle-France qui ont préservé la langue et la culture française.

² Le présent article est issu du mémoire de Master 2 réalisé sous la direction d'Alya Aglan et Florian Michel, « La Grande Guerre, une occasion pour de grandes retrouvailles ? Les relations entre les Canadiens-français et la population française durant la Première Guerre mondiale », soutenu en juin 2019 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

³ Dictionnaire Larousse, *Définition retrouvailles* [en ligne], [<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/retrouvailles/69010>] (consulté le 22 mai 2019).

relationnelle creuse, a permis un rapprochement significatif entre Canadiens-français et Français non pas à l'échelle étatique, mais plutôt sous la forme de grandes retrouvailles à l'échelle humaine.

Un Canada français méconnu et une attitude ambivalente envers la France

La coupure de 1763 entre la France et ses sujets de la Nouvelle-France fut radicale. Du jour au lendemain, cette part de la population se retrouva complètement isolée sous le joug britannique, sans plus aucune attache avec la métropole française. Durant la période allant de la fin du XVIII^e au début du XX^e siècle, il y eut diverses tentatives de rapprochement d'ordre diplomatique, commercial et culturel provenant autant d'initiatives françaises que canadienne-françaises. Parfois purement symboliques, d'autres fois opportunistes, il semble que ces initiatives n'aient jamais suffi à maintenir un lien solide entre ces deux peuples dorénavant distincts⁴.

Le 4 août 1914, le dominion du Canada répond à l'appel lancé par Londres à l'ensemble de l'Empire britannique suite à la violation de la neutralité belge par l'Allemagne, en s'engageant dans la Première Guerre mondiale au côté des membres de la Triple Entente. La nouvelle est reçue avec beaucoup d'émotion autant chez les anglophones que les francophones du Canada puisqu'ils se retrouvent entraînés dans un conflit dans lequel l'Angleterre et la France, leurs deux patries d'origines, sont impliquées en tant qu'alliés. L'entrée en guerre du Canada offre alors l'opportunité à de nombreux Canadiens-français, provenant principalement de la province de Québec, de traverser l'Atlantique au sein du Corps expéditionnaire canadien afin de prendre part à la défense de la France. C'est dans ce contexte précis que se déploie notre étude sur les relations entre les Canadiens-français et la population française.

⁴ Cf. Yvan Lamonde, Didier Poton (dir.), *La Capricieuse (1855) : poupe et proue. Les relations France-Québec (1760-1914)*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2006.

Les témoignages étudiés nous apprennent qu'à l'époque de la Grande Guerre, la plupart des Français ignoraient qu'il y avait encore des habitants au Canada qui parlaient la langue de Molière et qui préservaient l'héritage des premiers colons français. Les Canadiens-français décrivent presque tous la même situation lors de premières rencontres avec des Français. D'abord un grand étonnement d'entendre des soldats portants l'uniforme britannique s'exprimer avec autant d'aisance dans un français teinté d'un fort accent qu'ils ne peuvent reconnaître. Le tout suivi d'un regard ébahi lorsqu'on leur apprend qu'il y a encore une importante communauté francophone au Canada. Voici comment le soldat George-Ulric Francoeur du 22^e bataillon canadien français décrit sa rencontre avec une Parisienne⁵ :

« Ma dernière journée à Paris, mon train est à 6 p.m. gare Saint-Lazare. [...] Au café je fais la connaissance de Louise Le Bœuf ; comme tous les Parisiens, elle est très surprise de rencontrer un soldat anglais qui parle français et peu de personnes connaissent l'histoire du Canada, étant autrefois possession française, et je dis à tous que nous parlons le français de Louis XIV⁶ ».

Des témoignages de Français comme celui d'Hubert Taffet, un poilu du 66^e régiment d'infanterie de l'Armée française, viennent corroborer les mots de Francoeur :

« Un beau jour, près de Ypres, quelques soldats entendirent des "kaki" parler français. La nouvelle fit une traînée de poudre. Chacun voulut constater un fait aussi surprenant. À cette date, en France, le Canada passait pour un pays exclusivement anglais. Nous apprîmes alors que la province de Québec était francophone [...]. Ce qu'ils nous disaient de leur immense pays avait l'air d'un conte merveilleux. Le Français moyen, à cette époque, ne voyageant pas ignorait totalement la géographie. À l'école, il étudiait la France en long et en large et négligeait le reste du monde. Sur le Canada nous avons tout à apprendre. Mais quand ils

⁵ Afin de respecter le contenu original des sources, aucune correction n'a été apportée aux citations, celles-ci ont été retranscrites telles quelles.

⁶ Georges-Ulric Francoeur, *Mon journal, France-Belgique, 1915-1916*, Outremont, Athéna, 2011, p. 266.

nous décrivaient l'hiver rigoureux avec neige et glace, les étendues incroyables, les forêts à l'infini, les fleuves géants, tout semblait excessif. Nous nous demandions alors si les Canadiens n'aimaient pas exagérer, à la manière de nos Marseillais⁷. »

Hubert Taffet ne dissimule pas son ignorance. Nous avons l'impression qu'il regrettait qu'on ne lui ait pas appris à l'école qu'il y avait encore des francophones au Canada. Les Canadiens-français se montrent alors toujours bien heureux de venir parer à cette méconnaissance du Canada en offrant une courte leçon d'histoire et de géographie à leurs camarades français. Le soldat Taffet se dit alors fort impressionné par la description faite du Canada, à un tel point qu'il vient à en douter un peu, mais comme il l'explique, si le Français moyen avait voyagé au Canada, il aurait compris que les Canadiens-français n'exagéraient nullement dans la description de leur pays.

Si l'on met l'accent sur la méconnaissance des Français du Canada français, on peut en dire autant concernant les Canadiens-français à propos de la France. Peu connaissaient réellement ce pays que plusieurs considéraient comme « la patrie de leurs pères⁸ » pour reprendre les mots de Claudius Corneloup, soldat du 22^e bataillon né en France en 1883 et émigré au Canada en 1908. Lui connaissait bien sa terre natale, mais ce n'était pas nécessairement le cas de ces frères d'armes. Très rares étaient ceux qui avaient eu l'opportunité de mettre les pieds sur le sol français avant la guerre. Le peu d'informations que la population canadienne-française possédait à propos de la France provenait généralement soit de l'élite religieuse locale ou de la presse⁹. Ces sources ne favorisaient pas toujours une opinion positive de la France, ce qui peut se comprendre dans une

⁷ Voir Michel Litalien (dir.), *Écrire sa guerre : témoignages de soldats canadiens-français, 1914-1919*, Outremont, Athéna, 2011, p. 295-296.

⁸ Claudius Corneloup, *L'épopée du vingt-deuxième*, Montréal, Librairie Beauchemin Limitée, 1919, p. 12.

⁹ Carl Pépin, « Les relations franco-québécoises pendant la Grande Guerre », thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Talbot C. Imlay, Université Laval, 2008, p. 40-41.

société canadienne-française aussi pieuse et traditionnelle. Le clergé y diffusait souvent une image négative d'un pays anticlérical et trop libéral, alors que la presse se plaisait à rapporter les bouleversements politiques ou les épisodes de violences qui marquèrent l'histoire de la III^e République. Il n'est donc pas surprenant d'observer une forme d'ambivalence chez la population qui ne semblait « plus se reconnaître dans cette *nouvelle* France¹⁰ ». Le journaliste Olivar Asselin, qui prit un peu de temps à se décider avant de s'engager comme volontaire, analysait cette situation de perplexité envers la France à l'aide d'une belle métaphore :

« Il y eut aussi vos lois républicaines de laïcisation. Pour de multiples raisons, je me garderai bien de les apprécier ici ; et ces raisons ne sont peut-être pas toutes celles que vous croyez. Mais nous fûmes du coup reportés à l'époque où notre clergé chantait des *Te Deum* pour fêter la chute de Napoléon, l'héritier des principes de 89... Certes, quand je dis *nous*, il faut s'entendre. De tout temps il y eut chez nous, et dans le clergé comme ailleurs, des esprits assez éclairés pour savoir aimer la France indépendamment de ses formes de gouvernement et de ses préférences électorales. Le sentiment du peuple envers la France avant la guerre, c'était celui de paysans qui compteraient dans leur famille une grande actrice. Nous étions au fond très fiers de vous, mais vous nous scandalisiez. Et je ne suis pas sûr s'il n'entraîna pas aussi dans nos âmes un peu d'envie, un peu de jalousie du parent pauvre¹¹. »

Cette fierté ou cette admiration dont parle Olivar Asselin, on la retrouve dans presque tous les témoignages de soldats canadiens-français que nous avons étudiés. Pour certains, nous discernons même un profond sentiment d'allégeance envers la France, et ce, avant même que les soldats en question y aient mis les pieds. Si la population canadienne-française était ambivalente quant à sa position envers la France, ce n'était pas le cas des soldats qui s'étaient portés volontaires. Une telle prédisposition suggère que

¹⁰ *Ibid.*, p. 41.

¹¹ Voir Hélène Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin et son temps. Le volontaire*, Montréal, Fides, 1996, p. 172.

ces derniers étaient portés à aborder positivement leurs rencontres avec les Français. En fin de compte, ils eurent l'occasion, au contact avec la France et ses habitants, de se faire leur propre opinion au-delà des filtres de l'Église et de la presse ou de leur attachement *a priori* pour celle-ci.

Un phénomène d'envergure ? Une impression de familiarité ?

Dans quelle mesure peut-on parler de *retrouvailles* entre Canadiens-français et Français dans le contexte de la Première Guerre mondiale ? Bien entendu, il est difficile de quantifier ou qualifier un tel phénomène, nous pouvons cependant offrir quelques indicateurs permettant d'abord de mettre en perspective l'ampleur de la venue des Canadiens-français en France durant ce conflit. Selon les dernières études, on estime qu'environ 25 000 Canadiens-français auraient effectué le voyage vers l'Europe, et 5 584 d'entre eux ont servi au sein du 22^e bataillon, seule unité canadienne complètement francophone durant la Grande Guerre¹². Il n'existe pas de donnée quantitative exacte nous permettant d'établir la durée moyenne du temps passé par ces Canadiens-français en France, celle-ci étant très variable, à l'image des aléas de la guerre. Par contre, nous savons, grâce à la documentation officielle comme les *War diaries* (journaux de guerre) du 22^e bataillon et les témoignages écrits, qu'il s'agit d'une période de temps « considérable » et d'« une première¹³ » pour autant de Canadiens-français. Le 22^e bataillon par exemple, passa deux ans et quatre mois exclusivement en France entre 1915 et 1919 alors que pour la plupart des témoins qui ont fait l'objet de nos recherches, cette période varie de quelques mois à un peu plus de deux ans.

¹² Yves Tremblay, « Le service militaire des Canadiens Français en 1914-1918 », in Charles-Philippe Courtois, Laurent Veyssière (dir.), *Le Québec dans la Grande Guerre : engagements, refus, héritages*, Québec, Septentrion, 2015, p. 59-64.

¹³ Serge Bernier, « Les combattants canadiens de 1915-1918 vus par des militaires français », in Serge Joyal, Serge Bernier, *Le Canada et la France dans la Grande Guerre 1914-1918*, Ottawa, Art Global, 2016, p. 440.

Il faut également prendre en considération l'étendue géographique sur laquelle les rencontres eurent lieu. Nous pourrions être tentés de croire que ces contacts étaient plutôt limités aux régions où la majorité des Canadiens-français étaient mobilisés, c'est-à-dire, dans le Nord-Pas-de-Calais et en Picardie. Les témoignages ainsi que d'autres sources, comme la presse française par exemple, nous rappellent qu'il n'y avait pas que des Canadiens-français mobilisés au front. Pensons notamment aux deux hôpitaux militaires canadiens-français qui furent établis en région parisienne durant la guerre à Saint-Cloud et à Joinville-le-Pont. Pour le personnel médical de ces hôpitaux, les rencontres avec la population étaient encore plus fréquentes. Nous savons aussi que les soldats avaient droit à des permissions, ce qui leur permettait de sortir des zones de combats afin d'explorer la France par leurs propres moyens. De nombreuses permissions ont été dédiées à la découverte de Paris, les Canadiens-français étant très enthousiastes à l'idée d'arpenter les rues de la Ville Lumière. Les escapades des soldats ne se sont cependant pas restreintes à la région parisienne. Les plus intrépides, comme le Capitaine-abbé Rosaire Crochetière, ont même été jusqu'à effectuer des périple incluant plusieurs arrêts dans des régions très éloignées du front. Dans son journal, il raconte son « Tour de France » de janvier 1918 qui le mena notamment à Paris, Bordeaux, Bayonne, Lourdes, sur la Côte d'Azur, à Lyon et Moulins, tout cela en une douzaine de jours¹⁴. Les permissions offraient ainsi aux Canadiens-français l'opportunité de rencontrer des habitants de diverses régions françaises.

Prenant en compte toutes ces informations, il était difficile d'imaginer qu'il n'y avait pas eu de nombreux contacts entre cette masse de Canadiens-français et la population française. La seule manière d'en savoir plus était d'étudier ce qu'avaient raconté les acteurs de ces rencontres. Nos recherches nous ont amenés à répertorier une grande variété d'extraits provenant de différentes formes de témoignages écrits évoquées en introduction. Ces extraits touchent

¹⁴ Rosaire Crochetière, *Carnet de guerre*, in Alain Bergeron (dir.), *Capitaine-abbé Rosaire Crochetière : un vicaire dans les tranchées*, Sillery, Septentrion, 2002, p. 102-105.

tous de près ou de loin les relations entre les Canadiens-français et les Français dans le contexte de la Grande Guerre. Il y est question notamment des relations entre les soldats et la gent féminine française ou bien avec les habitants qui les accueillait dans les villages de cantonnement, des cérémonies religieuses célébrées conjointement, de l'admiration réciproque entre les militaires français et canadiens-français, etc. Parmi tous ces sujets, on retrouve un élément essentiel, une sorte de dénominateur commun omniprésent dans l'ensemble des extraits : il s'agit de l'instinct de familiarité qui caractérise les rapports entre les Canadiens-français et la population française. Pourtant, comme nous l'avons démontré précédemment, ces deux peuples avaient été isolés l'un de l'autre pendant plusieurs générations. Comment peut-on expliquer une telle familiarité dans ces circonstances ? C'est dans ce contexte précis que le phénomène de retrouvailles que nous tentons d'expliciter prend tout son sens. Évidemment, ce terme est utilisé ici de manière métaphorique, puisque les individus qui se retrouvent ne se connaissaient pas auparavant. Toutefois, on s'aperçoit en analysant les témoignages qu'ils semblent se reconnaître à plusieurs égards et que ces rencontres provoquent naturellement cet instinct de familiarité.

Ce phénomène de retrouvailles ne se concrétisait pas de la même manière chez les deux groupes de populations concernés. Pour les Français, cela s'exprimait par une redécouverte du Canada français et un retour sur les liens historiques qui les unissent à ce peuple. Cette réaction est facilement observable dans la presse où les journalistes qui abordaient la participation canadienne-française à la guerre rappelaient l'histoire coloniale française en évoquant Samuel de Champlain et « l'accent du temps de Richelieu » tout en encensant ces « fils de l'ancienne France¹⁵ ». Parmi toutes les troupes alliées présentes en France, les Français démontraient une affection particulière pour les Canadiens-français. Le soldat français Hubert Taffet allait jusqu'à affirmer que dès sa première rencontre avec les Canadiens-

¹⁵ *Le Figaro*, n° 178, Paris, 26 juin 1916 [en ligne],
[<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k291085g.item>] (consulté le 8 mai 2019).

français, ceux-ci « eurent toutes [leurs] préférences ¹⁶ ». Une telle appréciation de la population française prenait de nombreuses formes. Prenons l'exemple d'un docteur du Nord-Pas-de-Calais qui offrait une bouteille de sirop au soldat du 22^e bataillon Honoré-Édouard Légaré en lui disant : « Pensez-vous que je pourrais faire payer une bouteille de sirop à un Canadien-français qui vient de si loin pour défendre la France ? Mon ami, n'y pensez pas ! C'est à moi de vous remercier de votre dévouement¹⁷ ». Ces petits gestes bienveillants étaient très fréquents et les Canadiens-français interprétaient ceux-ci comme une réelle marque d'affection.

Du côté canadien-français, ces retrouvailles se concrétisaient par un désir de renouer avec la France et sa population. Les Canadiens-français manifestaient ouvertement leur attachement à la France et leur fierté de pouvoir participer à la défense de celle-ci face aux Allemands. Ils tentaient constamment de rendre la pareille aux Français pour l'accueil chaleureux qui leur avait été réservé. Dans les villages où ils étaient cantonnés, les soldats n'hésitaient pas à offrir leur aide pour effectuer des tâches ménagères ou des travaux agricoles. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant d'assister à un réel rapprochement fraternel entre ces deux peuples. Fidèle à sa plume de journaliste, Olivar Asselin exposait ainsi sa réflexion sur l'évolution de cette relation :

« (...) nous avons assisté, en France, à un spectacle à la fois imprévu et réconfortant. Français d'Amérique et Français de France, qu'on croyait devenu étrangers les uns aux autres, et que, la veille encore, séparaient profondément leurs dissentiments religieux, se sont mis tout de suite à fraterniser. Il est bien arrivé parfois que les *tommies* canadiens-français abusassent légèrement du crédit que leur faisaient leurs cousins d'outre-mer. Mais nos gars sont avenants, ils ont la langue bien pendue, le cœur chaud et bon, et sur la main, il n'en faut

¹⁶ Michel Litalien (dir.), *op. cit.*, p. 295.

¹⁷ Honoré-Édouard Légaré, *Ce que j'ai vu... Ce que j'ai vécu, 1914-1916*, Montréal, Athéna, 2013, p. 107.

pas davantage pour gagner le cœur du Français. Partout où ils ont passé, ils ont laissé des amis¹⁸ ».

Comme l'indique Olivar Asselin, de belles amitiés se sont nouées durant cette épopée, ce qui représente probablement la meilleure preuve de retrouvailles qui soit. Hubert Taffet confirme avoir maintenu contact avec certains soldats du 22^e bataillon pour lesquels il semblait avoir la plus haute estime :

« La guerre nous sépara et chacun prit la direction d'un secteur du front. Mais, perdus de vue, les Canadiens restèrent toujours un des rares souvenirs agréables de ces années. Leur nom fut pour nous synonyme de frères d'armes. [...] Venu ensuite au Canada, j'ai rencontré plusieurs de ces anciennes connaissances, héros modestes retrouvés à la vie civile. Chaque fois, j'ai considéré comme un honneur de serrer la main d'un vétéran du "Vingt-deuxième"¹⁹ ! ».

En somme, on constate en évoquant ces quelques passages de témoignages qu'il s'est bel et bien produit un phénomène de retrouvailles durant la guerre. Il faut probablement relativiser l'idée de « grandes » retrouvailles, car toute la France et tout le Canada français n'ont pas été conviés à cette réunion, mais il s'agit d'un phénomène d'envergure si on le compare au peu de contacts établis depuis 1763. Durant un peu plus de quatre ans entre 1915 et 1919, plusieurs milliers de Canadiens-français et Français ont fraternisé, ont appris à se connaître, à se redécouvrir. Ce sont ces rencontres entre ces gens du peuple et non pas entre des commerçants ou diplomates qui nous permettent d'affirmer que des retrouvailles à l'échelle humaine eurent lieu pendant la Première Guerre mondiale.

¹⁸ Hélène Pelletier-Baillargeon, *op. cit.*, p. 172-173.

¹⁹ Michel Litalien (dir.), *op. cit.*, p. 296.

Histoire et représentations au cinéma :

Cuba dans l'imaginaire américain à la fin de la Guerre froide (1980-1999)

CLEMENT BERTHIER

Résumé

En 1959 la révolution castriste a été à la fois un choc pour le gouvernement américain et un modèle pour les mouvements de contre-culture des années 1960. Le personnage de Fidel Castro a ainsi suscité de nombreuses représentations au cinéma, souvent biaisées car elles sont associées à un contexte historique particulier, que ce soit le retour à l'anticommunisme des années 1980, ou la crise du régime dans les années 1990.

Mots-clés : Cinéma américain – États-Unis – Cuba – Fidel Castro – Révolution cubaine.

Abstract

History and Representations in American Cinema:

Cuba in the American Imaginary at the End of the Cold War (1980-1999)

In 1959 the castrist revolution has been both a shock for the American government and a model for the counter-cultural movements of the sixties. The character of Fidel Castro then provoked numerous representations, often biased because they are linked to a particular context whether it be the return to anti-communism in the eighties or the regime crisis during the nineties.

Keywords: *American Cinema – United States – Cuba – Fidel Castro – Cuban Revolution.*

Les plus gros succès au box-office américain permettent de dégager deux stéréotypes associés à Cuba dans le cinéma américain : celui du Cubain représenté comme un ancien migrant qui tombe inévitablement dans le trafic de drogue et la violence (*Scarface*) et celui de l'ennemi communiste à l'uniforme vert olive (*Watchmen*). Dès le premier film de propagande sur la guerre hispano-américaine en 1898, les Américains se sont souvent fait une

image particulière de l'île en fonction de leurs intérêts ou de leur idéologie¹.

Depuis l'amendement Platt (1901), qui permettait au gouvernement américain d'intervenir dans les affaires cubaines, jusqu'en 1959, Cuba était une destination touristique idéale. Des Américains s'y rendaient notamment pour boire de l'alcool durant la Prohibition (1919-1933). Des investisseurs immobiliers achetaient des hôtels² pour accueillir les voyageurs attirés par l'ambiance chantée par Irving Berlin dans *I'll see you in Cuba*, qui témoigne de l'attractivité de l'île « depuis que les États-Unis sont à sec³ ». En outre, de nombreuses publicités mettent en avant l'exotisme de Cuba, notamment pendant la saison hivernale.

La victoire de la guérilla castriste a provoqué une fermeture des casinos, des clubs et de toutes les activités liées à la corruption ou la dépravation. La révolution cubaine se développe dès le début des années 1950 au moment où les États-Unis entament une véritable « chasse aux sorcières » contre ceux qui sont soupçonnés de sympathie communiste. Fidel Castro n'affirme pas encore sa filiation avec l'URSS, se voulant d'abord rassurant auprès des Américains⁴. Néanmoins, en 1961 il confirme le caractère socialiste de la révolution et provoque un choc du côté américain, ce dont témoigne l'inquiétude grandissante de Philip W. Bonsal, ambassadeur à Cuba⁵.

Deux représentations ressortent selon que l'on se situe avant ou après la révolution : l'image de Cuba comme un lieu touristique idéalisé d'un côté ; et

¹ Le présent article est tiré du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction d'Annick Foucrier, « Histoire et représentations au cinéma : Cuba dans l'imaginaire américain au regard des relations américano-cubaines (1898-2014) », soutenu le 11 juin 2018 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

² Rosalie Schwartz, *Pleasure island: tourism and temptation in Cuba*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1997, p. 44.

³ « Ever since the USA went dry » dans la chanson *I'll see you in Cuba* de Irving Berlin, disponible sur Internet : <https://www.youtube.com/watch?v=WjHkw5fxagc>.

⁴ Fidel Castro, « Why we fight? », *Coronet*, février 1958, p. 80.

⁵ Philip W. Bonsal, *Cuba, Castro and the United States*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1972, p. 90.

de l'autre, la menace communiste. Les années 1960 marquent un tournant : différents mouvements de contre-culture dénoncent certains travers de la société américaine et sont parfois menés par des groupes proches de l'idéologie révolutionnaire cubaine. Pourtant, la fin de la Guerre froide mobilise à nouveau les représentations du début du xx^e siècle comme pour opérer un retour aux sources nostalgique qui dénoncerait en négatif la révolution castriste. Ainsi, comme l'affirmait Jacques Portes, « le cinéma américain est si puissant, aux États-Unis et dans nombre de pays du monde, que les images qu'il a colportées ont façonné notre mémoire, la chargeant d'évocations qui resurgissent à la moindre sollicitation⁶ ». Les travaux d'Anne-Marie Bidaud ou de Régis Boyer sur le cinéma américain témoignent de la construction de ces représentations tant par une volonté « d'américanisation⁷ » des populations que pour montrer le rapport entre idéologie et construction de l'image sur grand écran.

Le corpus cinématographique utilisé dans cet article se fonde sur plusieurs critères : il regroupe des films ayant été diffusés dans les années 1980-1990, réalisés ou produits par des cinéastes qui ne sont pas forcément tous américains par leur origine mais qui ont travaillé principalement aux États-Unis. Néanmoins, malgré l'ampleur de ce corpus, les études sont rares, voire inexistantes sur la construction de l'image du Cubain par le cinéma américain. Le but est donc ici, à travers l'étude de l'histoire cubaine, américaine et du cinéma, de mettre en relation les contextes historique, économique, culturel et social des deux pays pour tenter de comprendre la raison pour laquelle on se représente aujourd'hui la population cubaine d'une certaine manière.

⁶ Jacques Portes, « Histoire et cinéma aux États-Unis », *Documentation photographique*, n° 8028, août 2002, p. 1.

⁷ Anne-Marie Bidaud, *Hollywood et le rêve américain : cinéma et idéologie aux États-Unis*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 5.

Les années 1980 : la réaffirmation de l'imagerie anticommuniste au cinéma

Le début des années 1970 correspond à une période de désillusion et « de deuil des utopies mort-nées⁸ ». L'historien Jean-Baptiste Thoret situe l'origine de ce déclin autour des années 1972-1973 : à la suite du scandale du Watergate, la population américaine devient plus méfiante vis-à-vis de son gouvernement. En outre, la chute de Saïgon en avril 1975 accentue l'échec des États-Unis face à l'expansion communiste au Vietnam. Au cinéma, des réalisateurs comme Francis Ford Coppola témoignent de cette période de désillusion dans la saga du *Parrain* qui dénonce les travers de la société américaine.

En 1980, le président démocrate Jimmy Carter n'est pas réélu. Selon l'historienne Barbara Keys, le gouvernement américain mène une politique de défense des droits à l'international pour retrouver une forme de fierté nationale⁹. Cette vision est partagée par tout l'échiquier politique, les conservateurs cherchant déjà néanmoins à renouer avec le dialogue anticommuniste des années 1950. Or, la politique humanitaire de Carter est perçue comme un affaiblissement de la position des États-Unis à l'international. Son successeur, le républicain Ronald Reagan, incarne la volonté de l'Amérique de revenir en force sur la scène mondiale et de mettre fin aux différentes crises. L'élection d'un ancien acteur de Hollywood favorise en outre le retour d'une mise en scène de la nation avec un nouveau rapport entre cinéma et politique. Ancien dirigeant de la *Screen Actors Guild* et acteur de films de série B dans les années 1950, il a aussi été gouverneur de Californie de 1967 à 1975 et donc habitué du milieu hollywoodien. Il use de références cinématographiques jusque dans ses discours : lorsqu'il promeut un projet de défense contre les missiles balistiques en mars 1983,

⁸ Jean-Baptiste Thoret, *Le cinéma américain des années 70*, Paris, Cahiers du Cinéma, coll. « Essais », 2009 (2^e éd.), p. 14.

⁹ Barbara Keys, *Reclaiming American Virtue. The Human Rights Revolution of the 1970s*, Boston, Harvard University Press, 2014.

le président qualifie l'URSS d'« Empire du Mal », trois ans après la sortie de *The Empire Strikes Back* (1980), 2^e volet de la saga *Star Wars*. Ce terme est aussi utilisé par les journalistes pour désigner le projet. Bien que le lien entre le film et le discours ne soit pas explicite, cinéma et politique partagent un même vocabulaire destiné à faire de l'URSS un ennemi commun.

Les années 1980 marquent aussi un tournant pour le cinéma américain. Hollywood se tourne vers des productions à gros budget, à destination d'un public familial, qui « font du bien¹⁰ » : les *blockbusters*¹¹. Selon le réalisateur Georges Lucas, il s'agit dans ces films de produire un conte moral pour apprendre aux enfants ce qui est bien et ce qui est mal¹². Cette conception anticipe le virage manichéen pris par Hollywood dès le début des années 1980.

Jacques Portes affirmait que « certains films peuvent fournir un témoignage de première main sur la façon de vivre et d'agir à un moment donné¹³ ». En l'occurrence, les représentations manichéennes du Cubain dans les années 1980 sont liées à un retour de la politique de refoulement du communisme, stratégie politique réaffirmée par Reagan dès son discours d'investiture : « En ce qui concerne les ennemis de la liberté, ceux qui sont des adversaires potentiels, nous leur rappellerons que la paix est ce à quoi le peuple américain aspire le plus. Nous négocierons pour elle, ferons des sacrifices pour elle ; nous ne nous soumettrons pas pour elle, ni maintenant ni jamais¹⁴ ». Cette idéologie est en partie partagée par les Américains,

¹⁰ *Ibid.*, p.45.

¹¹ Littéralement en anglais « qui fait exploser le quartier », le terme *blockbuster* est employé pour désigner un film à gros budget avec un grand succès populaire. Le mot est réutilisé dès 1975 à propos de *Jaws* de Steven Spielberg, premier film du genre. La société de production Universal Pictures avait alors investi des dizaines de millions de dollars dans la promotion du film.

¹² Lester Friedman, *American Cinema of the 1970's: Themes and Variations*, Rutgers University Press, 2007, p. 185.

¹³ Jacques Portes, « Histoire et cinéma aux États-Unis », *op. cit.*, p. 3.

¹⁴ « As for the enemies of freedom, those who are potential adversaries, they will be reminded that peace is the highest aspiration of the American people. We will negotiate for it, sacrifice for it; we will not surrender for it – now or ever. » Ronald

rejoignant ainsi la théorie de l'économiste Raymond Moley en 1938 sur l'idée d'une construction des représentations influencées par le cinéma¹⁵.

Cette image inquiétante du communiste se traduit par la production de nombreux films où les Américains sont les gentils et tous ceux qui sont liés à l'URSS de près ou de loin les méchants. Dans le cas de Cuba certains films se rapprochent presque de la propagande. Par exemple, *L'aube rouge* (1984) devait au départ être un film contre la guerre inspiré de *Sa Majesté des Mouches*. Cependant, le conseil d'administration des studios MGM, incluant le général et ancien conseiller de Nixon, Alexander Haig, décide finalement d'en faire un film pour la guerre¹⁶ et le confie à John Milius. Connue pour sa proximité avec la droite reaganienne et sa fascination pour les armes¹⁷, Milius célèbre les bienfaits de la lutte armée quand il s'agit de combattre une invasion étrangère. Il met en scène des adolescents de la ville fictive de Calumet dans le Colorado qui subit une attaque communiste durant une hypothétique Troisième Guerre mondiale où des pays comme Cuba auraient des armées puissantes. Ces jeunes forment un groupe de guérilla pour essayer de reprendre leur ville, ce qu'ils réussissent au prix du sacrifice des héros. Malgré un score plutôt correct au box-office, le plaçant 20^e au classement annuel selon le site américain *Mojo Box-Office*, le film reçoit un accueil plutôt négatif de la part des journaux d'orientation « libérale » (*liberal*) comme le *Los Angeles Times*¹⁸ ou le *New York Times*¹⁹ qui accusent Milius

Reagan, « Inaugural Address, January 20, 1981 », *The American Presidency Project* [<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=43130>].

¹⁵ Anne-Marie Bidaud, *Hollywood et le rêve américain...*, *op. cit.*, p. 5.

¹⁶ Peter Bart, « First Look: Famous Firings a Tough Ax to Follow », *Variety*, 28 septembre 2009, p. 2.

¹⁷ Tony Shaw, *Hollywood's Cold War*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2007, p. 270.

¹⁸ David C. Harvey et Robert Pessis, « Jingo Bells at 'Dawn' », *Los Angeles Times*, 26 août 1984, p. 22.

¹⁹ Vincent Canby, « Cockeyed at 'Red Dawn' », *The New York Times*, 16 septembre 1984, p. 19.

d'encourager une attitude guerrière. Le journaliste Vincent Canby le compare par ailleurs à *My Son, John*, sorti dans les années 1950 et qui illustre la paranoïa anticommuniste de l'époque. D'un autre côté, Milius est applaudi par la Gun Owners of America, la 2^e organisation américaine pro armement derrière la National Rifle Association (NRA)²⁰. Interrogés sur le film en novembre 1984, des élèves du New Jersey répondent : « Vous en arrivez à haïr les Russes²¹ ». Même si cette enquête ne concerne qu'une école en particulier, elle montre l'influence que peuvent avoir les représentations cinématographiques.

Cette image guerrière est reprise de façon plus caricaturale dans *Invasion USA* (1985) qui évoque le combat d'un ancien agent du gouvernement contre une invasion communiste en partie composée de Cubains qui sème le chaos sur le territoire américain. Le titre reprend celui d'un film de 1952 qui parle également d'une invasion soviétique. Vincent Canby montre que les deux films sont inspirés d'une même peur : celle d'une Amérique qui pourrait s'affaiblir à cause de cette menace étrangère²². Ce sentiment est partagé par l'acteur principal lui-même, Chuck Norris, qui affirmait que l'invasion allait se produire²³. Pour ce qui est des Cubains, le film témoigne d'une association entre population hispanique et trafic de drogue, image reprise dans *Scarface* (1983). Réalisé par Brian de Palma, l'histoire suit Tony Montana, un délinquant cubain qui profite de l'ouverture du port de Mariel à Cuba par Fidel Castro en 1980 pour fuir à Miami, et qui bâtit progressivement un empire fondé sur le trafic de drogues. Le rôle est attribué à Al Pacino, connu pour ses rôles de gangsters, ce qui peut artificiellement créer un lien entre ses rôles et la réalité. En outre, les États-Unis luttent au même moment contre de nombreux cartels d'Amérique latine, ce qui renforce les

²⁰ *Ibid.*, p. 276.

²¹ « You come out hating the Russians », in *ibid.*, p. 276.

²² Vincent Canby « Film view; is action or politics the real attraction? », *The New York Times*, 29 septembre 1985.

²³ Judy Klemesrud, « Longtime king of the karate flicks is finally winning over the critics », *The New York Times*, 5 septembre 1985.

stéréotypes autour de la population hispanique, de la drogue et de la violence accompagnant ce trafic. Selon Brian de Palma le film devait être plutôt une critique du capitalisme mais, pendant le tournage, des Cubains-Américains se plaignent du manque de représentation de la communauté cubaine, à part pour montrer des criminels²⁴.

Les années 1990 : le souvenir d'une Cuba prérévolutionnaire

La dissolution de l'URSS en 1991 marque la fin de ces représentations virulentes anticommunistes d'autant plus que le régime castriste subit une crise économique après la disparition de son principal allié. Fidel Castro entame la « période spéciale en temps de paix » : le régime cubain remet en question sa façon de gouverner pour endiguer cette crise. Parmi les réformes mises en place, on trouve la volonté de relancer l'économie touristique et la circulation du dollar américain.

La possibilité pour les visiteurs étrangers de se rendre à Cuba modifie leurs représentations. L'anthropologue Florence E. Babb récupère, lors de voyages à Cuba entre 1993 et 2009, des témoignages des organisateurs de circuits touristiques et des visiteurs internationaux²⁵ qui montrent que ces représentations s'appuient sur un âge d'or du tourisme cubain antérieur à la révolution. Elle affirme que les guides mettent souvent de côté l'histoire révolutionnaire, sans intérêt touristique selon les agences. Ce qui intéresse les touristes, c'est l'aspect festif des années 1950. La demande touristique tournerait ainsi autour des voitures américaines, des bars fréquentés par Ernest Hemingway ou du tourisme sexuel. Progressivement, les films et documentaires des années 1990 illustrent eux aussi un retour aux représentations antérieures de l'Île, lorsqu'elle était vue comme un « terrain

²⁴ Gary Susman, « 'Scarface': 25 things you didn't know about Al Pacino's classic crime drama », *Movifone*, 9 décembre 2013.

²⁵ Florence E. Babb, « Che, Chevys, and Hemingway's Daiquiris: Cuban tourism in a time of globalisation », *Bulletin of Latin American Research*, vol. 30, n° 1, 2011, p. 50-63.

de jeu naturel des États-Unis ».

Dans ce contexte, *The Mambo Kings* (1992) d'Arne Glimcher raconte une histoire qui prend place avant la révolution cubaine, durant un âge d'or valorisant le folklore cubain. La musique, accompagnant les décors de casinos, de boîtes de nuit, les ambiances érotiques de La Havane des années 1950, y est très importante. Adapté du roman éponyme de l'écrivain cubain-américain Oscar Hijuelos, il relate les souvenirs de César Castillo, immigrant installé à New York dans les années 1950, qui évoque ce qu'il a perdu au fil du temps, notamment sa manière de vivre avant la révolution. Le trait particulier de cette œuvre est une certaine nostalgie de Cuba à travers l'histoire du *mambo*, style musical cubain des années 1940, et de deux frères musiciens immigrants qui fuient La Havane en 1952. Après la mort de son frère Nestor, César reprend la musique dans les années 1960 pour envoyer de l'argent à sa famille qui souffre des conséquences de la révolution. Pour la journaliste Carmen Sigüenza, l'histoire des frères Castillo est « pleine de passion, de musique et de sensualité dans la Cuba d'avant la révolution de Fidel²⁶ », soulignant la rupture provoquée par la révolution cubaine. L'histoire narrée par Hijuelos et Glimcher témoigne d'une forme de nostalgie de cette période prérévolutionnaire, qui a laissé place à une situation plus difficile.

Mais l'élément le plus emblématique de cette mise en avant de la culture cubaine d'avant la révolution est le groupe *Buena Vista Social Club* (BVSC) qui reprend des rythmes du *son*, la musique traditionnelle de Cuba avant les années 1960. Le groupe évoque une période révolue où les boîtes de nuit accueillaient des milliers de touristes, disparue après 1960 car le régime soutient l'apparition d'un autre type de musique : la *nueva trova*. La popularité du *son* est telle que lorsque les visiteurs se rendent sur l'île, ils s'attendent à l'entendre amenant les groupes locaux à axer leur offre sur ce

²⁶ « Llena de pasión, música y sensualidad en la Cuba de antes de la revolución de Fidel » in Carmen Sigüenza, « Hijuelos recupera la pasión de Cuba 20 años después de los Reyes del Mambo », *lainformacion.com*, 22 octobre 2012.

même registre²⁷. Cette musique accentue le phénomène de récupération des images de Cuba dans les années 1950. Cette vision nostalgique d'un passé perdu et mythifié est en partie influencée par *Buena Vista Social Club* qui reprend le nom d'une boîte de nuit de La Havane fermée par le régime castriste. Florence E. Babb parle d'un effet de « Buena Vista Socialisation²⁸ », renvoyant à l'idée que le groupe véhicule une certaine identité de Cuba en dehors de l'histoire révolutionnaire. Dans l'esprit des visiteurs internationaux, la musique du BVSC est associée à ce passé, et Cuba une île figée dans le temps. Le pianiste du groupe, Ruben Gonzalez, témoigne de cette période prérévolutionnaire et affirme que c'était une « période de vraie vie musicale à Cuba où il y avait peu d'argent à gagner, mais tout le monde jouait car [les musiciens] en avaient vraiment envie²⁹ ».

En 1976, Fidel Castro autorise un groupe de musiciens américains à voyager par bateau jusqu'à Cuba s'ils donnent un concert³⁰. Le guitariste Ry Cooder est un des rares volontaires et reçoit sur l'île une ovation pour avoir interprété une ancienne chanson patriotique. Il se découvre une passion pour la musique cubaine et rêve de rassembler un orchestre avec tous les plus grands musiciens locaux. En 1996 il est appelé par le producteur Nick Gold de World Circuit Records pour enregistrer un album de musique cubaine. Le projet inclut des grands musiciens cubains comme Ibrahim Ferrer ou Compay Segundo. L'album est enregistré en six jours avec des instruments qui n'avaient pas changé depuis les années 1950. En 1997, le premier album se vend à 9 millions d'exemplaires, un succès³¹. Le documentaire *Buena Vista Social Club* par Wim Wenders (1999) fait ensuite

²⁷ David A. Garlitz, *Tourist Songs: Cultural Tourism, the Buena Vista Social Club, and Cuban Son*, Middletown, Wesleyan University, 2005, p. 50.

²⁸ Florence E. Babb, « Che, Chevys, and Hemingway's Daiquiris... », art. cit., p. 54.

²⁹ Témoignage tiré du documentaire de Wim Wenders, *Buena Vista Social Club*, Road Movies Filmproduktion, 1999.

³⁰ « Hurricane Cooder hits Cuba », *The Telegraph*, 28 juin 1997.

³¹ « Buena Vista Social Club in the (White) House! », *San Diego Free Press*, 15 octobre 2015.

connaître cette musique au reste du monde. Le réalisateur accompagne le groupe et filme ses différents membres à La Havane. Pendant le générique défilent certaines images emblématiques qui forgent les stéréotypes de Cuba : une voiture américaine remontant une rue de La Havane avec Compay Segundo qui fume un cigare. La première scène reprend des codes publicitaires avec des paysages exotiques sur le rythme du morceau le plus connu, *Chan Chan*. Même si certains membres du groupe, dont Ibrahim Ferrer, témoignent dans le documentaire de leur admiration pour Fidel Castro, le film ne participe pas moins à un sentiment de nostalgie. Dès 1994 avec la création d'un ministère du Tourisme à Cuba, le régime décide de développer ce secteur pour répondre aux problèmes économiques et laisse l'hôtellerie privée et les opérateurs capitaliser sur l'histoire cubaine antérieure à Fidel Castro.

Ainsi dans les années 1980 et 1990, les représentations de Cuba offertes par l'industrie cinématographique américaine, par le gouvernement américain ou par les acteurs du secteur touristique semblent opérer un retour en arrière pour mythifier le passé de Cuba, en opposition à un régime révolutionnaire dont l'idéologie est mise de côté ou dénoncée. Les réalisateurs soulignent les problématiques de l'époque contemporaine pour montrer que Cuba se portait peut-être mieux sans les frères Castro, souvent dans une logique de propagande pour discréditer l'adversaire. En outre, le régime cubain participe lui-même à la construction de cette image en s'ouvrant au tourisme pour réguler la crise économique, en s'appuyant sur un folklore qui insiste sur des traits culturels antérieurs à la révolution cubaine.

Le cinéma façonne notre mémoire, et cela s'observe également sur plusieurs périodes de notre histoire. Les spectateurs ont longtemps pu associer l'image de l'Ouest américain aux westerns avec John Wayne. Parfois le cinéma peut être aussi cathartique lorsqu'il cherche à représenter le Vietnam dans les années 1970. Le cinéma joue avec la mémoire collective : il ne montre qu'une facette de l'histoire, choisie pour des raisons idéologiques, soit pour vendre un bon spectacle, au détriment de la véracité historique.

Gouverner les colons en Nouvelle Russie

Théories et pratiques de l'administration coloniale dans le sud de l'Empire tsariste (1803-1814)

MERYL LAVENANT

Résumé

Au début du XIX^e siècle, un Français, le duc de Richelieu, devient gouverneur-général d'une région récemment intégrée à l'Empire russe : la Nouvelle Russie. Dans cet espace, il cherche, avec le responsable de l'administration coloniale, Samouïl Kontenius, à mettre en œuvre une politique de peuplement de la région, en établissant des colonies agricoles de colons étrangers.

Mots-clés : Administration – Nouvelle Russie – Colonisation – Richelieu.

Abstract

Governing settlers in New Russia:

Theory and Administrative Colonial Practice in the Southern Empire (1803-1814)

In the beginning of the XIXth century, a French man, the duke of Richelieu became general-governor of a newly founded region of the Russian Empire, called « New Russia ». With Samouïl Kontenius, the head of the colonial office of the region, he thrived to implement the policy which aimed at populating the region, by settling foreign colonists.

Keywords: Administration – New Russia – Colonization – Richelieu.

Au XVIII^e siècle, l'impératrice Catherine II poursuit l'œuvre d'expansion territoriale vers le sud initiée sous Ivan III et repousse les Turcs jusqu'à atteindre les bords de la mer Noire¹. Avec la conquête de la Bessarabie sous

¹ Le présent article a été adapté du mémoire réalisé dans le cadre du Master 2 Histoire contemporaine des relations internationales et des mondes étrangers, sous la direction du professeur Marie-Pierre Rey. Intitulé « Kontenius, Richelieu et les "colonistes" : Peupler la Nouvelle Russie, une histoire incarnée de l'administration coloniale (1803-1814) », il a été soutenu en juin 2019 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Alexandre I^{er}, tout l'espace des steppes s'étendant du Danube à la mer d'Azov est intégré à l'Empire, au sein de la province de Nouvelle Russie (*Novorossia*).

De 1803 à 1814, le Français Armand-Emmanuel du Plessis de Richelieu administre cette région : descendant du célèbre cardinal, il entre au service de la Russie sous Catherine II, après avoir pris les armes aux côtés des Russes lors de la bataille d'Ismail en 1789. C'est un proche du tsar Alexandre I^{er}, lequel cherche alors à mettre les confins de l'Empire entre les mains d'un homme de confiance et propose à Richelieu le poste de gouverneur d'Odessa, puis de gouverneur général de la Nouvelle Russie. C'est de la lecture de la centaine de lettres que le duc envoie à Samouil Kontenius², fonctionnaire chargé de la colonisation de la région, qu'est née cette étude. Celles-ci permettent en effet d'analyser la politique de peuplement et l'établissement de colonies étrangères par le regard de ceux qui les ont mis en œuvre.

Cette recherche relève de l'histoire de l'administration coloniale, étudiée sous l'angle de ses représentations et de ses pratiques. Elle contribue en outre à faire connaître Samouil Kontenius, redécouvert par les historiens russes dans les années 1950 mais absent de l'historiographie francophone.

Le dispositif institutionnel de gouvernement des colonies

Depuis le règne de Pierre le Grand, s'est progressivement développée l'idée que le souverain se devait de mettre en place une administration rationnelle, permettant d'exploiter au mieux les ressources naturelles du territoire. Or cela requiert de la main-d'œuvre. Catherine II, qui connaît les thèses populationnistes, considère le « vide d'hommes » de certains espaces de l'Empire avec inquiétude. Pour y remédier, elle conçoit, dans les années 1760, une politique de peuplement qui repose sur l'installation d'étrangers en Russie³ : il s'agit tant d'augmenter la population générale de

² Elena Polevchtchikova, Dominique Triaire (dir.), *Lettres d'Odessa du duc de Richelieu, 1803-1814*, Ferney-Voltaire, Centre international du XVIII^e siècle, 2014.

³ Roger P. Bartlett, *Human Capital: the settlement of foreigners in Russia, 1762-1804*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, p. 31.

l'Empire, que de profiter des savoir-faire de ces colons venus d'Europe occidentale.

Le Comptoir et la mise en œuvre de la politique de colonisation

Sous le règne de Paul I^{er}, cet intérêt pour le développement de l'Empire se poursuit, et un organe dédié à la question est instauré au sein du Sénat : l'Expédition pour l'économie d'État, la tutelle des étrangers et l'agriculture (*Ekspeditsiia gosudarstvennogo khoziaistva, opekunstva inostrannykh i sel'skogo domovodstva*). En 1798, Samouil Kontenius (1748/9-1830), fonctionnaire de l'Expédition, est chargé de rédiger un rapport sur l'état des colonies fondées en Nouvelle Russie sous Catherine II. Le résultat du rapport est édifiant. Pour répondre aux carences dans l'administration de ces populations, une institution est aussitôt établie : le Comptoir de tutelle des colons étrangers de Nouvelle Russie (*Kontora opekunstva novorossiiskikh inostrannykh poselentsev*). Kontenius est choisi pour en prendre la tête.

La création du Comptoir vise à corriger les excès et imperfections des décennies précédentes : les colons, qui pour certains n'étaient pas paysans, étaient alors accueillis sans sélection, puis livrés à eux-mêmes ; très pauvres, ils ne parvenaient pour la plupart pas à vivre de leur production⁴. Dès lors, la mission du Comptoir est triple⁵ : superviser les colonies étrangères existantes et organiser l'installation des nouvelles colonies, soutenir leur développement économique, garantir les droits et privilèges des colons (subventions, prêts, terres cultivables)⁶.

Peu après la création du Comptoir, l'arrivée au pouvoir d'Alexandre I^{er} en mars 1801 donne un nouvel élan à cette politique. De 1803 et 1817, le

⁴ Julia Malitska, « Negotiating Imperial Rule: Colonists and Marriage in the Nineteenth-century Black Sea Steppe », thèse de doctorat, Södertörn University, History, Baltic & East European Graduate School (BEEGS), 2017, p. 99.

⁵ *Polnoe Sobranie Zakonov Rossiiskoi Imperii*, Tome XXVI, n° 19492, p. 286-287.

⁶ *Polnoe Sobranie Zakonov Rossiiskoi Imperii*, Tome XXVIII, n° 21163, p. 137-140.

nombre d'individus dépendant du Comptoir passe de 3 477⁷ à 32 566⁸, le nombre de colonies de 10 à 128. Les « *kolonisty* », sont d'origines diverses : bien que pour la plupart Allemands ou Bulgares, on trouve aussi parmi eux des Grecs, des Arméniens, des Moldaves.

Un double système de gouvernement des colonies

Le Comptoir se trouve à Ekaterinoslav, où siège le Juge en chef, Kontenius ; Richelieu quant à lui vit à Odessa, où il a installé le gouvernement de la Nouvelle Russie et la Chancellerie d'Odessa, annexe du Comptoir. Ce qui rend leur tâche délicate, c'est l'étendue du territoire sur lequel elle s'exerce⁹ : avoir une idée précise de la situation des colonies qu'ils administrent relève de la gageure pour les deux hommes.

Le bon fonctionnement des colonies repose d'une part sur la coordination entre l'administration provinciale et le Comptoir – cela étant facilité par le fait que Richelieu soit à la fois gouverneur général et directeur des colonies de Nouvelle Russie (*glavnoupravliaiushchii novorossiiskimi koloniamī*¹⁰). D'autre part, deux échelles de gouvernement se complètent pour la gestion de ces colonies : le gouvernement local, qui incombe aux colons, et celui du Comptoir.

Sous Paul I^{er} avait été établi un système de gouvernement local des colonies reposant sur le *mir*, l'assemblée des chefs de famille. Celui-ci demeure sous Alexandre. Le *mir* élit des représentants à l'échelle du village

⁷ Olga V. Einfeld (otv. red.), *Samuil Khristianovich Kontenius ob inostrannoï kolonizatsii luzhnoi Rossii : sbornik dokumentov 1801-1829 gg.*, Odessa, Astroprint, 2003, p. 75-76.

⁸ Olga V. Konovalova (otv. red.), *Popechitel'nyi Komitet ob inostrannykh poselentsakh luzhnogo kraia Rossii. 1799-1876. (Tome 1)*, Odessa, TES, 1998, p. 15.

⁹ Odessa et Ekaterinoslav (aujourd'hui Dnipro), sont distantes de plus de 400 kilomètres ; 600 kilomètres séparent Dubossari (à l'ouest de la province de Kherson) de Kertch (pointe ouest de la péninsule de Crimée).

¹⁰ Rescrit impérial de nomination daté du 21 février 1804, cité dans Olga V. Konovalova, *Pis'ma gertsoga Armana Emmanuila de Rishel'e Samuilu Khristianovichu Konteniusu. 1803-1814 gg.*, Odessa, OKFA, 1999, p. 218.

et de la colonie¹¹, qui sont ensuite « confirmés » à leur poste par le Comptoir, et deviennent des agents du gouvernement de l'Empire¹², au sein du *sel'skii* et de l'*okruzhnoi prikaz*¹³. Ces instances sont responsables de la gestion quotidienne de la colonie : annonce des décrets aux colons, supervision des travaux agricoles, gestion des travaux d'infrastructures pour la communauté, collecte des taxes. Leurs responsables sont chargés d'informer chaque année le Comptoir des évolutions de la population du village (naissances, décès, mariages). Ils veillent enfin sur l'ordre au sein de la colonie.

Le Comptoir est représenté dans chaque colonie par des fonctionnaires, les inspecteurs (*smotritel*). Leur tâche consiste à mettre en œuvre les instructions reçues de Kontenius ou de Richelieu, en s'appuyant sur le gouvernement local qui leur est subordonné.

Philosophie politique et références intellectuelles

Dans les documents du Comptoir comme dans les lettres de Richelieu se dessine en filigrane une conception du gouvernement singulière. Les deux hommes sont en effet très influencés par les théories politiques qui circulent alors en Europe, notamment par le caméralisme.

Une rationalisation du rapport aux populations

Le XIX^e siècle voit de nouvelles pratiques apparaître en Russie, qui sont autant de signaux d'une évolution de la conception du pouvoir et du gouvernement : c'est à cette époque que se répand l'usage de rassembler des données pour modeler l'action publique¹⁴. On retrouve cette pratique en Nouvelle Russie : le duc demande régulièrement à Kontenius de lui

¹¹ Le terme de « *koloniia* » désigne un groupe de villages situés à proximité les uns des autres.

¹² Julia Malitska, *Negotiating Imperial Rule*, *op. cit.*, p. 120-121.

¹³ L'expression de *sel'skii prikaz* désigne le gouvernement du village, celle d'*okruzhnoi prikaz* celui de la colonie.

¹⁴ Nancy Shields Kollmann, *The Russian Empire 1450-1801*, New York, Oxford University Press, 2017, p. 335.

transmettre des tableaux de données et exige que les fonctionnaires du Comptoir y mettent l'application nécessaire : « J'ai donné au Comptoir la petite réprimande, comme vous le vouliez. Il faut mettre la plus grande exactitude à la confection de ces tabelles statistiques. C'est d'après cela qu'on peut juger du bien et du mal, et des résultats de l'opération en général¹⁵ ».

Un autre élément, signe de la rationalisation du gouvernement, mérite d'être mentionné : le rôle que joue la science, notamment en matière de santé. Pour ne prendre qu'un exemple, on peut évoquer le projet de Richelieu de répandre l'inoculation variolique en Nouvelle Russie. Il est en effet très préoccupé par la forte mortalité au sein des colonies étrangères, population particulièrement fragile dans les premières années suivant l'installation. En mai 1809, il écrit ainsi : « Je m'en vais faire vacciner tous les nouveau-nés avec la matière que M. Alekseev m'a envoyée, je me flatte que vous ferez ensemble de la bonne besogne pour répandre ce moyen préservatif¹⁶ ».

Cela n'empêche pas Kontenius et Richelieu d'adopter une approche marquée par une forme de pragmatisme et d'empirisme : Olga V. Eisfeld évoque ainsi une méthode « par essais et erreurs¹⁷ ». Kontenius s'appuie sur les inspecteurs pour tester de nouvelles techniques agricoles, médicales, de construction, au sein des colonies, et exige qu'ils lui envoient des rapports sur le succès ou l'insuccès des opérations menées. Il confie ainsi à l'inspecteur des colonies de la Molochna¹⁸ la mission de faire préparer 1 000 briques par des colons, et explique ainsi sa démarche :

« Je pense qu'en faisant cuire toute une fournée, on pourra mieux s'assurer de la qualité et de la convenance d'un tel matériau pour la construction prévue, et savoir le prix de mille briques cuites au feu, par

¹⁵ Elena Polevchtchikova, Dominique Triaire (dir.), *Lettres d'Odessa du duc de Richelieu*, op. cit., p. 104.

¹⁶ *Ibid.*, p. 118.

¹⁷ Olga V. Konovalova, *Pis'ma gertsoga de Rishel'e k S.Kh. Konteniusu (1803-1811 gg) kak istochnik dlia izucheniia protsessa kolonizatsii na iuge Rossii*, Anapa, Gotika, 1997, p. 344.

¹⁸ Du nom de la rivière « Molochna », région située sur les rives nord de la mer d'Azov.

un bon maître artisan. Si après cette expérience, il s'avère que leur qualité est insuffisante, les briques pourront être utilisées comme revêtement pour la maison du pasteur et pour d'autres choses dans la colonie¹⁹ ».

Encadrer les colons pour les rendre utiles

Selon Willard Sunderland, le début du XIX^e siècle marque un changement dans la conception de la colonisation : on passe de ce qu'il appelle la « colonisation éclairée » de l'époque catherinienne, à la « colonisation bureaucratique²⁰ ». Julia Malitska décrit ainsi les présupposés intellectuels sur lesquels repose cette nouvelle conception de la colonisation, laquelle fait naître des dispositifs spécifiques d'encadrement des colons :

« Les dirigeants et les élites russes concevaient la surveillance et l'éducation comme étant indispensables pour rendre utiles les sujets de l'Empire. À l'époque du développement de la bureaucratie des ministères, cette idée fut assimilée par ces institutions et appliquée à grande échelle. L'idée de tutelle (*popechenie, popechitel'stvo*) devint le mot d'ordre de cette nouvelle époque de la colonisation²¹ ».

C'est ce que Willard Sunderland appelle « le paternalisme bureaucratique²² ». On retrouve exactement cette idée formulée dans une lettre de Richelieu : il y cherche à « rendre utiles à l'État et à eux-mêmes²³ » les colons allemands d'Odessa.

En outre, les qualités morales des colons font l'objet d'une attention particulière de la part des autorités russes : domine l'idée selon laquelle seul un individu hautement moral est susceptible de devenir un paysan prospère.

¹⁹ Olga V. Eisfeld (*otv. red.*), *Samuil Khristianovich Kontenius ob inostrannoï kolonizatsii luzhnoi Rossii*, *op. cit.*, p. 181.

²⁰ Willard Sunderland, *Taming the Wild Field: Colonization and Empire on the Russian Steppe*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 2004, p. 97.

²¹ Julia Malitska, *Negotiating Imperial Rule*, *op. cit.*, p. 102.

²² Willard Sunderland, *Taming the Wild Field*, *op. cit.*, p. 115.

²³ Elena Polevchtchikova, Dominique Triaire (dir.), *Lettres d'Odessa du duc de Richelieu*, *op. cit.*, p. 138.

Les règles de 1804, qui régissent l'installation des colons, précisent qu'il s'agit d'établir une bonne moralité dans les colonies et d'éviter les désordres, par la surveillance permanente des colons²⁴. L'influence de la ville est ainsi perçue comme un danger pour le projet de colonisation, puisqu'elle incite à la débauche, laquelle risque ensuite, telle un virus, de se répandre de colonie en colonie. En 1804, un agent du Comptoir écrit ainsi à Kontenius, au sujet d'un groupe de colons récemment arrivé : « Il serait préférable de ne pas leur faire passer l'hiver dans les villes : ils s'y livrent à l'oisiveté et apprennent à s'enivrer²⁵ ».

Dispositifs du paternalisme bureaucratique

D'après Willard Sunderland, le paternalisme bureaucratique repose sur deux types de dispositifs : l'incitation d'une part ; la discipline et la vigilance administrative d'autre part. Puisque les colons dépendent du Comptoir depuis leur arrivée à la frontière jusqu'à leur mort, l'administration coloniale a toute latitude pour tenter d'influer sur leurs comportements.

Des dispositifs incitatifs

Le premier dispositif permettant de conduire les colons à adopter des pratiques auxquelles le Comptoir est favorable est l'incitation financière. Ainsi, pour favoriser le développement de nouvelles formes d'activités agricoles, Kontenius écrit à l'inspecteur des colonies bulgares :

« Vous devez, avec tout le zèle possible, exhorter et inciter le gouvernement local et les colons eux-mêmes à planter des graines de soie et de mûriers [...] et leur expliquer que Sa Majesté Impériale récompense ceux qui s'investissent avec succès dans cette branche de l'agriculture. Pour obtenir leur coopération, vous pouvez leur dire que deux colons de Khortitsa ont reçu 40 roubles chacun en

²⁴ *Polnoe Sobranie Zakonov Rossiiskoi Imperii*, Tome XXVIII, n° 21163, p. 137-140.

²⁵ Olga V. Konovalova, *Pis'ma gertsoga Armana Emmanuila de Rishel'i Samuilu Khristianovichu Konteniusu. 1803–1814 gg.*, Odessa, OKFA, 1999, p. 239.

récompense de la part de l'Empereur, pour avoir produit quelques pouds²⁶ de soie²⁷. »

Certains colons sont perçus comme supérieurs aux autres – plus travailleurs, plus obéissants : c'est le cas des Mennonites allemands installés dans la région de la Molochna. Or Richelieu et Kontenius sont convaincus de la vertu éducative de l'exemple. En novembre 1804, Kontenius souhaite ainsi que les colons allemands récemment arrivés soient établis en voisinage des Mennonites, « pour qu'il puisse y avoir entre eux des échanges et qu'en cas de besoin ils puissent s'entraider²⁸ ».

Enfin, le clergé doit jouer un rôle particulier dans l'édification morale des colons ; le manque de prêtres est dès lors source d'inquiétude, puisqu'il fait craindre que les colons ne deviennent « sauvages²⁹ ». Richelieu souligne ainsi en 1810 : « La seule chose qui me console, c'est que je suis persuadé qu'eux-mêmes, mais à coup sûr leurs enfants deviendront meilleurs [*sic*], et le besoin où ils se trouveront y contribuera, il faudrait seulement que nous puissions avoir de bons prêtres, et il semble presque que la chose soit impossible³⁰ ».

Surveiller et punir

Dans une lettre de 1804, adressée à Richelieu, Kontenius écrit qu'il faut « des yeux d'Argus³¹ » pour surveiller les colons. Avec le duc, il considère que c'est par une attention constante aux colons qu'il sera possible de les pousser à devenir de bons travailleurs. Les colons n'ont par exemple pas le droit de se déplacer librement dans la région, ils sont attachés à leur terre : c'est le

²⁶ Unité de mesure, un poud correspond à 16,38 kg.

²⁷ *Ibid.*, p. 99.

²⁸ Olga V. Einfeld (*otv. red.*), *Samuil Khristianovich Kontenius ob inostrannoï kolonizatsii luzhnoi Rossii*, *op. cit.*, p. 128.

²⁹ Elena Polevchtchikova ; Dominique Triaire (dir.), *Lettres d'Odessa du duc de Richelieu*, *op. cit.*, p. 112.

³⁰ *Ibid.*, p. 137.

³¹ Olga V. Einfeld (*otv. red.*), *Samuil Khristianovich Kontenius ob inostrannoï kolonizatsii luzhnoi Rossii*, *op. cit.*, p. 93.

Comptoir qui peut délivrer un passeport exceptionnel, pour un motif précis. Ce contrôle s'exerce aussi sur le travail des colons : les inspecteurs sont chargés par Kontenius de recenser les quantités plantées et récoltées par famille, puis par colonie³² ; ils mesurent ainsi la productivité de chaque village.

Richelieu et Kontenius sont très vigilants à ce que le Comptoir, comme institution, soit craint et respecté par les colons ; Kontenius l'affirme : « [...] Si les colons constatent ne serait-ce qu'une seule fois que par faiblesse des autorités, leurs crimes pourraient rester impunis, ils pourraient alors [...] cesser d'obéir tant aux inspecteurs qu'aux injonctions du Comptoir, ce qu'il faut à tout prix éviter³³ ».

Il en va de même concernant les faveurs que peuvent demander certains colons, cherchant à obtenir des fonds supplémentaires ; Kontenius demande en 1807 à Richelieu de le soutenir dans son refus :

« Je me permets de faire remarquer à Votre Excellence, que les colons ne cessent et ne cesseront jamais, sous divers prétextes et pour divers besoins, d'exiger de la couronne de l'argent en sus du prêt qui leur a été accordé, tant qu'ils verront que l'on accède à toutes leurs demandes ; en accordant cela à un groupe de colons, d'autres seront incités à faire de même, arguant qu'ils ont autant le droit que les autres de recevoir de la Couronne des aides qui leur sont apparemment indispensables³⁴. »

Le recours aux châtimets corporels, d'usage à l'époque en Russie, n'est pas rare ; les punitions peuvent même aller jusqu'à la peine capitale, comme le raconte Richelieu à Kontenius : « Vous savez que j'ai été obligé de faire une exécution, elle a parfaitement bien réussi, et j'espère que c'est la

³² *Ibid.*, p. 175.

³³ *Ibid.*, p. 176-177.

³⁴ *Ibid.*, p. 180.

dernière fois, quoique l'on ne doit jurer de rien avec des hommes qui sont absolument comme des enfants³⁵ ».

Si Richelieu quitte la Nouvelle Russie à l'automne 1814, Samouil Kontenius y reste jusqu'à sa mort. Malgré son âge et la maladie, et même après avoir pris sa retraite en 1829, il continue à se consacrer aux colonies : il s'éteint en 1830, au retour d'une ultime visite chez les Mennonites.

Malgré le dévouement de Kontenius et l'intérêt de Richelieu pour la question du peuplement de la région, le Comptoir est rapidement dépassé par l'ampleur de la mission qui lui incombe : la maladie de Kontenius, l'étendue de la région, la difficulté de gestion des comptes, le manque de sérieux (voire la malhonnêteté) de ses fonctionnaires, en font une administration gravement dysfonctionnelle. C'est en partie ce qui explique que Saint-Pétersbourg ralentisse la politique d'accueil de colons étrangers dès 1810, et y mette définitivement fin en 1819. Par ailleurs, cette politique est jugée trop coûteuse, et ses résultats médiocres : des colons en nombres trop faibles, qui sont trop lents à s'adapter et à devenir indépendants.

La colonisation étrangère reste donc un phénomène mineur, ne représentant pas même 5 % de la population de la Nouvelle Russie. Pourtant, pour plus d'une dizaine de milliers d'hommes et de femmes, l'arrivée en Nouvelle Russie marqua le début d'une nouvelle vie, après des premières années extrêmement difficiles. Elle contribue aussi à renforcer encore la diversité ethnique sur les rives de la mer Noire, et à donner son identité si singulière à une ville comme Odessa. En outre, cette expérience a permis de jeter les bases d'une autre politique, le *pereselenie* : désormais, le pouvoir russe décide de peupler les marges de l'Empire en organisant le déplacement de paysans russes des régions centrales surpeuplées. Le présumé qui préside à cette politique reste le même : le pouvoir se pense capable de faire advenir tout projet de transformation, des hommes comme du territoire.

³⁵ Elena Polevchtchikova, Dominique Triaire (dir.), *Lettres d'Odessa du duc de Richelieu*, op. cit., p. 112.

Les objets de l'exil russe à Paris, 1920-1990

Étude d'un itinéraire entre appartements, antiquaires et maisons de ventes

FANNY BOUSQUET

Résumé

Dans les années 1920, de nombreux émigrés, fuyant la guerre civile en Russie, s'installent en France, notamment à Paris. Dans leur exil, ils emportent quelques objets et souvenirs rangés au fond des valises. La circulation de ces objets lors de l'installation des émigrés crée une nouvelle cartographie de l'émigration russe. Cet article vise à analyser les circulations multiples des objets afin d'étudier les symboles et les imaginaires qu'ils véhiculent.

Mots clés : Émigration russe – Objets de l'exil – Marché de l'art – Patrimoine culturel matériel – Mémoire.

Abstract

Objects of Russian Exile in Paris, 1920-1990.

Study of an Itinerary among Apartments, Antique Dealers and Auction Houses

In the 1920s, many emigrants who fled the civil war in Russia settled in France especially in Paris. During the exile, they packed up a few objects and souvenirs. The circulation of these objects through the emigrants' settlement has created of a new cartography of the Russian emigration. This article aims to analyse the multiple circulations of objects in order to study the symbols and imaginaries that they convey.

Keywords: Russian emigration – Objects of exile – Art market – Cultural heritage – Memory

Année 1917, Russie : l'abdication du tsar Nicolas II, puis la prise du pouvoir par les Bolcheviks, plongent le pays dans l'incertitude¹. Ceux qui ne trouvent

¹ Le présent article, issu du mémoire « Pour une histoire des objets qui ont accompagné l'émigration russe des années 1920 en France : conservation, transmission, dispersion » a été réalisé dans le cadre d'un Master 1, sous la direction du professeur Marie-Pierre Rey et soutenu en 2019 à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne.

plus leur place dans le nouveau régime s'exilent bientôt : nobles, fonctionnaires, soldats de l'armée blanche, membres de l'intelligentsia... Si les parcours sont multiples, environ 150 000 réfugiés se retrouvent en France dès 1921 et particulièrement à Paris².

Le présent article se concentre sur les parcours des objets emportés à Paris par les émigrés dans les années 1920, et fait état de leurs différentes étapes jusque dans les années 1990. Du fait d'un départ souvent précipité, les émigrés privilégiaient des objets de valeur, faciles à transporter, tels que des bijoux, des objets utilitaires ou des souvenirs familiaux. Certains de ces objets n'ont jamais quitté l'étagère familiale tandis que d'autres ont été vendus. Les parcours de ces différents objets tissent une toile faite de points, de fils qui se recoupent et permettent de dessiner de nouvelles cartes de l'installation de l'émigration russe en France. Quels ont été les lieux de conservation des objets et comment ont-ils façonné un espace parisien russe ? En quoi la circulation des objets modifie-t-elle la valeur de ceux-ci ? Enfin, malgré leur éclectisme, quel imaginaire ces objets véhiculent-ils ?

Cet article s'appuie sur des sources écrites issues essentiellement de journaux de l'émigration russe des années 1920, notamment *La Russie illustrée* et *Les Dernières Nouvelles* ainsi que d'autobiographies d'émigrés russes et des catalogues de vente de différentes Maisons françaises. Les sources orales se composent de plusieurs entretiens réalisés avec des experts du marché de l'art et des descendants d'émigrés³.

Lors de l'installation des émigrés russes, les objets ont été de puissants moyens d'évocation de la Russie d'autrefois avant d'être vendus. Notre analyse a permis une cartographie des lieux de vente des objets russes ; lieux qui, dans le Paris des années 1920, diffusent la culture russe. L'analyse

² Marina Gorboff, *La Russie fantôme : l'émigration russe de 1920 à 1950*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1995, p. 18-19.

³ Dix-neuf entretiens réalisés ; les noms ne seront pas mentionnés dans cet article.

de leur parcours permet d'étudier la dispersion ou la conservation des objets constitutifs d'un véritable patrimoine artistique et culturel.

L'installation des émigrés russes à Paris dans les années 1920 : de la conservation des objets à la séparation progressive

Les lieux d'installation des émigrés permettent de rendre compte tout d'abord de la dispersion des objets russes. Quels lieux ont-ils favorisé la conservation et la préservation des objets dans l'espace privé ?

*Vivre « assis sur ses valises » puis les défaire
afin de recréer un morceau de Russie dans l'espace privé*

En France, les émigrés s'installent principalement à Paris. En 1926, 55 % des étrangers présents dans le département de la Seine sont russes⁴. On constate des regroupements par quartiers, surtout dans l'ouest de Paris, notamment vers Auteuil et La Muette⁵. À leur arrivée, les émigrés semblent vouloir se rassembler dans certains lieux qui deviennent autant de petites Russies, avec leur culture immatérielle (langue, coutumes) et leur culture matérielle (objets). L'idée du retour en Russie reste encore un horizon et un leitmotiv. Les périodes se succèdent où ils se disent « prochaine semaine / mois / printemps en Russie⁶ ». Les émigrés « vivent assis sur leurs valises⁷ » car ne pas les défaire contribuait à nier leur condition d'exilé.

Progressivement, les émigrés prennent conscience de « l'irréversibilité de leur situation d'exilé⁸ » et défont leurs valises. Beaucoup d'émigrés vivent dans des endroits précaires mais les objets russes, posés sur les étagères, leur permettent de se sentir chez eux : « Mes camarades ne changeaient

⁴ Marina Gorboff, *La Russie...*, *op. cit.*, p. 24.

⁵ *Ibid.*, p. 128.

⁶ Robert Harold Johnston, « *New Mecca, new Babylon* » : *Paris and the russian exiles, 1920-1945*, Kingstown, Mc Gill's- Quenn's University Press, 1988, p. 76.

⁷ Marina Gorboff, *La Russie...*, *op. cit.*, p. 46.

⁸ Isabelle Nicolini, « L'émigration russe en France. "La recomposition d'un espace de l'entre-soi" comme exutoire », *Migrations Société*, vol. 5, n° 131, 2010, p. 17.

pas de pays quand ils sortaient du lycée [...]. Moi, en regagnant la maison, je quittais la France pour me replonger en Russie⁹ ». L'appartement s'emplit d'objets qui véhiculent un imaginaire spécifique : ceux accrochés aux murs, comme « les gravures du vieux Pétersbourg¹⁰ » chez Nina Berberova, évoquent la Russie de manière visuelle tandis que d'autres l'évoquent par la pratique qui leur est attachée. La bouilloire rappelant le samovar à Alexandre Tikhomiroff, son père et ses amis, possède ainsi une forte puissance évocatrice : « Dans la vapeur qui sortait de la bouilloire [...] chacun revivait son rêve et dans chaque rêve il y avait un morceau de terre russe¹¹. »

Les espaces privés des Russes sont porteurs d'une double signification : lieux de vie quotidienne, lieux chargés d'un passé encore palpable grâce à ces objets. Pourtant, ce moment de conservation des objets dans l'espace privé, n'est souvent que temporaire : la plupart des Russes doivent, un jour ou l'autre, se séparer des objets dont la valeur marchande est susceptible de les aider à survivre. Car malgré le caractère hétérogène des situations sociales et financières des émigrés, tous n'hésitent pas à mentionner leur dépouillement matériel, élaborant une forme de mythologie de l'exil.

D'une relative conservation des objets parmi les plus aisés au mythe du dépouillement matériel parmi l'intelligentsia russe

Si les aristocrates, bourgeois et industriels qui émigrent insistent parfois sur leur dépouillement lors de leur arrivée, la plupart possèdent encore des objets décoratifs, des bijoux... Une certaine continuité des manières de vivre persiste¹². Pourtant, progressivement, même les plus aisés doivent se séparer d'une partie de leurs biens afin de continuer à maintenir leur train de vie.

Parallèlement, l'intelligentsia russe en exil, développe son propre récit et progressivement, la réalité des difficultés se change en un mépris pour le

⁹ Henri Troyat, *Un si long chemin*, Paris, Stock, 1993, p. 37.

¹⁰ Nina Berberova, *C'est moi qui souligne*, Arles, Actes Sud, 1998, p. 372.

¹¹ Alexandre Tikhomiroff, *La tasse de thé*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 48.

¹² Catherine Gousseff, *L'exil russe : la fabrique du réfugié apatride, 1920-1939*, Paris, CNRS Éditions, 2008, p. 124.

matériel¹³ : ne rien posséder n'est plus une contrainte mais un choix. Nina Gourfinkel décrit la conservation d'objets provenant de la Russie comme l'illustration du « culte bourgeois de l'objet¹⁴ ». S'en libérer devient une nécessité pour exalter les vraies valeurs russes. Elle écrit qu'elle a « gardé une indifférence [...] à l'égard [...] des objets¹⁵ » et que cela a un rapport avec son éducation qu'elle qualifie « d'intelliguén ». De ce fait, l'intelligentsia semble avoir voulu mythifier un dépouillement matériel réel et ce, dès le début de l'exil. Cette mythification est un moyen de montrer en quoi résidait la « Russie hors frontières » : dans sa culture, sa langue et non dans ses objets, vecteurs d'une Russie stéréotypée.

Les difficultés économiques entraînent la vente des biens matériels pour survivre

Les émigrés russes connaissent des sorts différents et les difficultés économiques ne sont pas toutes de même ampleur. Certains peuvent continuer à vivre avec leurs objets, tandis que d'autres non. Alexandre Tikhomiroff se rappelle son enfance et raconte les priorités pour les familles d'émigrés sans le sou : « Il fallait payer le loyer, le repas, il fallait trouver du travail, il n'y en avait pas tous les jours¹⁶... ». Sa famille qui n'avait rapporté aucun souvenir, ne pouvait ni en vendre, ni en acheter... « Les icônes, il n'y en avait pas chez moi... [...] Et si mon père en avait eu l'occasion, il en aurait certainement mis une... ».

À l'inverse, ceux qui ont conservé des objets s'en servent de monnaie d'échange. Selon Jean Delage, qui observe la vie des émigrés russes en 1929, vendre leurs bijoux est la première chose que font les émigrés pour sortir de la misère¹⁷. Les entretiens que j'ai menés montrent que la vente

¹³ Marina Gorboff, *La Russie...*, *op. cit.*, p. 118.

¹⁴ Nina Gourfinkel, *Aux prises avec mon temps*, Paris, Le Seuil, 1953, tome 1, p. 140.

¹⁵ Nina Gourfinkel, *Aux prises...*, *op. cit.*, tome 2, p. 11.

¹⁶ Extrait d'entretien.

¹⁷ Jean Delage, *La Russie en exil*, Paris, Delagraves, 1930, p. 12.

d'objets était presque une étape obligatoire de l'exil ; un descendant d'émigrés raconte que sa « grand-mère vendait ses bijoux et parures d'étape en étape¹⁸ ». Ces ventes progressives entraînent un passage de ces objets, de la sphère privée et familiale à la sphère publique. S'interroger sur les conditions de ces premières ventes à l'amiable permet de saisir une étape du parcours des objets russes.

Vente et dispersion des objets par les émigrés : une nouvelle cartographie du Paris russe

La vente par le biais de magasins spécialisés : cartographie des lieux de vente et d'achats parisiens

Les Russes créent progressivement de véritables « microcosmes¹⁹ » dans certains quartiers où restaurants et épiceries russes foisonnent. Se développent parallèlement des magasins d'achat et de vente d'objets russes qui communiquent par le biais d'encarts publicitaires. Ceux-ci permettent de recenser, de 1920 à 1938, une quarantaine de magasins. Ils sont administrés par deux types de personnes. Les premiers sont tenus par des Français, comme le magasin *Vve Danthon et Cie* situé au 70 boulevard Malesherbes, qui indique parler russe²⁰. Ils saisissent l'opportunité de se constituer une nouvelle clientèle.

Les autres magasins sont tenus par des émigrés russes qui avaient souvent travaillé au sein du monde de l'art en Russie. Parmi eux, on peut citer le plus célèbre, qui reste actif tout au long des années 1920 : le magasin *À la Vieille Russie*. Dans un numéro des *Dernières Nouvelles*²¹ en 1920, on retrouve un encart mentionnant l'ouverture prochaine de ce magasin²², spécialisé dans « l'achat et la vente de perles et pierres précieuses » et qui

¹⁸ Extrait d'entretien.

¹⁹ Catherine Gousseff, *L'exil russe...*, *op. cit.*, p. 127.

²⁰ *Les Dernières Nouvelles*, n° 176, 18 novembre 1920, p. 4.

²¹ Quotidien de l'émigration russe paru de 1920 à 1940 avec comme rédacteur en chef, P.N. Milioukov.

²² *Les Dernières Nouvelles*, n° 127, 22 septembre 1920, p. 2.

se targue de posséder des « liens avec des collectionneurs sur place et à l'étranger ». Le magasin *À la Vieille Russie*, tenu par la famille Zolotnitsky et déjà présent au XIX^e siècle à Kiev s'installe dans un quartier bourgeois de Paris, rue du Faubourg Saint-Honoré. Cette localisation n'est certainement pas étrangère à son succès et suggère une clientèle aisée.

On retrouve aussi des antiquaires aux noms russes : le magasin *Fabergé et Cie*²³ dont le nom participe certainement de sa popularité ou encore le magasin *Bolin*²⁴ qui se vante, quant à lui, d'être tenu par un ancien bijoutier de la Cour impériale. Tous ces magasins jouent de leur nom et de l'imaginaire qu'ils peuvent véhiculer pour se développer.

Ces magasins forment une cartographie de l'émigration russe à Paris²⁵ : pour la plupart ils sont situés dans les IX^e et X^e arrondissements, vers les métros Cadet ou Le Peletier ce qui correspond à des quartiers occupés par des antiquaires français, plutôt qu'à des quartiers habités par l'émigration russe²⁶. Il semble néanmoins exister deux types d'antiquaires : ceux qui vendent des petits bibelots sont situés vers Cadet. Les plus luxueux se retrouvent vers la rue du Faubourg Saint-Honoré. Le bijoutier Joseph Marchak, concurrent de Fabergé en Russie, prend ses quartiers rue de la Paix²⁷, tandis que la maison Popoff s'installe en face du Palais de l'Élysée. Alexandre Jevakhoff parle de cette période et de l'ouverture de ces magasins comme d'une « période euphorique²⁸ » qui peut s'expliquer par la qualité et le nombre d'objets vendus.

²³ *Les Dernières Nouvelles*, n° 602, 1^{er} avril 1922, p. 3.

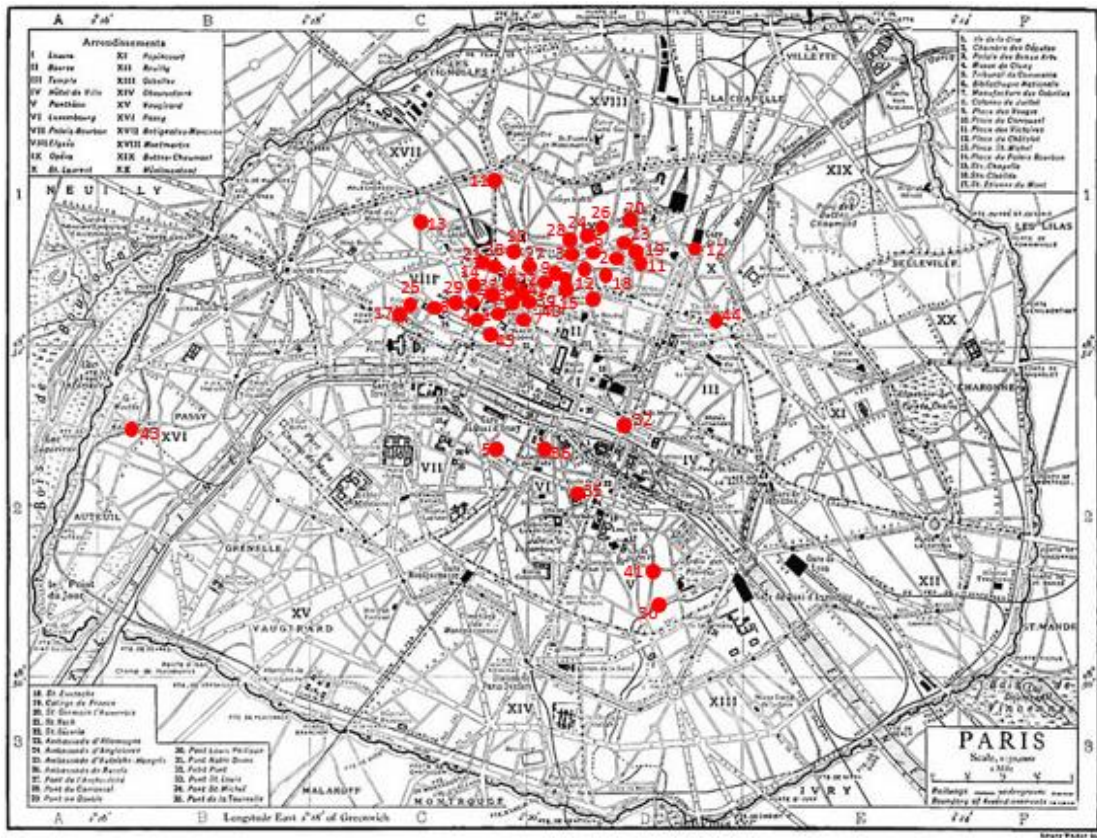
²⁴ *Les Dernières Nouvelles*, n° 129, 24 septembre 1920, p. 2.

²⁵ Voir figure 1.

²⁶ Catherine Gousseff, *L'exil russe...*, *op. cit.*, p. 128.

²⁷ Alexandre Jevakhoff, *Les russes blancs*, Paris, Tallandier, 2011, p. 351.

²⁸ *Id.*



- 1 - Polak Aîné
- 2 - Fabergé
- 3 - Joseph Marchak
- 4 - Marc Vannier
- 5 - Aux petits cadeaux
- 6 - M Lazareff & Fils
- 7 - A la vieille Russie
- 8 - Galerie Popoff et Cie
- 9 - B.A. Bolin
- 10 - Sain
- 11 - Comptoir de l'or
- 12 - L. Berman
- 13 - Veuve Danton et Cie
- 14 - Quelques objets anciens
Alexandre Lessine
- 15 - Bijouterie Brill
et Gerschman
- 16 - Comptoir Sorkine
- 17 - Krouglikoff
- 18 - Balalaikas
- 19 - Kérestedjian
- 20 - Zoloto
- 21 - Garbous
- 22 - I. Bilk
- 23 - Comptoir Trévisé
- 24 - Schwartz & Mauselson
- 25 - Nicolaï Novak
- 26 - Alexandre Bilk
- 27 - Vladimir Dorfman
- 28 - Argenterie russe et Cie
- 29 - Aux bibelots russes
- 30 - Joaillerie Fonce
- 31 - Michel
- 32 - Photos Dalsi
- 33 - Librairie N. Arbousoff
- 34 - A la joie du bibliophile
- 35 - Librairie Moskwa
- 36 - J. Povolozky et Cie
- 37 - Bernard et Cie
- 38 - A. Dumas
- 39 - Meyer
- 40 - A. Gitman
- 41 - Fabrika Balalaika
- 42 - Perose
- 43 - Librairie H. Peto

Figure 1 – Carte des lieux de vente d'objets russes à Paris, 1920-1930

Ventes ou recherches d'objets à travers la diffusion des annonces dans les journaux russes

Les annonces des quotidiens russes nous permettent également de savoir quels sont les objets recherchés par les antiquaires. La plupart des annonces proposent des « brillants, perles, platines » dont la valeur monétaire est la plus élevée et la vente la plus aisée. Ensuite, les objets qui rentrent dans l'échange marchand de « l'achat/vente » concernent surtout l'argenterie. Le magasin *Aux Petits Cadeaux*, situé au 203 boulevard Saint-Germain, propose des objets typiquement russes qui participent de l'imaginaire que les Français peuvent avoir des objets russes : « samovar, icônes¹ ».

Le peu de mentions d'icônes peut indiquer qu'elles ne sont pas encore considérées comme ayant une valeur marchande ou alors que les familles les conservent précieusement en tant que symbole fort de l'union familiale et de la foi religieuse. Les objets vendus ou achetés par les antiquaires sont donc des objets précieux ou des objets ouvragés qui possèdent une qualité artisanale voire artistique comme l'indique le magasin *À la Vieille Russie*². Les marchands souhaitent faire valoir l'art russe, pour ses spécificités et ses qualités propres, en parallèle à l'intérêt financier.

Intérêt croissant pour l'art décoratif russe : collections et expositions des artistes, amateurs et critiques d'art

Les objets de l'exil s'intègrent dans un système marchand généralisé par le réseau des antiquaires. Se retrouvant dans la sphère publique, ils sont découverts par les amateurs et collectionneurs. En effet, les lieux de ventes d'objets russes à Paris ne sont pas « simplement des lieux de commerce. Ce sont des centres importants d'intérêt pour l'art russe et ses traditions³ ». Les magasins se muent souvent en galeries, deviennent des lieux

¹ *Les Dernières nouvelles*, n° 642, 20 mai 1922.

² *La Russie illustrée*, vol. 2, n° 11 (44), 13 mars 1926, 1^{re} intérieure de couverture.

³ Xénia Muratova, *La Russie inconnue : art russe de la première moitié du xx^e siècle*, Cinisello Balsamo, Silvana Editoriale, 2015, p. 172.

incontournables de découverte de l'art russe en organisant des expositions « d'icônes, d'argenterie russe, d'œuvres de Fabergé⁴ ». Dans ces lieux ont été organisées de nombreuses expositions d'art et d'objets russes : à Paris, on en compte une dizaine entre 1921 et 1932.

En juin 1928, la Galerie *À la Vieille Russie* propose ainsi une « Exposition d'icônes et d'objets d'art religieux russe, XVI^e et XVII^e siècles (époque des Tsars⁵). » Dans le catalogue, l'historien de l'art Paul Muratoff, rappelle les fondements de l'art religieux russe⁶, ce qui témoigne d'une volonté de faire connaître les objets. Deux publics se rejoignent dans les galeries : « les différents membres de l'émigration russe⁷ » et le grand public. Ainsi, le passage des objets russes de la sphère privée à la sphère publique renouvelle l'intérêt pour la culture et l'art russes qui ne se départit jamais d'un certain imaginaire. Celui-ci est primordial dans le développement d'un marché de l'art russe à Paris.

La circulation des objets russes à travers le marché de l'art :
une accélération de la dispersion des objets

*Le marché de l'art russe à Paris :
un effacement progressif des antiquaires au profit des maisons de vente*

D'abord vendus par le biais d'antiquaires, les objets russes le sont ensuite par le biais de ventes dites publiques. Elles se développent de manière discrète pendant les années 1930 car les commissaires-priseurs français refusent de vendre les objets apportés par les autorités soviétiques⁸. La première vente consacrée uniquement à des objets russes se déroule en

⁴ *Id.*

⁵ Catalogue d'exposition, « Exposition d'icônes et d'objets d'art religieux russe », 1928, Galerie *À La Vieille Russie*, Paris.

⁶ *Id.*

⁷ Extrait d'entretien.

⁸ Extrait d'entretien.

1928⁹ à l'Hôtel Drouot, à Paris mais il faut attendre les années 1970 pour que ces ventes puissent réellement être qualifiées de marché.

L'augmentation des ventes publiques, après la chute de l'URSS, se corrèle avec la fermeture des antiquaires d'art russe qui avaient ouvert dès les premières années de l'exil. Celle-ci est également liée à la disparition progressive des élites culturelles de l'émigration russe à Paris, après 1945. La Galerie *À la Vieille Russie*, installée depuis 1919 au 18 rue du Faubourg Saint-Honoré ferme et rouvre à New York en 1941¹⁰, témoignant d'un déplacement du centre du marché de l'art russe¹¹.

Achat d'objets et collectionnisme : tentative d'enrayer la dispersion des objets russes ?

Les ventes publiques, de plus en plus nombreuses, ont favorisé la dispersion du patrimoine culturel que constituent les objets venus de Russie au début du XX^e siècle. Néanmoins, l'intérêt historique que portent les acheteurs à ces objets, permet de s'interroger sur une possible volonté de reconstituer ce patrimoine culturel russe. À travers l'achat et la collection d'objets, les deuxième et troisième générations d'émigrés veulent « combler un vide ». La conscience progressive de l'histoire singulière des objets russes entraîne certains émigrés à vouloir enrayer cette dispersion.

Les ventes publiques et la disparition progressive d'un espace russe parisien poussent certains émigrés à engager des projets pour la sauvegarde du patrimoine matériel de l'émigration. Dès 1946, Dimitri Riabouchinski souhaite « réunir [...] les objets et documents d'un intérêt historique ou artistique détenus par les émigrés russes¹² ».

⁹ Catalogue de vente, *Objets d'art ancien principalement d'origine russe... Icônes, argenterie*, Paris, Drouot, 5 décembre 1928, Drouot, Paris.

¹⁰ Galerie *À la Vieille Russie* (consulté le 10/10/18) [<https://www.alvr.com/about/>]

¹¹ Voir figure 2.

¹² Archives diplomatiques, Projet musée émigration russe, 1946, lettre de D. Riabouchinsky.



Figure 2 – Carte des galeristes et antiquaires spécialisés dans l’art russe, Paris, 1960-2000

1. Galerie à la Vieille Cité
2. Artel
3. Galerie Ariane Dandois
4. Galerie Manic , jusqu’en 2009
5. Magasin Saint-Pétersbourg, depuis 1975
6. Alexandre Djianchieff
7. Galerie Jacques Kugel, depuis 1958
8. Galerie Petrouchka
9. Galerie Frémontier
10. Galerie Popoff et Cie, 1920 – 2012
11. Galerie Golovanoff

Les objets deviennent les témoins d'un exil ; les rassembler dans un seul lieu contribue à recréer cette mémoire : « le musée conservera pour les générations futures la mémoire de cette histoire¹³ ». En 1995, le Prince Serge Obolensky propose, quant à lui, la création d'un musée afin de procéder à « un recensement du patrimoine russe en France¹⁴ ». Ces deux tentatives n'ont pas abouti mais elles illustrent la volonté de créer de nouveaux lieux de rassemblement des objets du patrimoine russe en France.

Le patrimoine matériel culturel des émigrés russes permet l'écriture d'une autre histoire de l'émigration à partir de ses objets et de leur circulation. Les différents itinéraires qui conduisent les objets de l'appartement aux salles de ventes créent de nouveaux lieux culturels de l'émigration russe à Paris et participent de l'intérêt porté à l'art russe. Après 1945, la dispersion des objets russes s'accélère et certains émigrés prennent conscience de la valeur de ce patrimoine qui n'est pas seulement monétaire, mais bien historique et artistique. Les objets, vecteurs d'une mémoire qu'il s'agit de préserver tant pour les émigrés que pour la France, pays d'accueil, doivent ainsi être étudiés pour leur dimension matérielle mais aussi pour les discours et les représentations qui s'y attachent.

¹³ *Id.*

¹⁴ Archives Nationales, Projet musée de l'émigration russe, 1995, lettre de S. Obolensky.

Pillards, occupants ou gardiens de la paix ?

L'occupation du nord de l'Indochine par les armées chinoises d'août 1945 à septembre 1946

AURELIEN BREAU

Résumé

L'occupation du nord de l'Indochine par l'armée chinoise est une période trouble et controversée. Les décisions des officiers chinois en charge de cette mission, critiquées par leurs contemporains français puis par les historiens de la Guerre froide, doivent être analysées selon les circonstances difficiles dans lesquelles elles ont été prises. Ce travail nous permet de mieux comprendre la diplomatie chinoise en Indochine dans l'après-guerre et le rôle historique de la Chine dans cette région.

Mots clés : Occupation – Chine – Indochine – Après-guerre – Décolonisation.

Abstract

Pillagers, Occupiers or Peacekeepers?

The Occupation of Northern Indochina by Chinese Forces from August 1945 up to September 1946

The occupation of Northern Indochina by the Chinese army is a period of turmoil and controversy. The decisions of the Chinese officers in charge of this mission, criticized by their French contemporaries and then by historians of the Cold War era, must be analyzed according to the arduous circumstances under which they were taken. This work allows us to better understand Chinese diplomacy in Indochina during the post-war era and the historic role of China in this region.

Keywords: Occupation – China – Indochina – Post-War – Decolonization.

La période d'occupation militaire du nord de l'Indochine par les armées chinoises de la République de Chine a duré officiellement du 20 août 1945 – date à laquelle Jiang Jieshi, président du gouvernement central et *de facto* dictateur de la Chine, a donné l'ordre aux troupes chinoises du premier Front de franchir la frontière sino-vietnamienne – au 6 mars 1946, date de la signature de l'accord franco-vietnamien qui annonce le départ de l'armée chinoise, même si les dernières troupes ne quittèrent l'Indochine que le

18 septembre 1946¹. En occupant l'Indochine, la Chine réalisait une mission qui lui avait été confiée par les Alliés lors de la conférence de Potsdam visant à désarmer les soldats japonais présents au nord du 16^e Parallèle² ainsi que d'assurer le maintien de l'ordre dans la région en attendant que la question de la souveraineté sur l'ancienne colonie française soit réglée.

Nous allons ici revenir point par point sur les découvertes et conclusions de notre mémoire. Notre objectif a été de revenir, avec l'aide du fonds A 298 des archives diplomatiques de la Courneuve, des archives du Service historique de la défense (SHD) de Vincennes et des Archives nationales d'outre-mer (ANOM) d'Aix-en-Provence, sur les facteurs objectifs et subjectifs qui ont pu motiver totalement ou partiellement les décisions prises par l'état-major de l'armée d'occupation, et arriver ainsi à une vision objective de ce qui s'est passé dans le nord de l'Indochine entre les étés 1945 et 1946.

Les deux années de recherches que nous avons effectuées nous ont permis de faire plusieurs découvertes, en particulier sur la vision chinoise des événements. En effet les historiens français et anglo-saxons ont généralement dépeint cette occupation sous un jour assez négatif. On peut

¹ Cet article est le compte rendu du mémoire réalisé dans le cadre du Master d'Histoire des Relations Internationales et Mondes Étrangers, spécialité Asie, sous la direction de Pierre Singaravélou et intitulé « L'occupation chinoise du nord de l'Indochine d'août 1945 à septembre 1946 ». Ce mémoire a été soutenu en juin 2019 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

² Cette limite correspondait à celle entre les théâtres d'opération chinois et sud-est asiatique durant la guerre. Peter Worthing, *Occupation and revolution: China and the Vietnamese August revolution of 1945*, Berkeley, Institute of East Asian Studies - University of California, 2001, p. 39 ; Truman to Hurley, 1 August 1945, Foreign Relations of the United States (FRUS), [<https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1945Berlinv02/d1273>] (consulté le 7 janvier 2020) ; Hurley to Secretary of State, 10 August 1945, FRUS, [<https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1945v07/d119>] (consulté le 7 janvier 2020).

citer Philippe Devillers³ ou John T. McAlister⁴ dont les thèses démontrent que l'armée chinoise a surtout utilisé sa mission internationale pour opérer un pillage en règle du nord de l'Indochine alors que cette région était déjà en situation de famine à l'été 1945. Les officiers sont particulièrement visés par ces critiques, notamment le général Lu Han, commandant en chef de l'armée d'occupation qui est accusé d'avoir participé au pillage pour se constituer un butin personnel, ou bien d'avoir essayé de devenir un seigneur de guerre en transformant le Tonkin en fief personnel.

Il a aussi été reproché aux Chinois d'avoir tenté d'annexer le Tonkin, ou bien d'avoir soutenu les nationalistes « indochinois » pour pouvoir au mieux créer des États satellites soumis à la Chine, ou au pire parrainer discrètement de nouveaux pays indépendants. Cette thèse a permis à des historiens, notamment anglo-saxons, de blâmer l'armée chinoise pour le déclenchement de la guerre d'Indochine, et donc de la guerre du Vietnam⁵.

Si ces accusations sont en partie exactes, en revanche elles exagèrent largement la coordination qu'elles attribuent aux autorités chinoises ainsi que le consensus de ces dernières visant à atteindre ces objectifs. De plus, elles ne prennent pas en compte le point de vue de l'armée d'occupation ou la situation précaire dans laquelle elle s'est trouvée en arrivant en Indochine et qui explique pourtant une bonne partie des décisions « polémiques » qui ont été prises par son état-major. Ces oublis et approximations posent alors de lourds problèmes d'objectivité à beaucoup de travaux ayant été réalisés précédemment sur cette période.

Toutefois dans les dernières décennies, de plus en plus d'historiens occidentaux sont revenus sur la période d'occupation chinoise notamment pour faire ressortir le point de vue chinois des événements. Ce point de vue a été écarté durant toute la Guerre froide par la majorité des historiens

³ Philippe Devillers, *Histoire du Vietnam de 1940 à 1952*, Paris, Le Seuil, 1952.

⁴ John T. McAlister, *Viet Nam: The Origins of the Revolution*, New York, Alfred A. Knopf, 1969.

⁵ *Ibid.*

occidentaux à cause de l'accès limité aux archives de Beijing et Taipei, mais aussi de l'influence du courant majoritaire outre-Atlantique hostile au Guomindang du fait de sa défaite lors de la guerre civile chinoise et représenté par J. Fairbank. Les travaux récents ont innové en s'appuyant davantage sur les sources chinoises et vietnamiennes, démontrant par la même occasion le point de vue biaisé de bon nombre de sources françaises et occidentales⁶. Les travaux de Lin Hua⁷ et Peter Worthing⁸ ont été cruciaux pour la réalisation de notre mémoire.

Tout d'abord, l'un des enjeux abordés dans l'introduction de notre travail a été d'analyser le fait historique général d'occupation militaire en nous appuyant notamment sur les travaux de Peter M.R. Stirk⁹. Nous sommes arrivés à la conclusion que ce qui définit en priorité une occupation militaire n'est pas tant la forme opérative (occuper un territoire étranger) que les objectifs assignés à l'armée occupante par son autorité supérieure (généralement son gouvernement). De ces derniers découle à peu près tout : de la relation avec les populations occupées, à la manière dont le commandant local va pouvoir interagir ou non avec le monde extérieur.

Or, ce que l'on remarque rapidement dès que l'on étudie l'occupation chinoise en Indochine, c'est le peu de soin et d'effort qui a été donné par les planificateurs sino-américains pour définir clairement les objectifs que l'armée allait devoir remplir une fois arrivée sur place, ou bien quelles relations elle allait devoir entretenir avec les locaux et l'ancien colonisateur français qui revenait au même moment en Cochinchine dans les valises de l'armée britannique.

Avant leur départ, les généraux chinois n'ont reçu pour toute feuille de route

⁶ Frédéric Turpin, *De Gaulle, les gaullistes et l'Indochine*, Paris, les Indes savantes, 2005.

⁷ Lin Hua, *Les relations sino-françaises au Viet-Nam 1945-1946*, Paris, École Française d'Extrême Orient, 2 volumes, 1994.

⁸ Peter Worthing, *Occupation and Revolution...*, *op. cit.*

⁹ Peter M.R. Stirk, *A History of Military Occupation from 1792 to 1914*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2016.

qu'un document intitulé les « Quatorze Principes pour l'occupation militaire et administrative du Vietnam ». Ce document, qui représentait un des piliers fondamentaux de la politique d'occupation chinoise, ne donne pas de directives claires sur la position à adopter vis-à-vis des mouvements nationalistes locaux (Viet Minh, VNQDD, DMH, Lao Issara) sur la question de la souveraineté sur le nord de l'Indochine. Tout au plus, les *Quatorze Principes* insistent-ils sur l'objectif du maintien de l'ordre dans la région et de la sauvegarde des infrastructures, tout en prévenant l'état-major de l'armée d'occupation qu'il doit observer une stricte neutralité dans le conflit franco-vietnamien, alors que dans le même temps il doit coopérer avec les autorités militaires françaises dans la réalisation de sa mission¹⁰.

Le caractère vague et contradictoire des ordres donnés à l'armée chinoise nous amène au second enjeu qui caractérise l'occupation chinoise en Indochine, à savoir la coopération entre l'armée occupante et le gouvernement du Viet Minh. En arrivant à Hanoï début septembre 1945, les Chinois découvrirent littéralement l'existence du gouvernement provisoire vietnamien qui avait été mis en place un mois plus tôt par Hô Chi Minh. Ce dernier, conscient du rapport de force en sa défaveur, informa rapidement Lu Han de sa volonté de coopérer avec l'armée chinoise pour assurer le maintien de l'ordre, proposition qui fut rapidement acceptée. À ce moment-là, le gouvernement vietnamien n'était reconnu par aucun gouvernement. L'état-major chinois a ainsi agi en toute indépendance en estimant, à raison, que cette coopération avec le Viet Minh était non seulement profitable mais aussi nécessaire afin de remplir plus efficacement sa mission. Non seulement le Viet Minh s'occupait de gérer les affaires civiles, épargnant ainsi la mise en place d'une administration militaire chinoise dont le coût aurait été exorbitant, mais il permettait aussi aux responsables chinois de

¹⁰ Une traduction des *Quatorze Principes pour l'occupation militaire et administrative du Vietnam* a été réalisée par Lin Hua dans *Les relations sino-françaises au Viet-Nam* et se trouve dans l'annexe II de sa thèse, p. 473-474. La version chinoise dont il s'est servi est issu de : Zhu Xie, *YueNan ShouXiang RiJi*, Beijing, Commercial Press, 1947, p. 2-4.

disposer d'intermédiaires avec la population vietnamienne, ce qui facilitait grandement sa mission de maintien de l'ordre. De son côté, le Viet Minh a su manœuvrer politiquement pour profiter de la protection militaire chinoise, et se rendre indispensable pour gagner la confiance de l'armée d'occupation sans pour autant perdre son autonomie. On se trouve ainsi dans le cas de figure d'une relation fondée sur le profit mutuel, entre une armée d'occupation et un gouvernement non reconnu. Il est clair qu'un tel cas de figure ne pouvait émerger que dans des circonstances aussi troubles que celles qui ont caractérisé l'époque de l'après-guerre en Asie du Sud-Est après l'effondrement de l'ordre colonial dans cette région.

Cette situation est caractéristique du comportement pragmatique, voire opportuniste, adopté par l'état-major de l'armée d'occupation. Le manque de préparation en amont du départ de l'armée chinoise pour l'Indochine laissait un vide qui fut comblé pour le meilleur et pour le pire par des initiatives prises par les responsables civils et militaires chinois. L'analyse de ces initiatives et le souci de les replacer dans le contexte où elles ont été prises sont probablement le point central de notre travail et vise à mieux comprendre cette période cruciale de l'histoire de l'Indochine. L'utilisation des comptes rendus des réunions franco-chinoises permet de saisir le point de vue des officiers chinois quand ces derniers argumentent avec leurs homologues français ainsi que d'appréhender les changements de tons entre les deux armées selon les périodes de crises et d'apaisements qui ont émaillé l'occupation. Cette alternance entre crise et apaisement fut ce qui a servi à structurer le plan de notre travail, puisqu'elle explique la majorité des décisions prises par l'armée chinoise durant leur mission. En période de crise, telle qu'en novembre 1945 lors de la promulgation du décret D'Argenlieu¹¹, l'état-major chinois a agi pour défendre ses intérêts. A *contrario* en période d'apaisement, les Chinois ont dialogué de bonne foi

¹¹ Ce décret, promulgué le 17 novembre 1945, retirait leur valeur aux billets de 500 piastres produits lors de l'occupation japonaise afin de lutter contre l'inflation en Indochine. Cela mettant en danger les finances de l'armée chinoise, elle s'opposa à son application au nord du 16^e Parallèle.

avec les Français pour trouver une conclusion mutuellement bénéfique à l'occupation.

Il convient de distinguer deux phases dans la période d'occupation chinoise : une première de septembre à la mi-octobre 1945, et une deuxième de novembre 1945 à mars 1946.

Durant la première phase, la marge de manœuvre laissée à l'état-major permit au général Lu Han de mettre en place une politique d'occupation relativement indépendante et déterminée par les impératifs de sa mission et les difficultés locales, mais aussi par ses propres convictions et notamment sa francophobie. Néanmoins cette politique fut désavouée lors de la reprise en main partielle de l'occupation par le gouvernement chinois après l'incident de Kunming¹². Les responsables de l'armée furent alors chargés de poursuivre leur mission tout en se préparant à évacuer l'Indochine dès que l'ordre leur en serait donné. Ainsi, Chongqing annonçait à demi-mot qu'un retour des Français au nord du 16^e parallèle était désormais à l'ordre du jour.

C'est ainsi que durant la deuxième phase de l'occupation, étant donné que les initiatives prises dans les premiers mois de l'occupation avaient été désavouées, l'autorité collégiale¹³ qui prit la place de Lu Han se rabattit vers les seuls objectifs qui pouvaient faire à peu près consensus entre ses différentes composantes : remplir la mission assignée à l'Armée Nationale Révolutionnaire (ANR) par les Alliés en assurant le maintien de l'ordre et en

¹² En octobre 1945, Jiang Jieshi démit le général Long Yun, seigneur de guerre du Yunnan et demi-frère supposé de Lu Han, par un coup de force connu sous le nom « d'incident de Kunming ». Lu Han préféra ne pas intervenir et fut récompensé par Jiang Jieshi qui le nomma gouverneur provisoire du Yunnan. Lin Hua, *Les relations sino-françaises...*, *op. cit.*, p. 199-201 ; Peter Worthing, *Occupation and revolution...*, *op. cit.*, p. 85-86.

¹³ Cette autorité collégiale, même si elle restait dominée par les principaux généraux de l'état-major, laissait une grande influence aux délégués du gouvernement chinois et aux conseillers américains jusqu'à leur départ à la fin 1945.

rapatriant les soldats japonais préalablement désarmés, protéger les minorités chinoises présentes en Indochine contre la violence croissante des mouvements nationalistes mais aussi des Français, et enfin s'assurer que l'occupation ne se termine pas par le déclenchement d'un conflit franco-vietnamien. Cette réalité montre que, de tous les acteurs présents en Indochine, les Chinois étaient sans doute ceux qui étaient les moins concernés par le conflit franco-vietnamien. Cet état de fait explique dans le même temps pourquoi ces derniers étaient les plus favorables à une solution négociée à ce conflit qui représentait une menace non seulement pour les Chinois mais aussi pour la population française d'Hanoï qui était la première menacée par une potentielle explosion de violence.

Un autre aspect de notre travail fut d'exposer la vie des populations locales sous l'occupation chinoise. Par manque de sources viables côté français du fait du paradigme colonial qui rend peu fiables l'information et les interprétations données par les acteurs, nous avons été obligés de limiter notre analyse sur les populations chinoise et vietnamienne à un niveau malheureusement superficiel. Toutefois, nous avons été en mesure de consacrer un chapitre entier à la vie des Français à Hanoï entre les mois d'août 1945 et mars 1946¹⁴. Cette dernière se caractérise principalement par les contraintes subies par la population française qui s'est retrouvée isolée au milieu d'une population qui lui était majoritairement hostile. Face à ces difficultés, la communauté française se structura rapidement autour d'une série d'associations venant en aide aux familles de réfugiés récemment arrivés à Hanoï¹⁵.

La sécurité de cette population est le point le plus polémique de notre

¹⁴ Pour rappel, l'ordre du général japonais Nishimura daté du 5 avril 1945 concernant l'assignation à résidence a forcé la population française présente dans le nord de l'Indochine à être concentrée à Hanoï.

¹⁵ ANOM, 2HCI 226 : Henriette Lambert, *Rapport sur l'état de la population européenne d'Hanoï au mois d'octobre 1945, sur l'organisation des évacuations et sur l'amélioration des conditions de vie sur place.*

analyse puisqu'il s'agit de déterminer jusqu'à quel degré l'armée d'occupation a cherché à protéger la population française. Si les violences (meurtres, vols, etc..) dont ont été victimes les Français de Hanoï ont fait couler beaucoup d'encre¹⁶, il faut voir que ces violences ont été relativement limitées par rapport à la situation d'ébullition anticoloniale qui régnait au Vietnam à la même époque. L'armée d'occupation a notamment pris des mesures sécuritaires fortes pour rétablir l'ordre au moment de l'élection générale qui se déroula dans le nord du Vietnam entre décembre 1945 et janvier 1946¹⁷. Cette période vit une augmentation drastique des actes de violence entre les partis nationalistes vietnamiens et à l'encontre des Français. Ces mesures se sont encore intensifiées en février 1946 en raison de l'inquiétude croissante de l'état-major vis-à-vis de la réaction vietnamienne au retour des troupes françaises au Tonkin¹⁸. Jean Sainteny lui-même reconnut plus tard que « la présence des armées chinoises contribua certainement à éviter le massacre des 30 000 Français confinés au nord du 16^e parallèle¹⁹ ». En conséquence, les accusations selon lesquelles l'armée chinoise n'aurait rien fait pour protéger les Français vivant au Vietnam ne tiennent pas.

Une autre accusation qu'il convient de relativiser est celle des pillages effectués par l'armée chinoise durant l'occupation. Si des cas de pillages ont bel et bien eu lieu, il est en revanche important de noter qu'ils n'ont pas impliqué toute l'armée d'occupation. En effet cette dernière n'était pas homogène et comptait en son sein des unités disciplinées (généralement

¹⁶ Philippe Devilliers, *Histoire du Vietnam de 1940 à 1952*, Paris, Le Seuil, 1952, p. 213.

¹⁷ ANOM, 2HCI 186 : *Rapport mensuel de la sûreté générale*, janvier 1946.

¹⁸ Voir également sur le sujet : Stein Tønnesson, *Vietnam 1946*, Berkeley, University of California Press, 2010 ; François Guillemot, *Dai Viêt, indépendance et révolution au Viêt-Nam*, Paris, Les Indes savantes, 2012 ; William J. Duiker, *The communist road to power in Vietnam*, Oxford, Westview press, 1996.

¹⁹ Jean Sainteny, *Histoire d'une paix manquée*, Paris, Fayard, 1967, p. 174.

celles affiliées au gouvernement central) ainsi que d'autres mal équipées, mal nourries et mal organisées (notamment celles affiliées aux armées régionales du Yunnan et du Guangdong²⁰). Ce sont majoritairement ces dernières qui ont été impliquées dans les cas de pillage.

Les auteurs de ces critiques ont également eu tendance à surestimer le contrôle que le commandement chinois pouvait exercer sur ses troupes. L'état-major situé à Hanoï avait un contrôle relatif sur son armée en raison des difficultés de communications propres au Tonkin, combinées à ses fractures internes du fait de l'origine géographique disparate des unités. Il est aussi important de noter que, malgré ces pillages, l'occupation chinoise a coûté finalement moins cher que celle mise en place par les Japonais en 1945 sur une période plus courte, ou bien que l'occupation soviétique de la Mandchourie qui eut lieu à la même époque²¹.

Enfin, il est manifeste que l'armée d'occupation chinoise a été une force stabilisatrice dans la région. L'état-major chinois n'a pas hésité à faire usage à plusieurs reprises de la puissance militaire qu'il représentait dans la région pour exercer des pressions sur les partis nationalistes vietnamiens quand les actions de ces derniers menaçaient l'ordre public²². Dans le même temps, le fait que l'armée chinoise était un acteur extérieur au conflit franco-vietnamien a contribué à pousser cette dernière durant les dernières semaines de l'occupation à faire pression aussi bien sur les Français que sur le Viet Minh pour forcer ces derniers à signer un accord de paix avant d'accepter d'être relevée par l'armée française. À ce titre, l'incident militaire qui a eu lieu le 6 mars 1946 dans la baie d'Haïphong, durant lequel des soldats chinois ont tiré sur la flotte française transportant les troupes venues les relever, doit être interprété comme une conséquence malheureuse des

²⁰ Cette disparité a notamment été relevée par les conseillers militaires américains. Peter Worthing, *Occupation and revolution...*, *op. cit.*, p. 71.

²¹ Lin Hua, *Les relations sino-françaises au Viet-Nam*, *op. cit.*, p. 245-246.

²² John T. McAlister, *Vietnam: the Origins...*, *op. cit.*, p. 109 ; King C. Chen, *Vietnam and China, 1938-1954*, Princeton, Princeton University Press, 1969, p. 123-124.

problèmes de communication internes à l'armée chinoise, ainsi que du bras de fer diplomatique et militaire entre cette dernière et les autorités de Saïgon, plutôt que comme une tentative de la part des Chinois d'empêcher coûte que coûte un débarquement des Français au Tonkin.

On a du mal à imaginer aujourd'hui à quel point la destruction de l'ordre colonial en Asie par le Japon a brisé de façon définitive le *statu quo* régional. La soudaineté de la capitulation japonaise avait laissé un vide politique qui fut comblé en grande partie par l'implication des États-Unis dans la géopolitique locale. Si l'on souhaitait s'essayer à un peu d'histoire contre factuelle, il ne serait pas absurde d'imaginer que, si les communistes chinois avaient perdu la guerre civile, alors nous aurions assisté à un basculement géopolitique en faveur de la Chine nationaliste. L'Indochine aurait très bien pu devenir la chasse gardée de Nankin, qui aurait étendu son influence via sa présence au Tonkin. Néanmoins cela n'est qu'une hypothèse, et dans tous les cas cette occupation reste dans l'histoire comme une occasion gâchée qui aurait permis d'éviter un conflit sanglant de huit longues années.

